Secteur des sciences de la Terre

Plan d'affaires

2001 - 2004

Message du sous-ministre adjoint

C'est avec grand plaisir que je vous présente le Plan d'affaires 2001-2004 du Secteur des sciences de la Terre. Ce document fournit un compte-rendu détaillé des produits et services que le Secteur sera en mesure d'offrir au gouvernement, à l'industrie, aux universités et au grand public au cours des trois prochaines années.

Alors que le Secteur entame sa sixième année, ses composantes, à savoir la Commission géologique du Canada, Géomatique Canada et l'Étude du plateau continental polaire, ont élaboré une vision intégrée de leur contribution au développement économique et social du Canada. La vision du Secteur vient appuyer le programme et les priorités du gouvernement en fournissant au Canada des données et des connaissances géoscientifiques et géospatiales à la fine pointe.

Comme il l'a été exposé dans toutes les éditions précédentes du Plan d'affaires, les programmes du Secteur concordent parfaitement avec les buts du Ministère. Bien que le Plan d'affaires continuera d'évoluer, aussi bien dans sa structure que dans sa forme, nous ferons en sorte que cette concordance soit bien mise en évidence et bien comprise par nos clients et les intervenants. Que vous soyez un membre du personnel, un client ou un intervenant, il est important que chacun d'entre vous comprenne ce que le Secteur a à accomplir.

Irwin Itzkovitch
Sous-ministre adjoint
Secteur des sciences de la Terre

104-03000/

TABLE DES MATIÈRES

1. Secteur des sciences de la Terre : le contexte 1

Introduction 1
Le point sur les priorités gouvernementales 2
Facteurs externes 3
Secteur des sciences de la Terre 4
Politique scientifique 5

2. Secteur des sciences de la Terre : grandes unités et sommaire financier 7

Géomatique Canada 8
Division des levés géodésiques 8
Division des levés officiels et Commission de la frontière internationale 8
Centre canadien de télédétection 8
Direction des services cartographiques 9
Commission géologique du Canada 9
Direction des minéraux et de la géologie régionale 10
Division de la géologie du continent 10
Division des ressources minérales 10
CGC-Pacifique 10
Direction de la géologie marine et sédimentaire 10
Division de la science des terrains 10
CGC-Atlantique 11
CGC-Québec 11
CGC-Calgary 11
Étude du plateau continental polaire 11
Services intégrés du Secteur des sciences de la Terre 12
Division de la politique, de la planification et de la coordination 12
Division de l'information du Secteur des sciences de la Terre (Info SST) 12
Division des services de gestion et d'administration 12
Ressources humaines 13
Conseiller en ressources humaines 13
Bureau d'expansion des affaires 13
Bureau du géoscientifique principal 13
Conseiller en gestion de la qualité 14
Communications du SST 14
Bureau du conseiller financier du Secteur 14

3. Secteur des sciences de la Terre : buts, objectifs et mesure du rendement 15
Liens entre les buts du Secteur des sciences de la Terre et les buts de Ressources naturelles Canada 15
Buts stratégiques de RNCan 15
Buts du SST 15
But 1 de RNCan : Permettre aux Canadiens de prendre des décisions équilibrées en ce qui regarde l'utilisation des ressources naturelles 16
But 2 de RNCan : Maintenir les retombées économiques et sociales des ressources naturelles pour les générations actuelles et futures 30
But 3 de RNCan : Réduire au minimum les répercussions de l'exploitation et de l'utilisation des ressources naturelles sur l'environnement 38
But 4 de RNCan : Contribuer à la sûreté et à la sécurité des Canadiens 41
But 5 de RNCan : Gérer le Ministère avec efficience et efficacité 48

4. Secteur des sciences de la Terre : Plan d'amélioration de la gestion 57
Cadre de gestion 57

5. Secteur des sciences de la Terre : Ressources humaines : principales initiatives 58
Programme de perfectionnement professionnel 59

ANNEXE A : Organigramme du Secteur des sciences de la Terre 60

ANNEXE B : Annuaire du Secteur des sciences de la Terre 61

ANNEXE C : Liste des acronymes 66

1. Secteur des sciences de la Terre : le contexte

Introduction

Le Secteur des sciences de la Terre (SST), qui absorbe environ 35 p. 100 du budget total de Ressources naturelles Canada, a été formé en 1995 par le regroupement de Géomatique Canada (GC), de la Commission géologique du Canada (CGC) et de l'Étude du plateau continental polaire (EPCP). Ce secteur de RNCan, à vocation essentiellement scientifique et technologique, constitue au pays la principale source de connaissances et d'innovation en matière de sciences de la Terre sur lesquelles s'appuient les politiques et la prise de décision du gouvernement du Canada. Géomatique Canada produit un ensemble fiable de levés, de cartes, de données de télédétection et de données à référence géographique et spatiale qui décrivent la masse continentale du Canada. La Commission géologique du Canada joue le rôle principal dans l'édification d'une vaste base de connaissances géoscientifiques sur le Canada. L'Étude du plateau continental polaire contribue à l'acquisition de connaissances scientifiques dans les régions arctiques grâce à une gamme complète de services de soutien logistique.

Des forces puissantes façonnent l'environnement dans lequel évolue le Secteur : la mondialisation, une technologie en évolution rapide, de nouvelles demandes d'information et de connaissances de la part d'une clientèle qui s'élargit, des enjeux politiques complexes et des priorités gouvernementales requérant des avis en matière de sciences de la Terre, des changements à tous les niveaux dans la gestion des affaires publiques et une insuffisance, actuelle et future, de moyens sur le plan des personnes et des installations. Néanmoins, d'importantes possibilités s'offrent au SST puisqu'il y a une reconnaissance accrue de ce que les sciences de la Terre apportent aux orientations et à la prise de décision dans les secteurs public et privé.

Une clientèle nouvelle et élargie fait de plus en plus appel à l'expertise et aux connaissances du Secteur sur une vaste gamme de sujets. De même, l'intégration des connaissances scientifiques et techniques du SST dans la formulation de propositions de politiques et de recommandations à l'intention de tous les paliers de gouvernement a de beaucoup augmenté. Ce qui fait en sorte que les connaissances doivent être transmises rapidement et de façon à ce qu'elles puissent être comprises par une clientèle beaucoup plus large. La révolution dans la technologie des communications va, grâce à Internet et à l'utilisation généralisée des ordinateurs, mettre les connaissances du SST sur la masse continentale canadienne et ses ressources à la portée de la plupart des Canadiens.

Ce sont les objectifs du gouvernement et du Ministère qui ont servi de guide à la planification et à l'orientation de la gestion des programmes du SST. Ces mêmes objectifs seront à la base des activités du SST pour la période de planification sur laquelle porte le présent plan d'affaires.

Le point sur les priorités gouvernementales

Janvier 2001 a marqué le début d'un nouveau mandat du gouvernement libéral pour le Canada. Les priorités et le plan d'action pour ce troisième mandat ont été définis dans le discours du Trône ouvrant officiellement la 37e législature du Canada le 30 janvier 2001. Le gouvernement y confirmait son engagement à bâtir un Canada plus fort, plus inclusif, et à assurer une meilleure qualité de vie pour tous les Canadiens. Dans sa réponse au discours du Trône, le premier ministre a réitéré les engagements du gouvernement qui correspondent de près aux priorités établies dans le Livre rouge III (le programme électoral du Parti libéral) et dans l'Énoncé économique et la mise à jour budgétaire d'octobre 2000 du ministère des Finances.

Les quatre thèmes suivants reviennent de façon constante dans ces documents :

- bâtir une économie qui compte parmi les plus avancées dans le monde grâce à l'innovation, aux idées et au talent;
- créer une société plus inclusive où les enfants ont un bon départ dans la vie, où tous ont accès à des services de santé de qualité et où les Canadiens puissent vivre dans des collectivités fortes et sûres;
- assurer à tous les Canadiens un environnement propre et sain et veiller à la préservation de nos espaces naturels;
- renforcer la voix du Canada dans le monde et notre sens commun de la citoyenneté.

Ces thèmes prennent appui sur les deux premiers mandats du gouvernement au cours desquels les priorités économiques ont joué un rôle de premier plan dans l'édification d'une économie forte et d'une société où on puisse se sentir en sécurité. La gestion budgétaire, l'unité nationale, le commerce et l'investissement, la qualité des services et l'efficacité des opérations ainsi que les connaissances, les compétences et l'innovation requises à des fins d'emploi et de croissance ont occupé une place importante dans l'ordre des priorités. Pouvant compter sur une situation financière et économique solide, le gouvernement peut maintenant aller de l'avant avec les questions sociales. Grâce à une économie forte et à des excédents budgétaires, le gouvernement a pu réduire les impôts, investir dans les domaines de la santé et de l'éducation qui se situent au sommet des priorités des Canadiens, et placer le Canada dans une position où il peut surmonter les effets du ralentissement économique aux États-Unis et des fluctuations de l'économie mondiale.

Le plan du gouvernement, en quatre parties, assure la poursuite des progrès réalisés à ce jour. L'investissement dans le tissu social du pays (soins de santé, les enfants et l'environnement) et le renforcement de l'éducation, de la recherche et de l'innovation feront contrepoids à une stratégie de réduction de la dette et des impôts.

La volonté de faire accéder les Canadiens à un niveau de vie plus élevé se traduit dans une stratégie visant à augmenter la productivité à long terme du Canada, à créer un environnement économique et social qui favorise la meilleure utilisation possible du capital, encourage fortement l'innovation et attire les investisseurs. Le gouvernement va assurer la poursuite de ses objectifs prioritaires au moyen d'une intégration poussée de ses programmes sociaux et économiques, en partenariat avec les provinces et les territoires et dans l'ensemble des ministères fédéraux. La prospérité du Canada exige également le maintien d'un environnement propre et sain, essentiel pour la santé des Canadiens et pour l'avenir des enfants.

L'Énoncé économique et la mise à jour budgétaire d'octobre 2000 a confirmé la volonté du gouvernement d'accorder un soutien accru à l'éducation, à la recherche et à l'innovation, qu'il considère être les voies les plus sûres du succès dans une économie du savoir. Le Canada s'est engagé à stimuler l'innovation, un élément de sa productivité et de sa compétitivité jugé vital. Son but est de faire en sorte qu'en 2010, grâce à une augmentation d'au minimum du double des dépenses fédérales en recherche-développement (R-D), le Canada compte parmi les cinq pays montrant la meilleure performance en ce domaine. Pour assurer l'atteinte de cet objectif, le gouvernement entend faire ce qui suit :

- soutenir la recherche sur l'écotoxicité, la santé publique et la gestion des ressources naturelles;
- faciliter la commercialisation des découvertes faites au sein du gouvernement et dans l'industrie;
- appuyer le secteur privé en maintenant les crédits d'impôt à la R-D.

La science et la technologie jouent un rôle de premier plan dans la stimulation de l'innovation. En avril 2000, le gouvernement fédéral a mis en marche un projet intitulé *Les sciences et la technologie dans le Nord canadien : Cadre et plan de recherche fédéraux* dans le but de s'assurer que les activités que finance le gouvernement dans les domaines de la science et de la technologie contribuent à faire avancer les connaissances et à améliorer la qualité de vie, l'état de l'environnement ainsi que le bien-être social et économique dans le Nord canadien.

Conscient du fait qu'une saine gestion des affaires publiques exige une participation active et significative de la population, le gouvernement du Canada est à mettre au point de nouveaux modes de prestation de services gouvernementaux afin que les Canadiens aient accès à plus d'information dont ils pourront se servir pour participer plus activement à l'élaboration des politiques et à la prise de décision. Le gouvernement a réitéré son engagement à devenir pour 2004 le gouvernement le plus branché du monde et à travailler en collaboration avec le secteur privé pour assurer aux habitants et aux entreprises de toutes les localités un accès à Internet à haute vitesse sur large bande.

Le gouvernement s'est également engagé à travailler avec les collectivités locales, les gouvernements provinciaux et territoriaux et le secteur privé pour stimuler l'acquisition de compétences professionnelles et le développement économique dans les collectivités indiennes et inuites. Pour donner suite à cet engagement, le gouvernement va joindre ses efforts à ceux des collectivités autochtones pour aider celles ci à prendre

des mesures visant à prévenir les maladies et les blessures et à promouvoir le mieux-être, à appuyer les enfants et la jeunesse autochtones dans l'apprentissage de leur langue et de leur culture et à créer des programmes destinés aux enfants autochtones ayant des besoins spéciaux.

Le gouvernement du Canada est actif en ce qui regarde le changement climatique. Reconnaissant la nécessité d'une meilleure connaissance des effets de ce problème sur le pays, il a, par le biais du Fonds d'action pour le changement climatique (FACC), alloué au cours des trois dernières années 7,5 millions de dollars à plus de 80 projets de recherche portant sur les impacts du changement climatique et sur les mesures d'adaptation. En 2000, le gouvernement a consacré 1,2 milliard de dollars à la création d'un environnement plus propre et plus sain.

En octobre 2000, à Vancouver, le ministre des Ressources naturelles, M. Ralph Goodale, et le ministre de l'Environnement, M. David Anderson, ont rendu public le Plan d'action 2000 du gouvernement du Canada sur le changement climatique. Lorsque ce plan aura été entièrement déployé, en 2005, le Canada aura franchi le tiers du chemin à parcourir pour atteindre l'objectif de ramener ses émissions à 6 p. 100 sous le niveau de 1990. Pour atteindre ce but, le gouvernement va concentrer ses efforts sur l'efficacité énergétique, sur de nouvelles technologies de l'énergie (p. ex. les piles à combustible), sur les énergies renouvelables et sur les produits à haut rendement énergétique. Le Plan d'action 2000 du gouvernement du Canada sur le changement climatique comporte également des mesures relatives aux impacts du changement climatique et à l'adaptation qui s'intègrent à la démarche de gestion des risques adoptée par le Canada en ce domaine.

Facteurs externes

L'environnement demeure un enjeu de première importance au plan mondial. Des questions telles que le changement climatique et le transport à grande distance des polluants constituent des préoccupations internationales. Le Canada est conscient du fait qu'un environnement sain est un élément essentiel d'une économie viable à long terme et de notre qualité de vie. Les sciences et la technologie nous donnent une meilleure compréhension du milieu naturel et des répercussions des activités humaines.

À Kyoto, au Japon, en décembre 1997, la plupart des pays industrialisés se sont mis d'accord pour prendre des mesures visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre en adhérant à la Convention-cadre des Nations Unies sur le changement climatique (CNUCC). Aux termes de l'accord, les pays industrialisés doivent réduire en moyenne leurs émissions de gaz à effet de serre de 5,2 p. 100 (par rapport aux niveaux de 1990) entre 2008 et 2012. Bien que les États-Unis aient signé le protocole, ils ne l'ont pas encore ratifié. Le gouvernement américain a récemment annoncé qu'il n'est pas prêt à prendre de telles mesures, invoquant la priorité accordée à l'approvisionnement énergétique et à l'économie. Les États-Unis tentent de déterminer précisément l'impact économique qu'aurait l'application du protocole de Kyoto sur ses industries recourant aux combustibles fossiles. Cette position tend à remettre en cause les efforts du Canada dans ce domaine, d'autant plus que la situation énergétique actuelle en Amérique du Nord exerce sur le Canada une pression l'incitant à exploiter de nouvelles sources d'énergie dans le Nord et en mer.

Les questions relatives à l'eau ont récemment fait la manchette et attiré l'attention du public. Qu'il s'agisse des prélèvements massifs d'eau, de la contamination des sources d'eau de surface et souterraines, des variations des niveaux d'eau du bassin des Grands Lacs et du Saint-Laurent, de la gestion durable des bassins hydrographiques ou des inondations catastrophiques, ces questions vont vraisemblablement constituer un sujet de préoccupation croissant, tant au plan national qu'au plan international. La récente contamination par la bactérie *E. Coli* à Walkerton, en Ontario, a fortement ancré dans l'opinion publique l'idée que l'agriculture et d'autres activités humaines menacent de plus en plus nos sources d'eau potable. En outre, on prévoit que le changement climatique aura des effets importants sur la conservation des ressources en eau du Canada.

La libéralisation du commerce, la saine gestion des affaires publiques, la démocratie et la sécurité humaine sont aussi des enjeux d'envergure internationale. Au printemps 2001, les 34 chefs de gouvernement démocratiquement élus des trois Amériques et des Antilles se sont réunis à Québec pour le troisième sommet des Amériques. Le but de cette rencontre était de poursuivre les discussions qui s'étaient ouvertes sur un engagement à mener une action collective pris à Miami en 1994 et qui ont mené à un élargissement de la coopération au sein de l'hémisphère après le sommet de Santiago de 1998.

Les échanges ont porté principalement sur trois sujets jugés prioritaires : le renforcement de la démocratie, l'accroissement de la prospérité et la réalisation du potentiel humain. Lors de ce sommet, le Canada a insisté sur la connectivité et sur le rôle que les technologies de l'information et des télécommunications peuvent jouer pour atteindre les objectifs définis en ce domaine. Le développement de liens de nature technique entre les pays ne peut que renforcer les liens de coopération et d'amitié.

Au sommet, le Canada a également plaidé en faveur de la création d'une entente sur le libre-échange des Amériques. Cette position confirme que le Canada est devenu, au cours de la dernière décennie, un centre dynamique du commerce international. Le Canada tire plus de 43 p. 100 de son produit intérieur brut (PNB) des exportations, et plus d'un tiers des emplois au pays dépendent d'une façon ou d'une autre du commerce international. Puisque la prospérité et la stabilité internes sont en rapport avec ce qui se passe à travers le monde, le Canada œuvre en faveur de la démocratie, de la justice sociale et du progrès économique hors du pays. Le Canada est également un défenseur de l'application de règles de commerce loyales pour protéger les services de santé publics, l'éducation publique et la culture. Ces échanges sur le plan de la politique internationale renforcent les tendances vers une mondialisation accrue et une plus forte intégration des économies nationales.

Le Canada participe également aux préparatifs internationaux en vue du Sommet mondial sur le développement durable qui doit se tenir à Johannesburg, en Afrique du Sud, en septembre 2002. Afin de redynamiser l'engagement général en faveur du développement durable à un niveau politique plus élevé, l'Assemblée générale des Nations Unies a demandé un examen des progrès réalisés sur une période de 10 ans en ce qui a trait aux mesures recommandées dans le plan Action 21 adopté lors de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (CNUED) et dans les conventions des Nations Unies. RNCan et Environnement Canada sont à mettre au point des projets que le Canada présentera lors de ce sommet. Les préparatifs incluront aussi une évaluation complète des progrès réalisés dans la mise en œuvre d'Action 21.

Secteur des sciences de la Terre

Les programmes et politiques du Secteur des sciences de la Terre viennent appuyer les priorités du gouvernement fédéral ainsi que les buts et les objectifs de Ressources naturelles Canada. Le nouveau plan d'action de RNCan servira de guide pour les activités du Ministère et du SST pendant le présent mandat. Intitulé *Un programme de développement durable pour le XXIe siècle*, ce plan réitère l'engagement de RNCan envers le développement durable. Cet engagement, qui se traduira en pratique par l'exécution du mandat de développement durable de RNCan, est conforme aux buts définis par le gouvernement du Canada qui consistent à offrir des possibilités et une qualité de vie pour tous les Canadiens.

Le programme de développement durable de RNCan a pour but de rehausser la qualité de vie de tous les Canadiens, en exerçant un leadership mondialement reconnu en matière de développement durable et d'utilisation judicieuse de la masse continentale et des ressources du Canada. Pour atteindre ce but, RNCan a défini quatre objectifs stratégiques qui vont dans le sens des priorités gouvernementales, soit l'innovation, la santé de la population, la qualité de l'environnement, le dynamisme des collectivités et la fierté des citoyens au pays et à l'étranger. Les objectifs de RNCan sont les suivants :

- générer et diffuser des connaissances pour favoriser la prise de décisions équilibrées en ce qui regarde la masse continentale du Canada et ses ressources;
- faire en sorte que le secteur canadien des ressources naturelles devienne un chef de file mondial en matière d'innovation;
- faire du Canada un modèle à l'échelle mondiale en matière de gestion des ressources et de responsabilité environnementale;
- œuvrer à la viabilité et à la capacité d'adaptation des collectivités.

Le plan stratégique du SST pour 2000-2005 établit le cadre qui assure la concordance des activités du Secteur avec les priorités et les buts à long terme du gouvernement. Les buts du Secteur sont les suivants :

- fournir de l'information géospatiale et géoscientifique sur le Canada pour que des décisions judicieuses soient prises aux plans économique, environnemental et social;
- fournir de l'information géospatiale et géoscientifique dont on puisse tirer, de manière permanente, des avantages économiques et sociaux;
- fournir de l'information géospatiale et géoscientifique à des fins de réduction des impacts de l'utilisation des terres, de l'exploitation des ressources naturelles et du changement climatique;
- fournir de l'information géospatiale et géoscientifique pour contribuer à la sûreté et à la sécurité économique des Canadiens;
- faire en sorte que le Secteur des sciences de la Terre soit un milieu de travail tourné vers l'avenir, enrichissant, efficace et efficient, et qu'il réponde aux besoins de ses clients.

Le plan fait du Secteur un chef de file en ce qui regarde la capacité de fournir sur demande des connaissances intégrées et aisément accessibles en sciences de la Terre. Les connaissances intégrées seront assemblées à partir de la base nationale des connaissances géoscientifiques et de l'infrastructure géospatiale nationale.

Le plan met l'accent sur les contributions intégrées des sciences de la Terre aux enjeux stratégiques tels que le changement climatique, la compétitivité du secteur des ressources, la surveillance de l'environnement et des risques naturels, la gestion de l'information sur les catastrophes, les interventions en cas d'urgence et la mise en valeur du potentiel des collectivités. Pour atteindre ces buts et objectifs, le SST :

- mettra l'accent sur la recherche multidisciplinaire et l'intégration des données et de l'information provenant de diverses sources (notamment des données satellitaires et terrestres);
- offrira un accès aux données, à l'information et aux connaissances sur Internet, par l'entremise de GéoConnexions et de ResSources;
- offrira des outils de connaissance et d'information à l'appui de la prise de décisions stratégiques;
- tissera de nouveaux partenariats, réseaux et alliances stratégiques pour mieux réaliser ses activités en S-T et offrir ses services;
- favorisera la souplesse et la synergie au sein du Secteur et misera sur l'excellence de son personnel.

Le Secteur intensifiera ses activités dans les domaines prioritaires suivants :

- fourniture de cadres géospatiaux intégrés;
- amélioration de la gestion des connaissances géoscientifiques et de l'accès à ces connaissances;

- recherche scientifique sur le changement climatique, ses impacts et les mesures d'adaptation;
- établissement d'un programme national d'étude des eaux souterraines;
- mise en valeur du potentiel des collectivités rurales, éloignées et autochtones;
- protection des Canadiens contre les risques naturels
- appui des interventions en cas d'urgence et de catastrophe.

Le SST poursuit l'évaluation de ses programmes en fonction des changements qui sont apportés aux priorités du gouvernement et du Ministère et des nombreuses forces qui façonnent l'environnement dans lequel il évolue. Il examine également ses procédés et ses pratiques ainsi que les moyens dont il a besoin en S-T pour demeurer en mesure de réagir correctement aux nouveaux enjeux politiques et aux nouvelles priorités gouvernementales et de fournir des produits scientifiques et technologiques de classe mondiale.

L'examen continu des moyens dont dispose le Secteur en S-T est un volet important de cet exercice. Deux études récentes effectuées par le Conseil d'experts en sciences et en technologie (CEST) ont confirmé le rôle des activités fédérales en S-T et la nécessité de faire en sorte que le gouvernement fédéral dispose des moyens nécessaires en cette matière. Au printemps 1999, le CEST a publié son rapport intitulé *Avis scientifiques pour l'efficacité gouvernementale*. Le gouvernement a réagi à ce rapport en produisant un document intitulé *Cadre applicable aux avis en matière de science et de technologie*, qui fournit des orientations sur la façon de garantir que les décisions gouvernementales reposent sur des avis scientifiques solidement étayés. Le deuxième rapport du CEST, remis à l'automne 1999, intitulé *Vers l'excellence en sciences et en technologie*, porte sur le rôle du gouvernement en S-T et sur sa capacité de mener des activités fructueuses dans ce domaine. Ce rapport dégage trois principes fondamentaux à respecter pour en arriver à l'excellence en sciences et en technologie au sein de l'appareil gouvernemental : une concordance des activités avec les priorités ministérielles et gouvernementales; le maintien des rapports avec d'autres sphères d'activité au sein de l'État fédéral, avec les universités, le secteur privé et le bassin mondial de connaissances; le maintien d'une ouverture et de la transparence; un processus pour soumettre les activités à un examen fréquent et adéquat de la part de spécialistes. Le SST élabore actuellement un plan d'action pour la mise en application des recommandations du deuxième rapport du CEST.

En parallèle, conjointement avec les autres secteurs de RNCan, le SST a pu, en combinant une planification stratégique prospective et une évaluation des besoins présents, dégager d'importantes lacunes dans la capacité des secteurs d'exécuter les programmes de S-T, tant en ce qui regarde les programmes actuellement en vigueur que ceux qui sont prévus. Les lacunes se situent principalement dans trois domaines :

- le manque de personnel compétent puisqu'un nombre important de cadres supérieurs, de scientifiques, de technologues et de membres du personnel de soutien technique deviendront admissibles à la retraite au cours des 5 à 10 prochaines années;
- la détérioration de l'infrastructure matérielle;
- un équipement vieillissant et désuet.

Politique scientifique

Des perspectives intéressantes s'ouvrent pour le Secteur, et pour les sciences de la Terre en général, puisqu'on reconnaît de plus en plus leur apport dans la prise de décision des secteurs public et privé. Voici quelques-unes des questions clés relevant de la politique scientifique qui exigent de l'initiative et de l'expertise en S-T :

- l'exploitation durable des ressources, qui exige l'établissement d'une base de données géologiques pour l'exploration et l'exploitation des ressources minérales et énergétiques, particulièrement dans les régions frontalières du Nord et en mer;
- l'alimentation en eau potable (particulièrement pour les eaux souterraines);
- les impacts du changement climatique et l'adaptation;
- la santé et la sécurité publiques (l'atténuation des risques naturels p. ex., la présence de substances toxiques et de contaminants dans l'environnement; la gestion des déchets);
- la protection de l'environnement;
- l'utilisation des terres et la gestion des paysages;
- la gestion de la zone côtière et extracôtière (la *Loi sur les océans*, les zones de protection marines);
- l'innovation permettant d'augmenter la productivité et la compétitivité à l'échelle mondiale des industries canadiennes de géomatique et des sciences de la Terre;
- la mise au point de systèmes de positionnement de précision, tels que des systèmes de transport intelligents;
- la souveraineté canadienne dans les zones extracôtières et dans le Nord (le droit maritime international);
- l'évolution de la gestion des affaires publiques due à la négociation avec les Autochtones d'accords d'autonomie gouvernementale et de transfert de responsabilités dans les territoires;
- les sciences et la technologie nordiques;
- la mise en valeur du potentiel des collectivités autochtones, rurales et nordiques;
- la transformation de l'infrastructure nationale de manière à tirer profit de la technologie des satellites, des télécommunications et de l'information.

Le Secteur des sciences de la Terre joue un rôle de chef de file et offre son expertise en matière de S-T dans ces importants dossiers de la politique scientifique. La complexité croissante des problèmes à résoudre et de la science et technologie entraîne l'établissement de partenariats, de réseaux et d'alliances stratégiques de plus en plus serrés au sein des communautés scientifiques nationale et internationale. Le SST continue d'établir des relations multipartites avec les provinces et les territoires, les universités et l'industrie en ce qui a trait à l'administration de programmes (l'Accord géoscientifique intergouvernemental et l'Accord intergouvernemental de géomatique en sont des exemples) et à la diffusion de l'information (l'Atlas national et GéoConnexions en sont des exemples). Le Secteur travaille en partenariat avec les provinces, les territoires et d'autres ministères fédéraux à l'élaboration de la stratégie nationale en matière d'eaux souterraines. Grâce à l'établissement de partenariats, de réseaux et d'alliances stratégiques à caractère novateur, le SST participe aux efforts présentement en cours pour développer rapidement et de façon continue des moyens technologiques pour acquérir l'information géoscientifique, la gérer, l'analyser et la diffuser au moyen d'Internet et d'autres médias.

2. Secteur des sciences de la Terre : grandes unités et sommaire financier

Le Secteur des sciences de la Terre est le plus gros secteur de Ressources naturelles Canada. Il comprend Géomatique Canada, la Commission géologique du Canada, l'Étude du plateau continental polaire et les Services intégrés du Secteur.

Budget du Secteur des sciences de la Terre par unité

	2001-2002	2002-2003	2003-2004
Géomatique Canada	104 869	103 540	104 292
Commission géologique du Canada	73 386	72 120	66 612
Étude du plateau continental polaire	3 707	3 957	3 707
Services intégrés du Secteur	22 941	22 774	22 773
Totaux (en milliers de dollars)	**204 903**	**202 391**	**197 384**

(Les Services intégrés comprennent le Bureau du SMA; le Bureau d'expansion des affaires; le Bureau du géoscientifique principal; les Communications; la Division de la politique, de la planification et de la coordination; Info SST; le Conseiller en gestion de la qualité; les conseillers principaux; le Bureau du conseiller financier du Secteur; les Ressources humaines et la Division des services de gestion et d'administration)

Le SST est résolu à réaliser son programme et à s'acquitter de ses fonctions de réglementation en partenariat avec des clients et des intervenants d'autres ministères fédéraux, des provinces et des territoires, du secteur privé et du milieu universitaire. Pour veiller à répondre à l'ensemble des besoins de ses clients, le Ministère a formé le Conseil consultatif national du ministre pour les sciences de la Terre (CCNMST) qui est chargé de conseiller le ministre des Ressources naturelles sur les orientations des activités scientifiques et des programmes du Secteur.

Afin de concrétiser la vision exprimée par le ministre et de compenser la réduction des ressources provenant des sources habituelles de financement, le Secteur cherche activement d'autres moyens de financer ses activités. Le SST cherche à tisser des liens très étroits avec les intervenants de l'appareil gouvernemental et de l'extérieur en concluant avec eux des ententes de partage des frais pour réaliser des projets conjoints. Le Secteur vend aussi des produits et offre des services de consultation et des services techniques, tant au pays qu'à l'étranger, contre recouvrement des coûts. Les tableaux qui suivent tracent un sommaire des fonds obtenus de ces sources de financement de rechange et indiquent la destination des crédits par grand poste de dépenses.

Mécanisme de financement du Secteur des sciences de la Terre

	2001-2002	2002-2003	2003-2004
Crédits parlementaires	166 268	165 669	161 522
Crédits nets	2 830	2 830	2 830
Fonds renouvelable	17 293	17 293	17 293
Projets conjoints avec des parties de l'extérieur	5 208	4 272	3 971
Projets conjoints avec d'autres ministères fédéraux	13 304	12 327	11 768
Totaux (en milliers de dollars)	**204 903**	**202 391**	**197 384**

(Exception faite des crédits parlementaires, les montants constituent des cibles que doivent atteindre les gestionnaires du SST.)

Crédits du Secteur des sciences de la Terre par principaux postes de dépenses

	2001-2002	2002-2003	2003-2004
Salaires	75 104	75 072	74 655
Régime d'avantages sociaux des employés	14 645	14 639	14 559
Frais de fonctionnement, dépenses en capital comprises	68 518	68 124	63 676
Subventions et contributions	5 171	5 004	5 804
Totaux (en milliers de dollars)	**163 438**	**162 839**	**158 694**

Géomatique Canada

Les programmes de Géomatique Canada (GC) viennent appuyer les grands objectifs des politiques du gouvernement fédéral, notamment en ce qui regarde la construction de l'infrastructure de connaissances, la création d'emplois, le développement durable, la santé et la sécurité. Par le biais de ces programmes, Géomatique Canada exerce un large éventail d'activités d'intérêt pancanadien : entretien des frontières du Canada, réglementation et arpentage des terres du Canada, établissement du système national de levés, de positionnement spatial et de cartographie, conception de cartes à l'échelle canadienne, collecte et gestion de données numériques de plus en plus volumineuses. Géomatique Canada joue également un rôle de premier plan dans l'utilisation de l'information sur les cartes topographiques, de la technologie GPS (système de positionnement global) et des applications de la télédétection.

Géomatique Canada a recours à un Fonds renouvelable pour répondre à la demande externe pour ses produits et services. C'est un aspect important puisque le Fonds permet à RNCan de donner suite à son engagement de réduire le financement par crédits parlementaires de ses produits et services commerciaux en exigeant des frais d'utilisation suffisants pour recouvrer les coûts. Un objectif d'autosuffisance a été fixé pour le Fonds, mais contrairement aux entreprises commerciales qui s'efforcent de maximiser les profits, ses administrateurs visent un solde nul. Chaque année, Géomatique Canada établit un plan d'activités distinct pour le Fonds renouvelable.

Les paragraphes qui suivent décrivent les rôles des organismes qui exécutent les programmes de Géomatique Canada.

Division des levés géodésiques

La Division des levés géodésiques (DLG) a essentiellement pour rôle d'établir, de tenir à jour et d'améliorer le Système canadien de référence spatiale (SCRS), de faciliter l'accès à cette norme nationale en veillant à ce que le système demeure au diapason des besoins de la clientèle et des avancées technologiques. De la géomatique à la navigation, en passant par les ressources naturelles et l'environnement, cette infrastructure nationale et les normes qui s'y rattachent servent de référence, rendent possibles l'échange et la fusion de données à référence spatiale entièrement intégrées. Le SCRS assure la compatibilité des données à référence spatiale provenant de diverses sources fédérales, provinciales, municipales et privées, et c'est pourquoi il est essentiel à des initiatives comme GéoConnexions.

Puisque partout dans le monde les économies dépendent de manière croissante des technologies de l'information, les systèmes nationaux de référence doivent être compatibles à l'échelle mondiale pour le positionnement spatial et les applications connexes. Le rôle de la DLG, tant en ce qui regarde le Service international de GPS pour la géodynamique (IGS) que le Service international de RILB (IVS) et les programmes internationaux de gravimétrie, est de servir les sciences et la technologie canadiennes et de s'assurer que nos normes de référence spatiale sont compatibles avec les normes mondiales. Les technologies des systèmes de contrôle actif forment maintenant la base du programme géodésique. En cette ère de positionnement spatial, la Division a déjà adapté son fonctionnement de manière à rendre un jour possible un accès généralisé au système de référence.

Division des levés officiels et Commission de la frontière internationale

Aux termes de la *Loi sur l'arpentage des terres du Canada* et des lois connexes, l'Arpenteur général et la Division des levés officiels (DLO) sont responsables du Système d'arpentage des terres du Canada. Leur sphère de responsabilités englobe la réglementation des levés officiels, l'archivage des documents d'arpentage et de l'information connexe de manière à ce qu'ils demeurent accessibles au public, l'arpentage des terres du Canada (y compris les terres faisant l'objet de revendications autochtones) et la protection des intérêts du gouvernement du Canada à l'égard de ces terres. La Commission de la frontière internationale (CFI), qui fait partie de la Division, assure l'entretien de la frontière canado-américaine en partenariat avec son homologue américain et s'assure qu'elle est représentée correctement sur les cartes officielles.

Au cours de l'exercice 2000-2001, la DLO a reçu un transfert d'un million de dollars de l'initiative Intégrité des programmes du Secrétariat du Conseil du Trésor (SCT) pour soutenir ses activités qui souffrent de sous-financement. Il est à souhaiter que ce financement se poursuive en 2001-2002, car les besoins financiers de la Division demeurent criants.

Centre canadien de télédétection

Le Centre canadien de télédétection (CCT) est reconnu mondialement comme un centre d'excellence en ce qui a trait à l'utilisation des données d'observation de la Terre et appuie un secteur industriel en pleine croissance qui comprend notamment les leaders mondiaux sur les marchés du traitement de données des stations terriennes, de l'analyse d'images et de la cartographie radar. Il a la responsabilité de recevoir, de traiter, d'archiver et de diffuser les données de télédétection au Canada. De plus, de concert avec le secteur privé, il met au point des techniques et des applications de télédétection et, par l'entremise de son équipe chargée de l'Atlas national, collabore avec l'industrie au développement d'applications de l'information spatiale. Le CCT construit également le Réseau canadien d'observation de la Terre (CEONet), qui forme un élément de l'Infrastructure canadienne de données géospatiales (ICDG), afin d'offrir aux utilisateurs, par le biais d'Internet, un accès en temps réel aux données des satellites de télédétection et à d'autres bases de données terrestres et maritimes d'origine spatiale.

En outre, la Division GéoAccès du CCT est devenue l'organisme directeur de la mise en place de l'ICDG et c'est elle qui coordonne l'initiative GéoConnexions pour le Secteur. À ce titre, elle fournira des services de secrétariat à l'ICDG. GéoConnexions est un programme national administré en partenariat dont le mandat consiste à rendre l'information géographique du Canada accessible sur Internet. Plusieurs projets seront réalisés dans le cadre de cette initiative pour développer l'ICDG conjointement avec les gouvernements fédéral, provinciaux ou

territoriaux, le secteur privé et des organismes universitaires. Le travail réalisé en collaboration avec des partenaires dans le cadre des programmes de GéoConnexions servira à élaborer des données-cadre, à faciliter l'échange de données, à accélérer le développement de la technologie dans ce domaine et à mettre au point l'Atlas national du Canada.

Direction des services cartographiques

La Direction des services cartographiques (DSC) fournit aux Canadiens des données topographiques et toponymiques à l'appui du développement durable, de l'utilisation des ressources nationales et du territoire canadien. Entre autres, elle crée des produits topographiques comprenant des cartes sur papier, des photographies aériennes et des données topographiques numériques. La DSC fournit également le secrétariat de la Commission de toponymie du Canada (auparavant appelée le Comité permanent canadien des noms géographiques) et assure la maintenance de la Base de données toponymiques du Canada (BDTC).

La Direction produit également les renseignements aéronautiques essentiels à la sécurité et à l'efficacité de l'aviation au Canada ainsi que des services de cartographie et d'impression au gouvernement du Canada.

En 2000-2001, afin de faire concorder ses objectifs avec ceux de Géomatique Canada, du Secteur et de RNCan, le Centre d'information topographique (CIT) a élaboré une nouvelle vision : à partir de 2005, *le CIT va assurer la maintenance du volet topographique national de l'Infrastructure canadienne de données géospatiales (ICDG) et offrir à tous les Canadiens un accès à ces données*. Les volets de cette nouvelle vision incluent notamment la production de données topographiques de haute qualité pour cerner, représenter et faire connaître les changements survenus dans la topographie canadienne, la saisie des données une seule fois, plus près de la source, et leur utilisation par de nombreuses personnes, ainsi que la création de produits, de services et d'outils rendant possible une exploitation de base de l'information topographique du Canada.

Les Services aéronautiques et techniques (SAT) sont chargés de la production et de la distribution des cartes et publications aéronautiques qui contribuent à assurer la protection de ceux qui volent dans l'espace aérien du Canada. Comme la sécurité prime, la Division doit respecter rigoureusement les cycles de livraison des cartes et publications révisées. Au Canada, ces produits sont utilisés dans l'ensemble de l'industrie aéronautique ainsi qu'au ministère de la Défense nationale (MDN).

Le service Imagerie et imprimerie cartographiques (IIC) des SAT offre aux divisions de la Direction, au Secteur et à d'autres organismes gouvernementaux des services d'édition en format numérique. Il fait, auprès de ses clients, la promotion de ses services comme solution de rechange économique à l'achat de leur propre matériel d'imagerie et d'impression cartographiques. Le service IIC aide également d'autres organismes à convertir, à restaurer et à conserver sous forme numérique des documents dont ils ont la propriété intellectuelle et qui sont conservés sur pellicule.

Mécanismes de financement de Géomatique Canada

	2001-2002	2002-2003	2003-2004
Crédits parlementaires	74 951	74 500	75 352
Crédits nets	0	0	0
Fonds renouvelable	17 293	17 293	17 293
Projets conjoints avec des parties de l'extérieur	1 797	1 269	1 169
Projets conjoints avec d'autres ministères fédéraux	10 828	10 478	10 478
Totaux (en milliers de dollars)	**104 869**	**103 540**	**104 292**

Commission géologique du Canada

Les travaux menés par la Commission géologique du Canada (CGC) concordent avec les buts à long terme de RNCan et avec les principaux objectifs du SST. Ils se répartissent entre six grands programmes : géologie du substratum rocheux, géologie des matériaux superficiels, géologie marine, géologie des hydrocarbures, géologie des ressources minérales, risques géologiques et géologie de l'environnement. Une grande partie des résultats de ces programmes est rendue accessible au public par le truchement des activités de cartographie et de publication du Programme d'information géoscientifique dont la gestion est assurée par Info SST.

Les programmes portant sur la géologie du substratum rocheux et sur la géologie des matériaux superficiels fournissent le cadre national de connaissances géoscientifiques qui étaye toutes les activités des secteurs privé et public associées à la mise en valeur durable des ressources minérales, énergétiques, hydriques et autres du Canada. La prise de décisions relatives à l'utilisation du sol ainsi qu'à la santé et à la sécurité publiques dans la perspective des risques naturels s'appuie également sur ces connaissances. Le programme sur la géologie marine produit des connaissances analogues, mais cette fois pour le domaine extracôtier; il vient appuyer la position du Canada sur les questions de souveraineté extracôtière et de revendications territoriales. Les programmes portant sur la géologie des hydrocarbures et sur la géologie des ressources minérales établissent des modèles décrivant la formation des ressources économiquement exploitables. Cette recherche fournit de nouvelles orientations et de nouvelles technologies pour l'exploration qui non seulement contribuent au maintien d'industries minières et énergétiques solides au Canada, mais servent aussi à évaluer le potentiel en ressources des zones où l'on envisage de faire de l'exploitation ou d'aménager

des parcs. Le programme sur les risques géologiques et la géologie de l'environnement vise, au moyen de la recherche et de la surveillance, à réduire les risques dus aux aléas sismique et géomagnétique, aux glissements de terrain, au changement climatique et aux rejets naturels de métaux et d'autres produits dangereux dans l'environnement.

Sept divisions de la Direction des minéraux et de la géologie régionale et de la Direction de la géologie marine et sédimentaire sont chargées de la mise en œuvre des volets du programme scientifique de la CGC. Chacune des trois divisions installées à Ottawa a la responsabilité première d'un volet scientifique précis pour l'ensemble du pays (les ressources minérales, p. ex.). Les activités des quatre divisions régionales embrassent plusieurs volets des programmes scientifiques applicables à la région en cause.

Direction des minéraux et de la géologie régionale

La Direction des minéraux et de la géologie régionale regroupe la Division de la géologie du continent et la Division des ressources minérales, toutes deux situées à Ottawa, ainsi que la CGC-Pacifique, qui a des bureaux à Sidney et à Vancouver (Colombie-Britannique) de même qu'à Ottawa.

Division de la géologie du continent

La Division de la géologie du continent fournit des connaissances exhaustives sur la géologie du substratum rocheux de la masse continentale du Canada, en accordant une attention particulière au Bouclier canadien, de même que sur son architecture et son évolution tectonique. À cette fin, elle intègre les données provenant de l'élaboration de la cartographie du substratum rocheux, de levés géophysiques ainsi que d'études géochronologiques et autres études apparentées. La cartographie du substratum rocheux renseigne sur la nature et la géologie physique de la croûte terrestre; les levés géophysiques, quant à eux, renseignent sur la nature de la croûte terrestre en profondeur et sur les propriétés physiques des roches qui la constituent, tandis que les études géochronologiques et autres études apparentées servent à reconstituer l'évolution de la Terre, aussi bien dans le cadre chronologique que spatial. La Division contribue également à la formation de la base nationale de connaissances géoscientifiques en mettant au point des méthodes et des normes pour l'intégration numérique, l'analyse et la diffusion de bases de connaissances et d'ensembles de données de toutes sortes.

Division des ressources minérales

La Division des ressources minérales offre des connaissances exhaustives sur les ressources minérales du Canada, met au point et expérimente de nouveaux concepts et de nouvelles méthodes d'exploration minérale et fournit une expertise et des services en minéralogie et en chimie. Elle exécute des levés géochimiques systématiques dans le cadre du Programme du programme de reconnaissance géochimique, de même que des levés géophysiques aériens à capteurs multiples. En outre, elle offre de l'information sur la répartition naturelle des éléments importants sur le plan environnemental.

CGC-Pacifique

La CGC-Pacifique est responsable des programmes nationaux de surveillance de l'activité sismique, de l'établissement des zones de sismicité et de la surveillance des variations du champ magnétique terrestre. À ses stations d'observation sismique, elle surveille les explosions nucléaires souterraines pour s'assurer que le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires est respecté. L'augmentation de l'activité tectonique sur la marge du Pacifique, attribuable à la convergence des plaques, est un phénomène unique au Canada. La CGC-Pacifique en surveille les incidences sur les risques naturels. Le mandat de la CGC-Pacifique consiste également à évaluer les les richesses minérales du milieu extracôtier et du système de la Cordillère.

Direction de la géologie marine et sédimentaire

La Direction de la géologie marine et sédimentaire réunit la Division de la science des terrains (Ottawa), la CGC-Atlantique (Dartmouth), la CGC-Québec (Sainte-Foy) et la CGC-Calgary.

Division de la science des terrains

La Division de la science des terrains offre des connaissances exhaustives sur la géologie des matériaux superficiels et la géomorphologie de la masse continentale du Canada. Ses travaux actuels englobent des études appliquées sur la géologie des formations superficielles, des études hydrogéologiques sur les principaux aquifères du Canada, des recherches sur le pergélisol et les hydrates de gaz, l'élaboration de méthodes d'exploration minérale et des études en géochimie environnementale. Elle offre également de l'information géoscientifique sur des processus et des risques d'origine naturelle et anthropique qui pourraient menacer la santé et la sécurité du public ainsi que le développement durable.

En outre, en observant les conditions environnementales actuelles et en reconstituant les changements environnementaux qui se sont produits par le passé, la Division recueille des données de référence qui permettent de modéliser, d'expliquer et d'évaluer les changements potentiels à l'échelle planétaire, y compris les modifications climatiques. Elle abrite le Bureau de liaison sur les impacts et l'adaptation du Fonds d'action pour le changement climatique.

CGC Atlantique

La CGC-Atlantique exécute des levés géoscientifiques en milieux côtier et extracôtier et fournit de l'information géologique, géophysique, géochimique et géotechnique spécialisée sur la zone côtière, les fonds marins, les bassins sédimentaires extracôtiers et les processus géologiques dont ils sont le théâtre. Elle participe également aux évaluations des ressources, des risques naturels et de la qualité de l'environnement dans les régions de la côte est et de l'Arctique ainsi que dans les bassins océaniques adjacents. Les connaissances ainsi acquises ont récemment été mises à contribution pour déterminer les frontières extracôtières du Canada sous le régime de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer.

CGC Québec

La CGC-Québec étudie de manière approfondie la géologie de la marge laurentienne (provinces géologiques de Grenville et des Appalaches) et la géologie quaternaire de l'Est du Canada. Ses activités de recherche intégrées et multidisciplinaires contribuent à la réalisation des programmes portant sur la géologie des ressources minérales, les risques géologiques et la géologie de l'environnement. Elle est également chargée du projet d'hydrogéologie de la CGC.

En 1988, à la suite d'une entente entre l'Institut national de la recherche scientifique (INRS) (qui est rattaché à l'Université du Québec) et la CGC, INRS-Géoressources et la CGC-Québec ont mis sur pied un centre de recherche conjoint. Ce partenariat réunit des scientifiques de la CGC et des chercheurs universitaires et permet une collaboration fructueuse avec le gouvernement provincial et des sociétés privées.

CGC Calgary

La CGC-Calgary offre des connaissances exhaustives, une technologie et de l'expertise en évaluation des ressources nationales en pétrole, en gaz et en charbon, ainsi qu'en matière de géologie et de potentiel en ressources des bassins sédimentaires de l'ouest et du nord canadien, de l'archipel Arctique et des régions extracôtières adjacentes. Elle sert également de centre national de recherche dans les domaines de la paléontologie, du charbon et de la géochimie organique.

Mécanismes de financement de la Commission géologique du Canada

	2001-2002	2002-2003	2003-2004
Crédits parlementaires	65 047	65 066	60 068
Crédits nets	2 552	2 552	2 552
Fonds renouvelable	0	0	0
Projets conjoints avec des parties de l'extérieur	3 411	3 003	2 802
Projets conjoints avec d'autres ministères fédéraux	2 376	1 499	1 190
Totaux (en milliers de dollars)	**73 386**	**72 120**	**66 612**

Étude du plateau continental polaire

L'Étude du plateau continental polaire (ÉPCP) voit à coordonner des services de soutien logistique et à fournir de l'aide afin de faire progresser les connaissances scientifiques relatives à la région de l'Arctique et de permettre au Canada d'exercer sa souveraineté dans cette région et dans les eaux adjacentes. L'ÉPCP fournit des services complets de coordination, de transport, de communication et de soutien logistique qui assurent à ses clients une sécurité et une productivité scientifique maximales.

Les activités de recherche auxquelles l'ÉPCP apporte son concours ont permis au Canada de se constituer une base de connaissances qui couvre plus du tiers de sa masse continentale et qui contribue au développement durable dans le Nord. L'appui de l'ÉPCP a permis de découvrir des gîtes minéraux et des gisements d'hydrocarbures, en plus de contribuer à faire mieux comprendre les effets du développement sur les êtres humains et sur l'environnement ainsi que les effets de l'environnement nordique sur le développement des infrastructures.

À l'heure où les organismes gouvernementaux s'emploient à mettre en œuvre une stratégie de S-T nordique afin de coordonner plus efficacement les programmes et activités prioritaires de recherche, l'exemple de l'ÉPCP illustre particulièrement bien de quelle façon la gestion horizontale d'un portefeuille de programmes de plusieurs ministères et organismes clients peut entraîner des économies et des gains d'efficacité. Les responsables de l'ÉPCP travaillent en partenariat pour offrir ce soutien à des universités canadiennes et à d'autres organismes publics, dont la Garde côtière canadienne, qui relève du ministère des Pêches et des Océans (MPO), le ministère de la Défense nationale (MDN) ainsi que d'autres organismes nordiques afin de maximiser l'utilisation des ressources de ces organismes au profit de la communauté scientifique du Nord. Ils favorisent la création de partenariats avec la clientèle scientifique par des activités conjointes structurées ou non, et cherchent à étendre les services en utilisant des formules de partage et de recouvrement des coûts avec les partenaires et les clients.

L'ÉPCP appuie non seulement la recherche gouvernementale et universitaire dans l'Arctique, mais aussi des études communautaires sur les connaissances traditionnelles et des programmes exécutés par des conseils de cogestion des ressources établis aux termes des ententes portant

règlement des revendications territoriales. Elle fournit également des services à des groupes de recherche non canadiens, selon une formule de recouvrement des coûts, et fait la promotion d'échanges entre les scientifiques qui travaillent dans l'Arctique et ceux qui travaillent dans l'Antarctique grâce au Programme canadien d'échange Arctique-Antarctique, en partenariat avec le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (MAECI).

Mécanisme de financement de l'Étude du plateau continental polaire

	2001-2002	2002-2003	2003-2004
Crédits parlementaires	3 607	3 607	3 607
Crédits nets	0	0	0
Fonds renouvelable	0	0	0
Projets conjoints avec des parties de l'extérieur*	0	0	0
Projets conjoints avec d'autres ministères fédéraux *	100	350	100
Totaux (en milliers de dollars)	**3 707**	**3 957**	**3 707**

*Dépenses réelles ou estimées recouvrables auprès des partenaires et des clients

Services intégrés du Secteur des sciences de la Terre

Division de la politique, de la planification et de la coordination

La Division de la politique, de la planification et de la coordination (DPPC) dirige et oriente les fonctions d'élaboration des politiques, de planification et de coordination du Secteur.

La DPCC fournit au SST des services de soutien intégrés dans les domaines suivants : orientation stratégique, élaboration des politiques, analyse et coordination et relations intergouvernementales. Elle est également chargée de recommander au SST des orientations et des options stratégiques; c'est elle qui coordonne la contribution du Secteur aux documents de planification et de rapports destinés au Ministère, au Secrétariat du Conseil du Trésor et au Parlement. Elle gère les mécanismes de liaison du Secteur avec les intervenants, dont le Conseil canadien de géomatique (COCG), le Conseil consultatif national du ministre pour les sciences de la Terre (CCNMST) et le Conseil de gestion de GéoConnexions. Elle tient le Secrétariat aux affaires du Cabinet et du Parlement et fournit des services de secrétariat et de représentation ministérielle pour divers projets du SST et du Ministère. Elle coordonne également l'initiative du Secteur qui consiste à documenter et à faire connaître les retombées et la valeur de ses programmes. Enfin, elle met en place le Système de projets sectoriels et élabore une démarche systématique de gestion à laquelle adhérera tout le Secteur.

Division de l'information du Secteur des sciences de la Terre (Info SST)

La Division de l'information du Secteur des sciences de la Terre dirige et oriente les fonctions d'information du Secteur. Son Centre d'information sur les sciences de la Terre (CIST) fournit des services de bibliothèque et conserve une collection complète d'ouvrages sur les sciences de la Terre qu'il met à la disposition des Canadiens. Info SST publie et distribue les résultats des recherches scientifiques de la CGC. Elle offre également un service complet de production de cartes numériques faisant appel à une technologie de pointe, qu'il s'agisse de logiciels de cartographie, de systèmes d'information géographique, d'imagerie numérique ou de techniques de photographie. Elle conçoit et gère en outre l'infrastructure de technologie de l'information et les services à la clientèle dans le domaine de la géoinformatique et offre des conseils en matière de politiques et de planification informatiques et d'utilisation de la technologie. Elle gère également le Programme des collectivités durables qui a pour but d'aider les collectivités à utiliser les données géospatiales et la technologie de l'information à des fins de planification.

Jusqu'à présent, Internet a constitué un excellent outil de communication pour la diffusion de l'information scientifique et technique. Le bureau de Gouvernement en direct du SST offre de l'aide et des conseils aux employés et aux gestionnaires du Secteur pour l'application de cette initiative. Le but visé est de mettre en ligne, grâce à des partenariats avec des organismes de divers niveaux des secteurs public et privé, de l'information scientifique et technique et, ainsi, étendre les connaissances en sciences de la Terre, à l'avantage de tous les Canadiens.

Division des services de gestion et d'administration

La Division des services de gestion et d'administration (DSGA) assure la prestation des services d'administration pour le Secteur, notamment en ce qui a trait aux installations, aux télécommunications, à la sécurité, à la gestion du matériel, à l'expédition et au courrier, aux dossiers, à la santé et la sécurité au travail ainsi qu'aux demandes d'Accès à l'information et protection des renseignements personnels (AIPRP). Elle fournit un soutien logistique à des équipes sur le terrain par l'entremise des Services de soutien technique sur le terrain ainsi que des services d'administration financière à Géomatique Canada, à la Commission géologique du Canada et aux groupes des Services intégrés du SST. Ces services financiers incluent les achats, le traitement des comptes fournisseurs et des comptes-clients, qu'il s'agisse des activités relevant du budget des services votés ou du Fonds renouvelable, et l'administration des comptes de frais de déplacement et de frais des travaux sur le terrain. La DSGA offre également des services en ressources humaines, notamment en ce qui regarde la planification et les programmes de formation, de perfectionnement et de renouvellement de l'effectif. Elle s'occupe de la gestion du rendement, du perfectionnement du personnel et

des gestionnaires, de la mise en œuvre de la Stratégie de recrutement, de rétention et de renouvellement des ressources humaines du SST, du programme des primes et de la reconnaissance et du Programme de perfectionnement professionnel en géomatique (PPPG).

Ressources humaines

Le Secteur des services intégrés de RNCan a confié à l'unité chargée des opérations en ressources humaines la tâche d'offrir des services et des conseils en ce qui a trait à la classification, à la dotation, aux relations de travail, aux langues officielles et au réaménagement des effectifs. L'unité veille à ce que le SST adopte une démarche cohérente en matière de dotation et de classification et offre un appui en ce qui concerne les relations de travail.

La planification, le perfectionnement et le renouvellement des ressources humaines du SST relèvent de la Division des services de gestion et de l'administration (DSGA), qui offre des services dans ces domaines et des programmes de formation professionnelle. La priorité absolue de la DSGA est d'aider les gestionnaires du Secteur à diriger leurs employés, à les motiver, à les former et à leur donner une plus grande marge de manœuvre afin qu'ils puissent réaliser tout leur potentiel dans la prestation des services.

Conseiller en ressources humaines

À titre de membre de l'équipe de gestion du SST, le conseiller en ressources humaines travaille en collaboration avec les cadres supérieurs à la conception et à la mise en œuvre d'initiatives stratégiques d'embauche.

Bureau d'expansion des affaires

Le Bureau d'expansion des affaires a été créé pour insuffler un dynamisme aux activités commerciales du Secteur et de la communauté canadienne des sciences de la Terre. Il établit un cadre commun à des fins d'uniformisation des pratiques commerciales et de gestion efficiente et efficace des programmes du SST, et fait connaître les compétences géoscientifiques du Canada au pays et à l'étranger.

Le Bureau est composé de deux équipes. L'équipe des relations d'affaires s'occupe de l'expansion des marchés internationaux, coordonne et surveille les activités portant sur le commerce et les investissements. Elle coordonne également les missions de promotion du commerce et de l'investissement qui viennent au pays ou vont à l'étranger, les activités du comité des expositions du SST et pilote la mise en œuvre de la Stratégie d'affaires pour le commerce international du SST.

L'équipe de gestion des affaires dirige et conseille le Secteur quant à ses processus d'affaires et à ses activités commerciales. Plus précisément, elle s'occupe de planification, d'élaboration de politiques, de gestion du Fonds renouvelable de Géomatique Canada, de mesure du rendement, de projets d'amélioration de la qualité des services, d'élaboration et d'administration d'ententes et de contrats, des communications et de l'évaluation du respect des processus d'affaires par le SST. Parmi les documents qu'elle produit, mentionnons le Plan d'affaires du SST, qui est axé sur ce que le Secteur veut faire et non sur ce qu'il a fait, la liste des prix approuvés pour les produits et services du SST et le Bulletin des occasions d'affaires; elle gère le Fonds renouvelable, établit les normes de service externe du SST de même que les lignes directrices pour la mesure de la satisfaction des clients et gère la propriété intellectuelle.

Bureau du géoscientifique principal

Le géoscientifique principal guide et conseille le SST en matière de qualité et d'intégrité de la recherche scientifique menée par le Secteur; il est le principal lien du Secteur entre les organisations scientifiques de l'extérieur et les responsables des programmes scientifiques. Le Bureau se tient à l'affût des tendances et de l'évolution des sciences de la Terre à l'échelle nationale et internationale, repère les enjeux, les occasions, les synergies et les collaborations possibles; il représente les scientifiques du SST auprès de la Direction.

Le géoscientifique principal est appelé à jouer les rôles suivants :

- définir les futures activités scientifiques et autres du Secteur;
- favoriser les synergies entre les diverses composantes du SST et entre le SST et d'autres organisations;
- veiller au maintien de l'excellence en S-T au sein du SST;
- représenter le SST à l'intérieur et à l'extérieur de RNCan et du gouvernement en ce qui touche les questions de S-T;
- agir à titre de conseiller principal en matière de S-T auprès du SMA.

Au cours de l'exercice 2001-2002, le géoscientifique principal s'attaquera à la tâche d'élaborer un plan et une vision à long terme (de 10 à 20 ans) devant orienter les activités du SST jusqu'en 2021. Pour amorcer ce travail, il tiendra d'abord une série de séances de consultation au sein du Secteur, puis ces consultations s'étendront à des intervenants de l'extérieur. Ce processus aura pour but de dégager les écarts entre la situation actuelle du Secteur et celle dans laquelle il devrait être dans dix ou vingt ans. Le géoscientifique principal devra également établir un plan d'action visant à combler les écarts ainsi dégagés et à mener le SST jusqu'en 2021.

Conseiller en gestion de la qualité

Le Conseiller en gestion de la qualité dirige et conseille le SST en ce qui regarde la gestion de la qualité et l'amélioration des pratiques de gestion. Travaillant en étroite collaboration avec le Bureau de l'excellence de RNCan, le Conseiller en gestion de la qualité se tient au courant des tendances et des nouvelles approches relatives aux pratiques de gestion de la qualité qui ont cours dans le secteur privé et au sein de l'appareil gouvernemental, au Canada et de par le monde. La direction du SST profite de ces connaissances pour définir, planifier et réaliser des projets d'amélioration des pratiques de gestion. Conjointement avec le sous-ministre adjoint associé, le Conseiller établit le plan et le calendrier garantissant que le SST demeure un organisme très performant.

S'appuyant sur le cadre de gestion du SST et le *Guide de la saine gestion* de RNCan, le Conseiller guide les gestionnaires du Secteur dans l'analyse de leurs activités de gestion à partir d'un ensemble de critères préétablis, élabore des plans d'amélioration et produit des rapports sur la gestion en fonction du cadre établi. Il informe le Secteur, le Ministère et le gouvernement des progrès réalisés, en publiant dans Internet un rapport semestriel sur les projets relatifs à la qualité.

En collaboration avec les équipes de gestion du SST, le Conseiller conçoit et met en pratique une approche qualité de la gestion. À cette fin, il sonde les employés du SST, prend part à diverses initiatives visant à mesurer la satisfaction des clients et aide à la mise en œuvre des projets liés à la norme ISO 9000.

Communications du SST

Le bureau des Communications est chargé de fournir des conseils stratégiques et des services au SST pour appuyer ses activités de relations publiques et ses communications internes. Il est formé de l'agent des communications de la CGC, de l'agent des communications de Géomatique Canada, de l'agent chargé des activités ministérielles et spéciales et du directeur principal des communications. Par l'entremise du Comité des communications stratégiques du Secteur (STRATCOM), des comités du millénaire et des communications sur les sciences et la technologie et de nombreux autres comités spéciaux, il demeure en liaison étroite avec la Direction des communications du Ministère.

Le bureau des Communications veille à ce que le Secteur dispose de stratégies et de lignes directrices pour faire connaître à l'interne les priorités et les initiatives du gouvernement. Il cerne également les principaux auditoires de l'extérieur du Secteur et les occasions qui lui sont offertes de faire connaître l'éventail de ses programmes et leur valeur.

Bureau du conseiller financier du Secteur

Le Secteur des services intégrés de RNCan assigne au Bureau du conseiller financier du SST (BCFS) la tâche d'appuyer le Secteur dans sa planification financière, dans la modernisation de la fonction de contrôleur et dans sa gestion financière, ainsi que celle de lui fournir des conseils et une expertise pour des analyses de rentabilisation concordant avec sa vision stratégique et son cadre de gestion. Le BCFS veille à ce que les méthodes ministérielles soient appliquées aux rapports financiers et à la gestion financière, et apporte son soutien à l'équipe de gestion du Fonds renouvelable de Géomatique Canada. Il doit aussi proposer une approche globale pour l'établissement des coûts au sein du SST.

À titre de membre de l'équipe de gestion du SST, le conseiller financier a la responsabilité d'appliquer le cadre de gestion du Secteur au BCFS, plus particulièrement en ce qui concerne la satisfaction de la clientèle, l'amélioration des processus et les ressources humaines.

Mécanismes de financement des Services intégrés du Secteur des sciences de la Terre

	2001-2002	2002-2003	2003-2004
Crédits parlementaires	22 663	22 496	22 495
Crédits nets	278	278	278
Fonds renouvelable	0	0	0
Projets conjoints avec des parties de l'extérieur	0	0	0
Projets conjoints avec d'autres ministères fédéraux	0	0	0
Total (en milliers de dollars)	**22 941**	**22 774**	**22 773**

(Les Services intégrés du SST comprennent le Bureau du SMA, le Bureau d'expansion des affaires, le Bureau du géoscientifique principal, les Communications du SST, la Division de la politique, de la planification et de la coordination, Info SST, le Conseiller en gestion de la qualité, les conseillers principaux, le Bureau du conseiller financier du Secteur, les Ressources humaines et la Division des services de gestion et d'administration.)

3. Secteur des sciences de la Terre : buts, objectifs et mesure du rendement

Le Plan d'affaires du SST décrit ce que le Secteur entend accomplir au cours des trois années que couvre le plan et la façon dont il va évaluer son rendement. Cette année, le Secteur a établi son plan à partir des buts et des objectifs du Ministère ainsi que de ses propres objectifs, tels qu'il ont été énoncés dans son plan stratégique pour 2000-2005.

Liens entre les buts du Secteur des sciences de la Terre et les buts de Ressources naturelles Canada

Le tableau qui suit montre les liens entre les buts de RNCan et ceux du Secteur.

Buts stratégiques de RNCan	Buts du SST
1. Permettre aux Canadiens de prendre des décisions équilibrées en ce qui regarde l'utilisation des ressources naturelles.	1. Fournir des connaissances géospatiales et géoscientifiques permettant aux Canadiens de prendre des décisions judicieuses aux plans économique, environnemental et social.
2. Maintenir les retombées économiques et sociales des ressources naturelles pour les générations actuelles et futures.	2. Fournir des connaissances géospatiales et géoscientifiques contribuant à créer et maintenir les retombées socio-économiques.
3. Réduire au minimum les répercussions de l'exploitation et de l'utilisation des ressources naturelles sur l'environnement.	3. Fournir des connaissances géospatiales et géoscientifiques permettant de réduire les impacts de l'utilisation des terres, de l'exploitation des ressources naturelles et du changement climatique.
4. Contribuer à la sûreté et à la sécurité des Canadiens.	4. Fournir des connaissances géospatiales et géoscientifiques contribuant à la sûreté et à la sécurité économique des Canadiens.
5. Gérer le Ministère avec efficience et efficacité.	5. Faire en sorte que le Secteur des sciences de la Terre soit un milieu de travail progressiste, stimulant, efficace, efficient et qu'il réponde aux besoins de ses clients et des intervenants.

But 1 de RNCan : Permettre aux Canadiens de prendre des décisions équilibrées en ce qui regarde l'utilisation des ressources naturelles.

But 1 du SST : Fournir des connaissances géospatiales et géoscientifiques permettant aux Canadiens de prendre des décisions judicieuses aux plans économique, environnemental et social.

Secteur des sciences de la Terre
Crédits par objectif (en milliers de dollars)

But 1 du SST	2001-2002	2002-2003	2003-2004
1.1 : Connaissances sur le positionnement	9 152	9 153	9 153
1.2 : Connaissances géographiques	28 330	24 209	25 009
1.3 : Connaissances géoscientifiques	22 608	21 323	21 323
1.4 : Systèmes de levés cadastraux	5 740	5 736	5 736
1.5 : Évaluation des ressources	495	1 070	1 070
1.6 : Accessibilité et gestion des connaissances	24 897	30 026	32 026
Total	**91 222**	**91 517**	**94 317**

1.1 : Connaissances sur le positionnement : Maintenir et améliorer l'infrastructure géodésique et la base de connaissances pour la norme nationale de référence spatiale du Canada.

- Norme canadienne de référence spatiale
- Normes mondiales

Résultats attendus 1re année	Résultats attendus 2e et 3e années	Indicateurs de rendement
Améliorer, maintenir et déployer le Système canadien de référence spatiale (SCRS) et en faire un réseau étalon compatible avec le réseau international au moyen de la technologie du contrôle actif, de la gravimétrie et de concepts géodésiques de pointe. Maintenir et améliorer la précision et la prestation des services du Système canadien de contrôle actif (CACS). Maintenir des liens avec les programmes nationaux de R-D, les services internationaux et les établissements publics étrangers dans les domaines de la géomatique et de la dynamique globale.	Toutes les activités de l'an 1 se poursuivent, l'accent étant mis sur certains aspects, tel qu'indiqué. Effectuer des travaux de R-D en vue de mettre au point des techniques et des applications liées au positionnement satellitaire, à la modélisation du géoïde et à la radiointerférométrie à très longue base (RILB). Mettre en place, à la grandeur du Canada, des réseaux intégrés destinés à des applications précises.	Maintien d'un cadre national de référence spatiale exact et uniforme. Liens en place avec le Service international de RILB (IVS), le Service international de GPS pour la géodynamique (IGS), l'International Earth Rotation Service (IERS), le Service international du géoïde (IgeS), le Bureau gravimétrique international (BGI) et le Projet de géodynamique globale (PGG). Niveau de participation dans les services géodésiques mondiaux. Étendue de la collaboration avec les États-Unis en vue de la mise au point coordonnée d'un cadre de référence spatiale.

1.1 : Connaissances sur le positionnement (suite)

Résultats attendus 1re année	Résultats attendus 2e et 3e années	Indicateurs de rendement
Participer à des services et des réseaux internationaux de géodésie spatiale et de gravimétrie en vue de maintenir et d'améliorer les normes internationales relatives aux systèmes de référence terrestre et à la géodynamique globale. Participer, en collaboration, à la mise au point d'un cadre de référence spatiale nord américain uniformisé. Améliorer le modèle du géoïde afin de faciliter l'utilisation du GPS pour la détermination des altitudes, en particulier dans les régions éloignées du Canada.	Poursuite des activités.	Précision accrue du modèle du géoïde.
Participer à des services et réseaux internationaux de géodésie spatiale et de gravimétrie en vue de maintenir et d'améliorer les normes internationales relatives aux systèmes de référence terrestre et à la géodynamique globale.	Conserver un rôle de premier plan en ce qui regarde les interfaces globales pour des opérations en temps réel.	Acceptation des données GPS, RILB et gravimétriques provenant de stations canadiennes par les programmes internationaux.

1.2 : Connaissances géographiques : Fournir des renseignements et services géographiques fiables et à jour.

- Accès à l'information géospatiale
- Diffusion de l'information grâce à GéoConnexions
- Base nationale de données topographiques
- Données intégrées grâce à des partenariats
- Données satellitaires à haute résolution
- Produits d'information géospatiale intégrée
- Système de correction des données du GPS

Résultats attendus 1re année	Résultats attendus 2e et 3e années	Indicateurs de rendement
Diffuser les 200 premières images Landsat sans nuage sur GéoGratis. Publier une version révisée de la base de données sur les zones de conservation canadiennes.	Diffuser 550 images Landsat 7 sans nuage sur GéoGratis.	Accessibilité de toutes les scènes avant la fin de l'exercice 2002-2003.
Concevoir une matrice qui indique lequel parmi les détecteurs satellisés fournit la meilleure information pour diverses applications.	Achèvement du projet.	Nombre d'organismes téléchargeant la matrice des applications de l'information.
Produire un CD-ROM de matière didactique sur l'analyse radar de niveau supérieur.	Achèvement du projet.	Nombre d'universités utilisant des analyses aléatoires de niveau supérieur dans leur programme d'études.
Poursuivre la réception, l'archivage, la représentation et la diffusion de données de satellites multimission et fournir toutes les données de navigation et toutes les métadonnées au CEOcat et au CEONet. Affichage en direct des données pour les cadres supérieurs.	Poursuivre la réception, l'archivage, la représentation et la diffusion de données de satellites multimission et fournir toutes les données de navigation et toutes les métadonnées au CEOcat et au CEONet.	Accessibilité à 99,5 p. 100 des données de satellite multimission reçues.

1.2 : Connaissances géographiques (suite)

Résultats attendus 1re année	Résultats attendus 2e et 3e années	Indicateurs de rendement
Achever la mise en place du nouveau segment terrien pour la réception et le traitement des données des satellites européens et fournir des produits en temps quasi réel au Service canadien des glaces et à d'autres clients du gouvernement fédéral au moyen d'une diffusion électronique en ligne.	Fournir les données des satellites européens à des entités commerciales de distribution et mettre en place les capacités de réception au sol pour le RADARSAT-2 canadien.	Accessibilité pour tous les Canadiens aux produits en temps quasi réel.
Mener en collaboration avec des partenaires des activités de R-D sur les bases de données topographiques numériques, la visualisation cartographique sur Internet, l'imagerie et la photogrammétrie.	Mener en collaboration avec des partenaires des activités de R-D sur les bases de données topographiques numériques, la visualisation cartographique sur Internet, l'imagerie et la photogrammétrie.	Innovation dans la mise au point de nouveaux procédés, produits et services. Nombre de partenaires commerciaux nouveaux et éventuels.
Dans le cadre d'un processus d'une durée de trois ans, concevoir la première génération de nouvelles représentations cartographiques à partir de la Base de données géospatiales (BDG).	Concevoir la deuxième génération de représentations cartographiques à partir de la BDG.	Un nouveau produit numérique pour Internet et qui soit imprimable.
Concevoir un procédé automatisé de cartographie pour créer la première génération de produits de représentation cartographique à partir de la BDG.	Concevoir un procédé automatisé de cartographie pour créer la deuxième génération de produits de représentation cartographique à partir de la BDG.	Accessibilité pour les Canadiens à la première génération de produits de représentation cartographique à partir de la BDG en 2002.
Concevoir, développer et mettre en œuvre le nouveau modèle de diffusion.	Améliorer continuellement le nouveau modèle de diffusion afin de faciliter l'accès aux données pour les Canadiens.	Mise au point finale du modèle de diffusion pour 2002 et accessibilité des produits cartographiques pour tous les Canadiens.
Numériser les cartes du Nord à l'échelle de 1/50 000 de la Série nationale de référence cartographique (SNRC) qui ne sont pas accessibles sous forme numérique actuellement, soit environ 5000 feuilles.	Achèvement du projet.	Nombre de cartes numérisées. Recettes des ventes directes de produits à valeur ajoutée et des redevances sur ces produits. Économies réalisées avec le projet Topolan, la planification et la distribution. Nombre de titres tirés des données topographiques préalablement recueillies qui ont été validées au profit de tous les Canadiens.
Phase de transition : production et maintien de la série du SNRC (révision de 50 titres de cartes, réimpression de 500 titres; distribution de 475 000 cartes).	Arrêt progressif de la production de la série du SNRC.	Maintien du soutien de la distribution de la série du SNRC. Nombre de titres de cartes révisés et de titres réimprimés. Nombre de cartes distribuées.

1.2 : Connaissances géographiques (suite)

Résultats attendus 1re année	Résultats attendus 2e et 3e années	Indicateurs de rendement
Vérifier s'il est possible de numériser et de diffuser sur Internet les produits de la Photothèque nationale de l'air (PNA).	Numériser la collection de la PNA à partir des résultats des études menées au cours de la première année.	Accessibilité de la collection complète de photos pour tous les Canadiens.
Élaborer le modèle logique qui fournirait une norme nationale pour les bases de données toponymiques adaptées aux systèmes d'information géographique (SIG) qui peuvent fournir de l'information spatiale numérique compatible avec l'infrastructure canadienne de données géospatiales (ICDG).	Se servir des résultats pour constituer une base de données accessible à distance par rapport à la BDG.	Un modèle logique utilisable au cours de la deuxième phase de développement a été établi. Il existe une coalition de partenaires en mesure de soutenir le projet. La production automatisée de cartes est facilitée. Le système donne des toponymes à jour pour les cartes numérisées et les produits connexes.
Améliorer continuellement les systèmes grâce à des mesures correctives et conserver l'accréditation ISO 9001.	Améliorer continuellement les systèmes grâce à des mesures correctives et conserver l'accréditation ISO 9001.	Un niveau accru de satisfaction des clients par rapport aux produits et services. Un niveau de satisfaction des clients supérieur à 95 p. 100 en ce qui a trait aux produits et services topographiques numériques.
Finir la production de cartes vectorielles de niveau 1 (VMap1) (250 ensembles de données dans la BNDT et 13 bibliothèques de données VMap1).	Achèvement du projet.	Une couverture complète du Canada avec les données militaires VMap1 pour le ministère de la Défense nationale. - Nombre de bibliothèques de données - Coût unitaire
Concevoir des outils pour extraire des produits numériques (TopoGraf) de la base de données géospatiales.	Poursuivre la mise au point de procédés d'extraction de produits numériques (TopoGraf) de la base de données géospatiales.	Les utilisateurs ont directement accès à une norme numérique et à des produits personnalisés.
Mettre ces outils en œuvre de façon à obtenir un accès visuel aux produits TopoGraf.	Terminer la mise en œuvre des outils offrant un accès visuel aux produits TopoGraf.	Les utilisateurs ont un accès visuel direct aux produits TopoGraf.
Travailler en collaboration avec des organismes nationaux et provinciaux dans le but de relier des bases de données particulières dans un environnement à accès réparti (Ontario, Colombie-Britannique, Office des transports du Canada, ...)	Travailler en collaboration avec des organismes nationaux et provinciaux dans le but de relier des bases de données particulières dans un environnement à accès réparti.	Réduction des frais de maintenance et couverture plus complète et plus à jour de la masse continentale du Canada.
Fournir des services spécialisés d'imagerie et d'impression cartographiques aux organismes de cartographie du gouvernement du Canada : - 645 titres de cartes topographiques - 111 titres de cartes aéronautiques - 40 titres de cartes hydrographiques - 25 titres de cartes géologiques - 35 autres titres	Poursuivre la prestation de ces services.	Degré de satisfaction des clients. Recouvrement des coûts. Atteinte des objectifs de production établis pour les services d'imagerie et d'impression.
Étudier et mettre au point des procédés d'impression électronique répartie.	Poursuivre le développement et la mise en œuvre de ces procédés.	De nouveaux produits cartographiques sont imprimés électroniquement et tracés à l'extérieur.

1.2 : Connaissances géographiques (suite)

Résultats attendus 1re année	Résultats attendus 2e et 3e années	Indicateurs de rendement
Publier une nouvelle carte murale à l'échelle de 1/4 000 000 montrant l'ensemble du Canada. Octroyer une sous-licence à au moins un distributeur commercial ou un revendeur de produits modifiés pour les données de Landsat 4, 5 et 7.	Compléter la révision d'environ 6 feuilles d'une carte du Canada à l'échelle de 1/2 000 000. Octroyer une sous-licence à au moins un distributeur commercial ou un revendeur de produits modifiés pour les données de Landsat 4, 5 et 7.	Une augmentation de 25 p. 100 sur une période de trois ans des recettes pour les services d'accès aux données offerts par le CCT.
Travailler en collaboration avec des partenaires fédéraux et provinciaux à la création de couches de données pour GéoConnexions et la Base de données géospatiales (BDG). Mettre à jour et à niveau 250 000 km du réseau routier national. Fournir 250 ortho-images de Landsat 7 en vue d'une couverture nationale. Mettre à jour et améliorer la précision de 200 ensembles de données vectorielles numériques à l'aide des ortho-images de Landsat 7. Créer 1000 ensembles de données pour l'établissement d'un modèle altimétrique numérique (MAN) à partir de la BNDT à l'échelle de 1/50 000.	Travailler en collaboration avec des partenaires provinciaux, fédéraux et industriels à la création de couches de données pour GéoConnexions et la Base de données géospatiales (BDG). Mettre à jour et à niveau 200 000 km du réseau routier national. Fournir 250 ortho-images de Landsat 7 en vue d'une couverture nationale. Mettre à jour et améliorer la précision de 750 ensembles de données vectorielles numériques à l'aide des ortho-images de Landsat 7. Créer 1000 ensembles de données pour l'établissement d'un modèle altimétrique numérique (MAN) à partir de la BNDT à l'échelle de 1/50 000.	Couches de données topographiques mises à niveau rendues disponibles par le biais de l'ICDG. - Nombre de partenaires nouveaux et éventuels. - Nombre d'ensembles de données, d'ortho-images et de kilomètres du réseau routier mis à jour.
Travailler en collaboration avec Environnement Canada à la fusion des bassins hydrographiques et des bassins versants pour la production de l'atlas numérique. Travailler en collaboration avec Agriculture et Agroalimentaire Canada pour achever l'intégration du cadre de stratification écologique à l'atlas numérique. Acheter de l'information sur le réseau routier à faible densité et l'intégrer à l'atlas numérique. Insérer des données sur les pipelines et/ou les réseaux de transport d'électricité.	Trois nouvelles couches de données-cadre ont été intégrées à l'atlas numérique.	Des atlas améliorés au service des décideurs.
Fournir gratuitement des données à haute résolution spatiale pour des projets de recherche et la mise au point d'applications.	Concevoir des produits d'information pour la cartographie forestière à l'aide de données satellitaires à haute résolution spatiale.	Nombre d'organismes publics et privés ayant recours aux données d'observation de la Terre à haute résolution spatiale.
Produire 15 couches thématiques pour l'atlas (p. ex. revenu, questions autochtones, population, cartes historiques de l'exploration, etc.) Dans le cadre des contrats passés pour GéoConnexions, accepter les contenus proposés (p. ex., patrimoine canadien, santé et ressources en eau douce). Créer un portail pour d'autres atlas canadiens. Avec des partenaires de l'extérieur, réaliser deux projets de démonstration de mesures à partir de satellite et de mesures au sol *in situ*. Mettre au point la méthode requise pour cartographier la biodiversité à l'aide de données d'observation de la Terre.	Achèvement du projet.	Nombre de sociétés et d'organismes ayant recours aux données recueillies *in situ* et par télédétection dans la gestion des ressources.

1.2 : Connaissances géographiques (suite)

Résultats attendus 1re année	Résultats attendus 2e et 3e années	Indicateurs de rendement
En collaboration avec des partenaires, mettre en place un service de diffusion en temps réel de corrections GPS (GPS•C). Améliorer le service GPS•C de façon à ce qu'il soit prêt à passer en mode opérationnel et à diffuser les corrections.	Poursuivre, en collaboration, la gestion et le développement du service de diffusion des corrections GPS. Maintenir et améliorer le service GPS•C en fonction des progrès technologiques et de l'évolution des besoins des utilisateurs.	Accessibilité du service GPS•C partout au pays et ailleurs en 2002. Démonstration d'une capacité renforcée de positionnement en temps réel.

1.3 : Connaissances géoscientifiques : Produire des données, de l'information, des produits de synthèse et des connaissances à jour sur les processus géologiques pour les intégrer à une base de connaissances géoscientifiques cohérente et accessible.

- Établissement des priorités de la cartographie géoscientifique
- Cartographie des ressources en eau du Canada
- Techniques et normes de cartographie géoscientifique
- Cartographie thématique multipartite
- Études coordonnées sur les ressources potentielles
- Capacités géoscientifiques accrues

Résultats attendus 1re année	Résultats attendus 2e et 3e années	Indicateurs de rendement
Projets du CARTNAT : *Province des Esclaves, T.N.-O.* : rapport final, base de données géochronologiques, atlas géoscientifique et cartes géologiques. *Province de Churchill occidentale, Nunavut* : 2 cartes géologiques du substratum rocheux (1/100 000) et 2 cartes géologiques des matériaux superficiels (1/50 000), atlas numérique, synthèses métallogéniques à l'échelle régionale, compilation de données dans un SIG, carte métamorphique du Bouclier canadien, 10 articles dans des revues scientifiques. *Province du lac Supérieur occidentale, Ontario/ Manitoba* : 11 cartes géologiques (1/20 000 – 1/250 000), carte tectonique et CD-ROM, cartes des potentialités minérales, 2 articles dans des revues scientifiques. *Ancienne marge du Pacifique, C.-B./ Yukon*: 11 cartes de la géologie des matériaux superficiels et de la géologie du substratum rocheux diffusées dans la série des dossiers publics, livret-guide de la route de l'Alaska. *CARTNAT de l'avant-pays central, T.N.-O./ Yukon* : 2 cartes de la géologie des matériaux superficiels et 1 carte de la géologie du substratum rocheux, 6 cartes diffusées dans la série des dossiers publics.	Projets du CARTNAT : *Province des Esclaves* : achèvement du projet. *Province de Churchill occidentale* : achèvement du projet. *Province du lac Supérieur occidentale* : achèvement du projet. *Ancienne marge du Pacifique* : 8 cartes de la géologie des matériaux superficiels diffusées dans la série des dossiers publics. *Avant-pays central* : 4 cartes finales diffusées dans la série des dossiers publics, publication de 4 rapports et des ensembles de données qui s'y rattachent. Élaboration de nouveaux projets du CARTNAT.	Demande de produits et d'information mesurée par les ventes, la consultation des sites Web, la participation à des ateliers et à des visites sur le terrain. Nombre de partenariats établis et participation à de futurs projets du CARTNAT. Indications d'une augmentation des travaux d'exploration dans les régions étudiées. Rapports anecdotiques et témoignages sur la valeur de l'information et sur ses effets. Mentions, dans les revues scientifiques, des travaux de recherche scientifique de la CGC. Recensions effectuées par les comités consultatifs techniques des provinces et des territoires.

1.3 : Connaissances géoscientifiques (suite)

Résultats attendus 1re année	Résultats attendus 2e et 3e années	Indicateurs de rendement
Publications sur la stratigraphie et l'évolution de la Zone de Humber, le bassin siluro-dévonien, ainsi que sur la géologie du Carbonifère et des temps plus anciens de l'Est du Canada.	Synthèse de la géologie du substratum rocheux et de celle du Quaternaire pour les transects Matane-Nouveau-Brunswick et Anticosti-Gaspé.	Mentions, dans les revues scientifiques, des travaux de recherche scientifique de la CGC.
Mener des études sur la géologie du substratum rocheux à l'échelle régionale dans les régions suivantes : les Appalaches et les bassins sédimentaires du N.-B.; le centre sud de l'île de Baffin; l'orogène de Grenville, en Ontario et au Québec; la région de Nain, dans les T.N.-O.; la zone magmatique de Thelon-Taltson, dans les T.N.-O.; les volcanites de Back River, au Nunavut; l'île d'Ellesmere et d'autres îles du Nunavut; les îles de la Reine-Charlotte et les régions intérieures de la C.-B.; et, enfin, la Cordillère du Yukon. Ces travaux mèneront à la production de 27 cartes géologiques à diverses échelles, de 21 dossiers publics et de rapports.	Mener des études sur la géologie du substratum rocheux à l'échelle régionale dans les régions suivantes : les Appalaches et les bassins sédimentaires du N.-B.; le centre sud de l'île de Baffin; l'orogène de Grenville, en Ontario et au Québec; la région de Nain, dans les T.N.-O.; la zone magmatique de Thelon-Taltson, dans les T.N.-O.; l'île d'Ellesmere et d'autres îles du Nunavut; les îles de la Reine-Charlotte et les régions intérieures de la C.-B.; et, enfin, la Cordillère du Yukon. Ces travaux mèneront à la production de 24 cartes géologiques à diverses échelles, de 10 dossiers publics et de 3 ensembles de données et à la publication de rapports.	Rapports anecdotiques et témoignages sur la valeur des études géoscientifiques régionales du substratum rocheux. Nombre de mentions, dans les revues scientifiques, des travaux de recherche scientifique de la CGC. Recensions favorables effectuées par les comités consultatifs techniques des provinces et des territoires.
Mener des études sur la géologie des matériaux superficiels à l'échelle régionale au N.-B., à Terre-Neuve, au Québec, au Nunavut central et au Yukon. Ces travaux mèneront à la production de 12 cartes à diverses échelles, à la publication de rapports qui y sont rattachés et à la diffusion de dossiers publics.	Poursuivre les projets par la production de 18 cartes à diverses échelles, par la publication de rapports qui y sont rattachés et par la diffusion de dossiers publics.	
Mener en coordination des études sur la géologie du substratum rocheux, la géologie des matériaux superficiels et la géochronologie du centre de l'île de Baffin et y effectuer des levés géophysiques aériens et au sol. Ces travaux mèneront à la production de 4 cartes (dossiers publics), de 9 rapports et d'une compilation de données sur CD-ROM.	Poursuivre les projets par la production de 4 cartes (dossiers publics), par la publication de 5 rapports et la diffusions de données numériques.	
Dans le cadre du programme LITHOPROBE et d'autres projets, mener, le long de transects dans l'ouest de la Province du lac Supérieur, le sud de l'Ontario, la région du projet SNORCLE et la région de la Cordillère de la C.-B., des études géophysiques de la croûte terrestre permettant de produire 6 rapports sur les résultats de levés sismiques et électromagnétiques; mener des études paléomagnétiques et des études des champs de potentiel; produire une base de données sur CD-ROM; et effectuer des compilations sur SIG.	Dans le cadre du programme LITHOPROBE et d'autres projets, mener, le long de transects dans l'ouest de la Province du lac Supérieur, le sud de l'Ontario et la région de la Cordillère de la C.-B., des études géophysiques de la croûte terrestre permettant de produire 9 articles sur les résultats des levés sismiques et électromagnétiques; diffuser dans la série des dossiers publics des données sismiques en vue d'une évaluation des ressources en eau souterraine; produire une synthèse de tous les projets LITHOPROBE et un dossier sur les données et l'interprétation des résultats découlant de ce programme.	
Publications sur la stratigraphie, la structure et l'habitat du fond marin au large de la côte atlantique et dans les chenaux arctiques.	Publications sur la stratigraphie, la structure et l'habitat du fond marin au large de la côte atlantique et dans les chenaux arctiques. Publications sur la stratigraphie, la structure et l'habitat du fond marin au large de la côte atlantique et dans les chenaux arctiques.	Utilisation que fait l'industrie de la mer des résultats. Nombre de partenaires au sein de l'industrie de la mer.

1.3: Connaissances géoscientifiques (suite)

Résultats attendus 1re année	Résultats attendus 2e et 3e années	Indicateurs de rendement
Préparer et produire une nouvelle base de données sur les anomalies magnétiques de l'Amérique du Nord (MADONA) à l'aide des données et avec la collaboration de l'USGS et du CRM du Mexique.	Donner accès directement et gratuitement à une base de données numériques sur les propriétés magnétiques du continent nord-américain et des zones océaniques adjacentes.	Nombre de demandes de bases de données.
Acquérir, traiter et fusionner des données de levés géophysiques aériens du nord de l'Ontario provenant de l'industrie et de sources publiques, afin d'offrir aux clients des produits personnalisés.	Achèvement du projet.	Volonté de l'industrie de fournir des données.
Exploiter et améliorer les installations de géochronologie de la CGC, y compris le laboratoire de microsonde ionique à haute résolution et à haut niveau de sensibilité (SHRIMP); recourir aux techniques de datation U-Pb et Ar-Ar, aux isotopes traceurs et aux éléments en traces pour appuyer une vingtaine de projets de recherche et, en outre, produire 3 rapports portant sur des installations précises.	Exploiter et améliorer les installations de géochronologie de la CGC, y compris le laboratoire de microsonde ionique à haute résolution et à haut niveau de sensibilité (SHRIMP); recourir aux techniques de datation U-Pb et Ar-Ar, aux isotopes traceurs et aux éléments en traces pour appuyer une vingtaine de projets de recherche et, en outre, produire 3 rapports portant sur des installations précises.	Niveau d'utilisation du laboratoire de microsonde ionique à haute résolution et à haut niveau de sensibilité (SHRIMP) par la CGC et les clients de l'extérieur. Recettes provenant des clients de l'extérieur.
Établir des corrélations temporelles (absolues et relatives) dans la Cordillère canadienne, à l'aide d'études sur les microfossiles et les macrofossiles, et faire part des résultats dans 4 articles.	Calibrage absolu de l'échelle des temps dans des coupes triasiques de la C.-B. et publication de 4 articles.	Mentions de l'utilisation des corrélations.
Publier et afficher sur le Web chaque année les résultats de datation au radiocarbone.	Publier et afficher sur le Web chaque année les résultats de datation au radiocarbone.	La production du laboratoire répond à la demande.
Exploiter les laboratoires d'analyse et mettre au point de nouvelles techniques d'analyse et de nouvelles applications.	Poursuite du travail.	Recettes provenant des clients de l'extérieur. Utilisation, par l'industrie, les universités et les organismes de services, des outils et méthodes d'analyse mis au point par la CGC.

1.4 : Systèmes de levés cadastraux : Fournir un système cadastral numérique géoréférencé pour intégrer et diffuser les renseignements sur les terres.

- Alimentation des bases de données géoréférencées
- Diffusion de l'information relative aux terres

Résultats attendus 1re année	Résultats attendus 2e et 3e années	Indicateurs de rendement
Achever la réalisation du projet sur les métadonnées et la classification. Assurer la maintenance et poursuivre le développement des bases de données géospatiales (parcelles de terre et limites administratives) sur l'infrastructure foncière des terres du Canada.	Assurer le maintien et poursuivre le développement des bases de données géospatiales.	Projet sur les métadonnées et la classification entièrement réalisé. Bases de données dont la maintenance est assurée.

1.4 : Systèmes de levés cadastraux (suite)

Résultats attendus 1re année	Résultats attendus 2e et 3e années	Indicateurs de rendement
Dans le cadre de la gestion des connaissances, concevoir pour la Division un plan de GI-TI et amorcer sa mise en œuvre.	Poursuivre la mise en œuvre du plan de la Division sur la GI-TI.	Postes dotés en GI-TI. Plan de GI-TI conçu et étapes franchies.
Fournir pour tout le pays un accès direct aux bases de données géospatiales (parcelles de terre et limites administratives) sur l'infrastructure foncière des terres du Canada.	Assurer la maintenance et le développement des bases de données de la Division et des Centres des opérations.	Bases de données maintenues et en ligne. Niveau accru de la connaissance du rôle, des produits et des services de la DLO, tel que mesuré à partir des observations formulées par les clients dans le cadre du programme de la Division visant à mesurer de façon bisannuelle leur degré de satisfaction.
Créer un réseau intranet pour la DLO. Créer un poste en marketing au sein de la DLO. Élaborer une stratégie de marketing pour la DLO.	Peaufiner la stratégie de marketing.	Activité observée sur l'intranet. Poste doté en marketing. Volume d'information téléchargée à partir du site Web de la DLO.

1.5 : Évaluation des ressources : Effectuer les évaluations des ressources requises par la politique fédérale et en communiquer les résultats.

- Parcs nationaux proposés
- Zones marines protégées
- Ressources hydrogéologiques

Résultats attendus 1re année	Résultats attendus 2e et 3e années	Indicateurs de rendement
Évaluations des ressources minérales et énergétiques des zones naturelles protégées désignées par le Comité supérieur de l'évaluation des ressources minérales et énergétiques (SMERAC) : Évaluation complétée de l'extension de la zone de la rivière Nahanni Sud.	Évaluations des ressources minérales et énergétiques des zones naturelles protégées désignées par le Comité supérieur de l'évaluation des ressources minérales et énergétiques (SMERAC).	Faits et données attestant l'utilisation de l'information dérivée des évaluations des ressources dans la prise des décisions concernant les parcs nationaux. Travaux de la CGC reconnus par Parcs Canada. Nombre de demandes d'évaluation des ressources minérales en milieu continental.

1.6 : Accès et gestion des connaissances : Élaborer des méthodes et une infrastructure qui amélioreront la qualité, la prestation, l'intégration, l'accessibilité et l'utilisation de l'information et de l'expertise géospatiales et géoscientifiques.

- Gestion des ressources informationnelles du SST
- Accès à l'information du SST
- Politiques et normes d'intégration des données

Résultats attendus 1re année	Résultats attendus 2e et 3e années	Indicateurs de rendement
Faciliter l'élaboration et l'intégration des ensembles de données et des bases de données du Secteur, notamment les données thématiques et les données cadre géospatiales, les métadonnées et l'information sur les projets.	Amélioration et enrichissement continus des données.	Utilisation accrue des métadonnées. Meilleur accès pour la clientèle. Commentaires positifs de la clientèle.
Participer à l'élaboration de normes pour les données pour en faciliter l'échange avec les partenaires et intervenants et soutenir la création de produits personnalisés.	Mise en œuvre.	Normes du SST élaborées/adaptées. Meilleur accès. Commentaires positifs de la clientèle.
Mettre en place et gérer une infrastructure réseau protégée et fiable de la TI et des logiciels d'application communs pour le Secteur afin de répondre à l'éventail des exigences du Secteur et du Ministère.	Activité continue.	Réseau accessible à 99 %.
Fournir le soutien et l'expertise en informatique nécessaires au personnel du Secteur pour l'élaboration, la mise à jour, l'amélioration et l'intégration des services, des projets et des initiatives du Secteur.	Activité continue.	Commentaires positifs de la clientèle.
Élaborer un modèle de données destiné aux cartes de la géologie du substratum rocheux en adaptant le NADM (Modèle de données nord-américain). Élaboration d'outils cartographiques pour l'accès aux données de subsurface. Terminer un prototype de SIG destiné aux données des projets du CARTNAT. Terminer les ébauches des modèles de données sur la géologie des matériaux superficiels et la géochimie, des suites d'outils et des politiques de gestion. Élaborer et évaluer les méthodes visant à intégrer l'information géoscientifique.	Élaboration et promotion continues des applications. Rassemblement et diffusion des données des projets du CARTNAT sur SIG. Amélioration des modèles de données sur la géologie des matériaux superficiels et la géochimie, des suites d'outils et des politiques de gestion. Production de modèles 3D sur SIG destinés aux projets géoscientifiques.	Réussite de l'intégration des données cartographiques de la CGC aux sources provinciales ou territoriales de même nature.
Participer à l'élaboration d'un réseau canadien d'entrepôts de données à accès réparti. Rendre de nombreux ensembles de données accessibles par l'intermédiaire de GéoGratis.	Activité continue.	Nombre d'ensembles de données accessibles par le biais de GéoGratis. Nombre d'ensembles de données téléchargés à partir de GéoGratis et nombre d'entités géospatiales et d'attributs thématiques provenant de l'entrepôt de données GéoAccès.

1.6 : Accès et gestion des connaissances (suite)

Résultats attendus 1re année	Résultats attendus 2e et 3e années	Indicateurs de rendement
Amélioration de la fonctionnalité, de la fiabilité et de l'intégration des bases de données du SST sur demande afin de répondre aux besoins de la clientèle et d'en rationaliser le fonctionnement.	Amélioration continue, sur demande.	Meilleur accès aux données intégrées. Efficience accrue. Commentaires positifs de la clientèle.
Mise à niveau complète de l'entrepôt de données géoscientifiques afin d'améliorer la gestion, l'intégration et l'accessibilité des cartes et des données géologiques numériques détenues par le SST.	Alimenter l'entrepôt de données au moyen des données du SST. Terminer l'élaboration de la série d'outils d'accès/autorisation destinés à l'ICDG.	Ce système est conforme aux normes nationales et internationales et compatible avec l'information accessible par l'intermédiaire de l'ICDG et du RCCST. Acceptation et utilisation de l'entrepôt de données géoscientifiques par la CGC, les provinces et les territoires. Nombre de recherches menées suite à une réaction positive de la clientèle.
Gérer la conception et la production de cartes géologiques, d'illustrations, de figures et de photographies au moyen de méthodes cartographiques de pointe.	Conception et production continues de graphiques et utilisation de méthodes de pointe.	Production en temps opportun. Processus d'assurance de la qualité en place.
Gérer un programme exhaustif de publication; à cette fin préparer des documents sous diverses formes pour publication sur support papier (impression offset ou sur demande) ou numérique (Internet, CD-ROM, etc.). Voir à la promotion des publications du SST par le biais du Bulletin d'information de la CGC et de la participation à des conférences, des réunions, des ateliers, etc.	Production continue de publications à partir des manuscrits reçus. Continuer de s'appuyer sur les nouvelles technologies de publication afin d'accroître la productivité et de réduire les coûts.	Délai d'exécution entre le moment de la remise du manuscrit et celui de la publication. Ventes de publications.
Appliquer le mode de production en parallèle (formats multiples) à certaines publications à titre de projet pilote, mettre en œuvre les recommandations des groupes de discussion tenus avec toutes les divisions scientifiques de la CGC.	Appliquer deux modes de production de publications (modèle multi-format) à toutes les séries de publications officielles d'ici avril 2002.	Commentaires positifs de la clientèle.
Effectuer la révision scientifique et technique dans les deux langues officielles pour assurer l'entière conformité aux politiques et lignes directrices gouvernementales en matière de publication ainsi que l'application des normes de qualité; encadrer et conseiller les auteurs relativement aux questions de style, de format, de terminologie, de pratiques et de normes.	Activité continue.	Commentaires positifs de la clientèle.
Contribuer à diverses initiatives ayant trait à la terminologie, telles que le NADM (Modèle de données nord-américain), le RCCST, le Conseil fédéral de terminologie, etc., afin d'améliorer l'utilisation d'une terminologie géoscientifique normalisée. Poursuivre l'élaboration et l'alimentation du glossaire géoscientifique en collaboration avec le personnel d'autres secteurs et des partenaires externes tels que le Bureau de la traduction.	Activité continue. Permettre l'accès aux bases de données terminologiques par le biais du projet de glossaire géoscientifique. Alimenter les bases de données.	Nombre de sites Web partenaires. Nombre de termes dans les bases de données.

1.6 : Accès et gestion des connaissances (suite)

Résultats attendus 1re année	Résultats attendus 2e et 3e années	Indicateurs de rendement
Améliorer les liens entre bases de données et les liens technologiques, notamment par l'utilisation des données de GEOSCAN, afin de soutenir efficacement le recours au commerce électronique pour la vente des produits du SST par la Librairie de la CGC.	Poursuivre l'amélioration des fonctionnalités et des service de commerce électronique. Créer des possibilités d'étendre les applications du commerce électronique.	Valeur des ventes réalisées au moyen d'Internet.
Poursuivre l'élaboration et la mise à jour du Catalogue collectif destiné à la bibliothèque virtuelle.	Activité continue.	Utilisation accrue des revues électroniques et augmentation de la satisfaction à l'égard de ce service. Nombre de négociations relatives aux licences d'utilisation avec de nouveaux fournisseurs. Les ressources en information du SST sont accessibles de manière égale dans tout le Secteur. Modèles de page Web mis à jour et plus conviviaux. Satisfaction de la clientèle à l'égard des produits à valeur ajoutée et de la vitesse de branchement.
Poursuivre l'élaboration et la mise à jour de bases de données à valeur ajoutée pour améliorer l'accès à l'information du SST.	Poursuivre l'ajout de fonctionnalités et l'élaboration de nouvelles bases de données.	Utilisation du site Web. Nombre de bases de données accessibles au sein du SST. Commentaires positifs de la clientèle.
Améliorer l'accès à l'information par la mise en œuvre de XML, ADO et de la fonction «accès direct» pour les bases de données du CIST.	Mise en œuvre de ces technologies sur d'autres sites Web afin d'établir des liens directs à des publications pertinentes dans GEOSCAN.	Meilleure accessibilité aux bases de données du CIST, principalement GEOSCAN et la base de données photographiques du CIST.
Continuer à diriger et à appuyer des projets de passerelle d'information à l'appui de réseaux de données à accès réparti, p. ex. Images Canada, commerce électronique du SST et le *Collaborative Digital Reference Service*.	Activité en cours visant d'autres fonctionnalités et de nouveaux projets.	Utilisation des images photographiques de la CGC et des sites Web améliorés du CIST, et satisfaction à l'égard de ces services. Données statistiques fournies par Industrie Canada et la Bibliothèque nationale.
Améliorer l'accès Internet et intranet aux sites de la bibliothèque virtuelle du CIST, des services cartographiques, des publications scientifiques et de la Librairie de la CGC, ainsi qu'à l'entrepôt de données géoscientifiques.	Élaboration continue de sites Web et amélioration des services Internet et intranet. Mise en œuvre des normes de présentation et d'exploitation uniformes aussi bien pour les sites Internet qu'intranet. Adaptation continue aux progrès techniques afin d'améliorer les fonctions de recherche et d'extraction de données dans les bases de données.	Accès accru aux produits et services du SST par la clientèle, grâce à la présentation plus conviviale des pages Web.
Diriger un Groupe de travail des SRN sur l'intégration du savoir afin de faciliter le travail interministériel, le partage des données, de l'information et des connaissances et de communiquer les données sur les sciences et la technologie à la clientèle.	Activité continue qui gagne en importance.	Création d'interfaces Web et de contenus électroniques axés sur la clientèle et mettant en lumière la contribution de SRN en sciences et en technologie, et qui soutiennent les projets conjoints en matière de GC/GI.

1.6: Accès et gestion des connaissances (suite)

Résultats attendus 1re année	Résultats attendus 2e et 3e années	Indicateurs de rendement
Élaborer une alliance stratégique/passerelle entre les bibliothèques des 5RN pour faciliter la recherche dans les catalogues de bibliothèques scientifiques et techniques; à cette fin, résoudre les difficultés et mieux organiser les documents dans tous les formats afin qu'il soit possible de les classer de manière logique pour en faciliter la récupération ultérieure.	Conseils et coordination à l'appui des autres bibliothèques scientifiques et techniques qui se joignent à la passerelle. Élaborer et améliorer davantage la passerelle et élargir son contenu.	La passerelle 5RN est mise en place.
Explorer les possibilités de réalisation d'un projet de répertoire des compétences des 5RN.	Mise en œuvre de ce projet, s'il est jugé réalisable.	Meilleur accès aux connaissances des 5RN.
Contribuer à la création des systèmes nationaux et normes nationales intégrés nécessaires pour permettre l'accès Internet à l'information géospatiale cohérente du SST et des autres organismes canadiens; à cette fin, participer et diriger des programmes tels que GED, RNCan en direct, GéoConnexions, les 5RN et le Réseau canadien de connaissances en sciences de la Terre.	Activité continue.	Les normes et systèmes nationaux intégrés sont mis en œuvre. Commentaires positifs de la clientèle.
En partenariat avec d'autres divisions du SST, terminer le plan de GI/TI géoscientifique du SST qui identifiera les lacunes actuelles dans les politiques et pratiques en matière de GI/TI et recommandera les façons de les éliminer.	Mise en œuvre des mesures destinées à éliminer les lacunes.	Efficacité accrue. Un plan de GI/TI géoscientifique du SST est disponible.
Fournir un soutien et une expertise essentiels aux projets, par exemple : application du catalogue des publications de la CGC, groupe de travail de RNCan sur le classement par sujets, système de gestion et de conception d'un site Web de la *National Academy of Sciences* (NAS), outil Web d'analyse et de sondage de la clientèle.	Activité continue.	Commentaires de la clientèle.
Mener une étude technique complète sur l'accès et la gestion des données dans le cadre de l'Atlas du Canada.	Élaboration du logiciel de l'Atlas terminée et bases de données regroupées sous un nouveau format. Créer une infrastructure avec protocole d'accès permettant aux utilisateurs de superposer leur information aux données officielles de l'Atlas.	Données de l'Atlas réutilisées par d'autres organismes. Augmentation de 15 p. 100 de l'utilisation sur un bassin de 450 organismes.
Améliorer le réseau CEONet (Portail de découverte GéoConnexions) au moyen de métadonnées bilingues et d'un meilleur accès aux données.	Établir des connexions de recherche réparties avec SC, AAC, l'Ontario, la Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick.	Utilisation de CEONet par la clientèle. Taille et composition du réseau.
Connexions de recherche réparties étendues au MPO, à Environnement Canada, à Terre-Neuve, au Yukon, au Québec, au Manitoba et à la C.-B. ainsi qu'aux centres de données sur la conservation.	Activité continue.	
Élaborer des services d'accès et de livraison relativement aux principales bases de données du CCT, de la CGC, du CIT S et du SCF. Créer un service de conversion de format pour les ensembles de données du CCT.	Élaborer des services d'accès et de livraison relativement aux principales bases de données d'EC, de Statistique Canada et du ministère de la Santé de l'Ontario. Mettre en œuvre un service de conversion de format pour GC.	Service de livraison en place et en cours d'utilisation.

1.6 Accès et gestion des connaissances (suite)

Résultats attendus 1re année	Résultats attendus 2e et 3e années	Indicateurs de rendement
Produire des affiches de la série Géopanorama ainsi que des sites Web pour les régions d'Ottawa, de Montréal, de Calgary, du sud de la Saskatchewan et de Whitehorse.	Affiches de la série Géopanorama ainsi que des sites Web pour Toronto, Winnipeg, Halifax, le Nunavut, Nanaimo, le bassin de la rivière Grand et le bassin du Fraser.	Nombre d'affiches vendues. Nombre d'ateliers Géopanorama demandés par les enseignants, le grand public et d'autres groupes. Volume de fréquentation du site Web.
Expansion de la bibliothèque numérique du projet *CordLink*.	Expansion et mise à jour de la bibliothèque numérique du projet *CordLink*.	Nombre d'utilisateurs qui accèdent à la bibliothèque numérique.
Mettre au point de nouvelles méthodes de gestion, d'intégration et d'analyse des données géoscientifiques provenant des études géoscientifiques sur le substratum rocheux et produire 4 compilations sur CD-ROM, 4 articles et 2 nouveaux sites Web.	Production en cours de 3 compilations sur CD-ROM, de 4 articles; transfert de technologies aux provinces.	Taille de la clientèle.
Fournir sur demande des données et des cartes aéromagnétiques et gravimétriques, ainsi que des produits connexes. Publier dans la série des dossiers publics des cartes à l'échelle de 1/7 500 000 produites à partir des ensembles de données aéromagnétiques, gravimétriques et topographiques.	Fournir sur demande des données et des cartes aéromagnétiques et gravimétriques ainsi que des produits connexes, notamment les données des levés magnétiques des provinces archivées sur support numérique.	Demande de produits du Centre de données géophysiques.
Dans le cadre des initiatives du Réseau canadien de connaissances en sciences de la terre (RCCST), élaborer les moyens d'accès en ligne aux diverses données géoscientifiques courantes et archivées ainsi qu'aux fonds d'information de la CGC (p. ex., WELLS).	Nouvelle accessibilité en ligne aux diverses données géoscientifiques courantes et archivées ainsi qu'aux fonds d'information de la CGC (p. ex. géochimie organique, paléontologie).	Utilisation par la clientèle. Commentaires de la clientèle. Quantité d'information nouvellement accessible en ligne.
Nouvelles initiatives et politiques de collaboration élaborées dans le cadre du groupe de travail sur l'infrastructure de données du RCCST.	Activité continue.	Adhésion et participation des organismes fédéraux (SRN), provinciaux et territoriaux à l'élaboration des normes concernant les données.
Participation à l'élaboration des normes nord-américaines.	Activité continue.	Reconnaissance et adoption des normes canadiennes.
Négocier des ententes avec 6 provinces (et territoires) ou plus en vue de la signature de l'Accord géomatique intergouvernemental. Élaborer la réponse aux recommandations stratégiques sur la distribution par Internet des données de géomatique. Élaborer la réponse en matière de partage des coûts de production, d'entretien et de distribution des données nationales de géomatique.	Négocier des ententes avec toutes les provinces en vue de la signature de l'Accord géomatique intergouvernemental. Alimenter les bases de données de géomatique au moyen des données provenant de 4 provinces/territoires ou plus.	Nombre d'accords signés. Pourcentage des bases de données nationales alimentées.
Élaborer la politique d'intendance du Comité national des commissions géologiques concernant les modèles de données pour la géologie des matériaux superficiels et la géochimie.	Projet terminé.	Niveau de participation des organismes provinciaux et territoriaux à l'élaboration de la politique d'intendance et des modèles de données.
Accroître la visibilité du Géo-Atlas du Saint-Laurent.	Intégrer les données des projets de Montréal et de Winnipeg dans le site HYDROLINK.	

But 2 de RNCan : Maintenir les retombées économiques et sociales des ressources naturelles pour les générations actuelles et futures.

But 2 du SST : Fournir des connaissances géospatiales et géoscientifiques contribuant à créer et maintenir les retombées socio-économiques.

Secteur des sciences de la Terre
Crédits par objectif (en milliers de dollars)

But 2 du SST	2001-2002	2002-2003	2003-2004
2.1 Exploration des ressources	21 206	21 399	16 401
2.2 Soutien de l'industrie	8 982	9 668	10 668
2.3 Collectivités rurales, éloignés et autochtones	9 545	9 718	6 770
2.4 Recherche nordique	4 145	4 152	4 152
Total	**43 878**	**44 937**	**37 991**

2.1 Exploration des ressources : Favoriser la découverte des ressources pour maintenir la production minérale et pétrolière au Canada, par des recherches thématiques, menées en collaboration avec les provinces, les territoires, l'industrie et les universités.

- Recherche sur les minéraux économiques et les hydrocarbures
- Cartographie des ressources hydriques du Canada
- Connaissance sur les ressources non renouvelables
- Exploration et mise en valeur des ressources selon une approche de développement durable

Résultats attendus 1re année	**Résultats attendus 2e et 3e années**	**Indicateurs de rendement**
Publications liées aux études sur l'origine et la mise en place des gites minéraux, notamment : a) cuivre-nickel-éléments du groupe du platine; b) diamants dans les T.N.O.; c) sulfures massifs en C.-B., au Yukon et au Québec; d) plomb-zinc-cuivre au Nunavut; e) or dans l'ouest de l'Ontario; f) chrome au Québec; g) systèmes hydrothermaux actuels des fonds marins – détroit de Bransfield et chaîne de monts sous-marins Foundation, sud-ouest du Pacifique.	Publications liées aux études sur l'origine et la mise en place des gites minéraux, notamment : a) sulfures massifs; b) 3 rapports scientifiques publiés, résumé de vulgarisation; et carte des zones potentielles de minéralisations de Cu-Pb-Zn au Nunavut; c) rapports sur les minéralisations d'or de Red Lake, en Ontario, et la métallogénie de l'or dans les ceintures de roches vertes; d) rapport sur les modèles des minéralisations de chromite; e) forage de reconnaissance dans l'arc de Tabar-Feni, dans le sud-ouest du Pacifique; f) cartes de trois mines de la région de Flin Flon.	Identification de nouvelles cibles d'exploration. Demandes de rapports. Réaction de l'industrie aux produits. Reconnaissance par les comités consultatifs techniques et d'autres organisations de l'industrie.
Produire des cartes de gites minéraux et des bases de données sur les minéralisations d'ÉGP, de Ni et de Cu en Ontario, au Québec, à Terre-Neuve et au Labrador, dans les T.N.-O. et au Nunavut.	Produire une base de données nationale et des cartes de gites minéraux.	Nombre de demande concernant les bases de données et les cartes.

2.1 Exploration des ressources (suite)

Résultats attendus 1re année	Résultats attendus 2e et 3e années	Indicateurs de rendement
Utiliser les résultats de la cartographie géoscientifique dans les régions visées pour faciliter le choix des cibles d'exploration dans le cadre de l'initiative géoscientifique ciblée (IGC) : Comprendre l'évolution tectonique, volcanique et sédimentaire du nord du Québec et de l'île de Baffin, et publier 3 rapports (dossiers publics ou autre); Intégrer les études géologiques et géophysiques menées dans les T.N.-O. – Province des Esclaves, et publier 3 rapports (dossiers publics ou autre) ainsi que 3 cartes (sur papier et en format numérique); Effectuer des études concernant le substratum rocheux, les matériaux superficiels et les propriétés magnétiques dans la région centrale du Nunavut – baie Committee, et publier 6 rapports (dossiers publics); Définir l'évolution géologique de la ligne Red Indian, dans le centre de Terre-Neuve, et publier 3 rapports ainsi que des fichiers de données magnétiques et électromagnétiques; Définir la géologie du substratum rocheux le long du corridor chevauchant le sud du Labrador et le Québec et publier 3 rapports (dossiers publics) ainsi que 2 cartes.	Activité continue, travaux concentrés surtout dans le nord du Québec et l'île de Baffin (publication de 2 dossiers publics, de données géochronologiques et d'une base de données); T.N.-O. – Province des Esclaves (production de 3 cartes à 1/100 000 et publication de 4 articles); Nunavut - baie Committee (publication de 3 rapports, de 4 cartes à 1/250 000 et de 4 compilations numériques à 1/250 000); Centre de Terre-Neuve – ligne Red Indian (publication de 3 rapports, de cartes thématiques, d'un CD-ROM et d'un atlas numérique); Sud du Labrador et Québec (production de 4 cartes à 1/100 000).	Demande de cartes de gîtes minéraux et de bases de données de la part de l'industrie, dans le contexte d'une augmentation des travaux d'exploration des ÉGP. Augmentation des travaux d'exploration dans les régions ciblées. Nombre de demandes de publications.
Produire des cartes de levés géophysiques aériens à paramètres multiples pour les régions du nord de la Saskatchewan et du Yukon.	Nouveaux levés à capteurs multiples en cours d'élaboration.	Coentreprise pour l'acquisition de données aéromagnétiques.
Procéder à des levés aéromagnétiques à l'échelle régionale afin de définir les entités géologiques et de faciliter le choix des cibles d'exploration minérale dans la vallée du Mackenzie (T.N.-O.) (9 cartes à 1/100 000); dans la région de Wawa-Kapuskasing (Ontario) (20 cartes à 1/50 000.); au lac Vernon (Québec) (22 cartes à 1/50 000); à la baie Committee (Nunavut) (4 cartes à 1/100 000).	Activité continue. Élaborer et superviser de nouveaux levés en collaboration avec l'industrie, les provinces et de nouveaux partenaires.	Augmentation des travaux d'exploration dans les régions ciblées. Demandes de publications et de bases de données.
Diffuser les résultats des levés du Programme national de reconnaissance géochimique (PNRG) de la région du centre est du N.-B., et compléter les levés dans la région de Bella Coola, en C.-B.	Diffusion des résultats des levés exécutés dans le cadre du PNRG dans les régions ciblées pour leur potentiel minéral – N.-B. et autres. Dossier public sur le projet de Bella Coola du PNRG.	Partenariats nouveaux ou renouvelés avec l'industrie en vue des prochains levés.
Rédiger un rapport sur une description détaillée de la stratigraphie de bassin de l'île du Cap-Breton afin d'identifier des sources de minéraux industriels.	Publication du rapport final évaluant les renseignements que fournissent les données géophysiques quant au potentiel en minéraux industriels. Inventaire des bases de données sur les ressources en sel et en gypse accessible en ligne.	Importance et valeur de l'activité commerciale liée au projet du Cap-Breton. Utilisation du site Web.
Publier les résultats de l'utilisation des nouvelles techniques d'exploration suivantes : carte de la géologie des matériaux superficiels, rapports sur la géochimie des tills, l'histoire glaciaire et les minéraux indicateurs (lac Vernon, Québec). Publier 6 dossiers publics sur l'évaluation de méthodes géophysiques d'exploration minérale dans les régions où les morts-terrains sont épais (ceintures de roches vertes de l'Ontario).	Activité continue. Travaux surtout concentrés sur la production d'une carte des matériaux superficiels et de rapports sur la géochimie des tills, l'histoire glaciaire et les minéraux indicateurs au lac Anuc (Québec).	Demandes de publications.
Publier les résultats des études du potentiel en SMV de la partie est de la région de Bella Coola, en C.-B., notamment 2 rapports et deux cartes (dossiers publics) sur la géologie du substratum rocheux.	Activité continue. Diffusion de 3 rapports et de deux cartes (dossiers publics) sur la géologie du substratum rocheux.	Demandes de publications.

2.1 Exploration des ressources (suite)

Résultats attendus 1re année	Résultats attendus 2e et 3e années	Indicateurs de rendement
Terminer les levés géophysiques et les études sur la géochimie des till dans le sud du Yukon. Publier des cartes de la géologie du substratum rocheux des régions adjacentes.	Publication de cartes numériques et imprimées (dossiers publics).	Demandes de publications.
Rédiger un rapport sur les ressources en hydrocarbures de la côte Ouest. Amorcer une étude visant à cerner la problématique du méthane dans les couches de charbon.	Animer des ateliers à l'intention de la clientèle et publier 4 rapports ainsi que les bases de données connexes.	Demandes de publications et de bases de données. Participation aux ateliers.
Compiler les données sur la géologie des matériaux superficiels et du substratum rocheux (1/50 000) pour les îles Gulf, en C.-B.	Compiler les données structurales et incorporer les données de diagraphies du ministère des Richesses naturelles de la C.-B.	
Publier les résultats de la caractérisation de la subsurface des bassins sédimentaires afin de faciliter l'évaluation des ressources potentielles en pétrole et en gaz : Plaines intérieures septentrionales - 3 rapports (dossiers publics ou autre); bassin de Beaufort-Mackenzie - rapport préliminaire; Bassin sédimentaire de l'Ouest du Canada - 7 rapports (dossiers publics ou autre); bassins des régions pionnières de la côte Est (Grands Bancs, Jeanne d'Arc) - 4 rapports (dossiers publics ou autre), 4 cartes géologiques et géophysiques préliminaires.	Résultats de la caractérisation de la subsurface des bassins sédimentaires afin de faciliter l'évaluation des ressources potentielles en pétrole et en gaz : Plaines intérieures septentrionales - 2 articles publiés; bassin de Beaufort-Mackenzie - 4 articles publiés, 4 bases de données, des cartes et des coupes transversales; Bassin sédimentaire de l'Ouest du Canada - 9 rapports publiés (dossiers publics); bassins des régions pionnières de la côte Est (Grands Bancs, Jeanne d'Arc) - 7 rapports (dossiers publics ou autre), 4 cartes géologiques et géophysiques finales.	Demande de publications et de bases de données; participation aux ateliers. Exploration des ressources stimulée par les résultats des études. Consultations de la clientèle.
Rapports des études sur les hydrates de gaz à titre de combustible possible - Délimitation et quantification des hydrates de gaz en milieu marin sur la côte Ouest au moyen de levés géophysiques; essais de production des puits d'hydrates de gaz de l'Arctique; études et modélisation en laboratoire des conditions de stabilité des hydrates de gaz.	Activité continue. Travaux surtout concentrées sur : préparation de rapports sur les hydrates de gaz se trouvant au large de l'île de Vancouver et dans les puits d'essais de l'Arctique; surveillance à long terme des puits d'hydrates de gaz de l'Arctique terminée; études en laboratoire des propriétés physiques des hydrates de gaz de l'Arctique et de ceux présents en milieu marin.	Nombre de demandes d'examen provenant des organismes de développement économique provinciaux. Acceptation des modèles de stabilité des hydrates de gaz par le milieu universitaire.
Rapport sur les données concernant les propriétés physiques (porosité, perméabilité, conductivité et texture) recueillies dans des forages au Canada et à l'étranger.	Programme étendu aux régions pionnières.	Partenariats nouveaux et renouvelés.
Incorporer les résultats des recherches géochimiques, géologiques et géophysiques du projet EXTECH III (Yellowknife) dans les bases de données géoscientifiques de portées régionale et locale (propriétés minières) (base de données, publication de 2 rapports (dossiers publics ou autre)). Publier les résultats des études géologiques, géophysiques et géochimiques sur le bassin d'Athabasca (EXTECH IV) afin d'élaborer des critères d'exploration pour les gîtes d'uranium (publication de 2 rapports (dossiers publics ou autre)).	Élaboration de nouveaux modèles d'exploration de l'or propres au terrain d'EXTECH III. Compiler la base de données géoscientifiques sur SIG. Élaborer des modèles détaillés de la stratigraphie du bassin et de la structure du socle à partir d'études sismiques et stratigraphiques régionales coordonnées.	Découverte de nouveaux gisements dans les camps miniers existants ou les régions environnantes. Diversification de la base minière de Yellowknife. Augmentation des travaux d'exploration dans les camps miniers existants.
Publier les résultats des études minéralogiques, géochimiques et isotopiques des kimberlites dans les régions du Lac de Gras (T.N.-O.) et du Témiscamingue (Ont.) (publication de 2 rapports).	Rapport sur les études régionales et locales portant sur les signatures des kimberlites et les méthodes d'exploration améliorées.	Demandes de publications.
Élaboration continue de méthodes de prospection glaciosédimentaire et géochimique dans des terrains variés, du point de vue des matériaux superficiels, de l'Ontario et du Yukon.	Élaborer des méthodes améliorées de prospection glaciosédimentaire et géochimique au Québec.	Augmentation des travaux d'exploration dans les nouvelles régions ciblées.

2.1: Exploration des ressources (suite)

Résultats attendus 1re année	Résultats attendus 2e et 3e années	Indicateurs de rendement
Définir les orientations du programme national d'hydrogéologie de la CGC.	Mettre en œuvre le programme d'hydrogéologie de la CGC.	Attestation de la stratégie du programme d'hydrogéologie par les organismes fédéraux, provinciaux et municipaux.
Compléter le guide méthodologique sur la cartographie des aquifères granulaires.	Compléter le guide méthodologique sur la cartographie des aquifères fracturés.	Nombre de nouveaux partenariats démarrés avec les provinces et l'industrie.
Poursuivre la compilation de la base de données du projet d'hydrogéologie des Maritimes. Produire une carte sur la géologie des matériaux superficiels du sud-est du Nouveau-Brunswick.	Raffiner le contexte géologique et la compilation hydrostratigraphique. Débuter la synthèse et la production des planches hydrogéologiques.	Attestation de l'application de la méthodologie de cartographie hydrogéologique par les autorités provinciales et municipales.

Diffuser, dans la série des dossiers publics, des rapports, des cartes, des articles et des produits d'application Web sur la géologie et l'hydrogéologie de la Moraine d'Oak Ridges.	Publier un rapport synthèse complet sur l'hydrogéologie de la région de la Moraine d'Oak Ridges.	Ampleur du soutien de la part des organismes partenaires.
Diffuser le rapport final, des cartes et des rapports (dossiers publics) sur la géologie de la région du lac Winnipeg.	Projet terminé.	Visites du site Web sur ce projet. Ampleur du soutien de la part des organismes partenaires.
Publier 2 rapports sur l'hydrogéochimie des eaux souterraines, en C. B. au N. B., en N. É. et au Manitoba.	Collecte continue de données hydrogéochimiques des eaux souterraines provenant de puits d'essais en C. B. au N. B., et en N. É.	Nombre de demandes de données.

2.2: Soutien de l'industrie : Accroître la capacité et l'efficience des secteurs canadiens de la géomatique et des sciences de la Terre pour améliorer leur compétitivité mondiale.

- Occasions d'affaires
- Aide aux entreprises canadiennes
- Transfert de technologies
- Compétitivité de l'industrie canadienne
- Système canadien de contrôle actif

Résultats attendus 1re année	Résultats attendus 2e et 3e années	Indicateurs de rendement
Rédiger les spécifications techniques ISO concernant l'imagerie et les données rectangulaires.	Compléter le document sur les spécifications techniques ISO concernant l'imagerie et les données rectangulaires.	Préparation en vue de la certification ISO.
Soutenir au moins 4 sociétés par le biais du Centre d'accélération de l'innovation.	Continuer à soutenir au moins 6 sociétés.	Objectifs atteints.
Attribuer des contrats d'une valeur de 400 000 $ pour du travail de photoreproduction et des services toponymiques à l'intention du programme national.	Activité continue.	Contrats attribués à hauteur des montants prévus.
Rédiger les spécifications techniques ISO concernant l'imagerie et les données rectangulaires.	Compléter le document sur les spécifications techniques ISO concernant l'imagerie et les données rectangulaires.	Préparation en vue de la certification ISO.
Attribuer des contrats d'une valeur de 2 millions de dollars en rapport avec les bases de données topographiques.	Attribution de contrats d'une valeur de 2,5 millions de dollars en rapport avec les bases de données topographiques.	Contrats attribués à hauteur des montants prévus.
Attribuer des contrats d'une valeur de 700 000 $ pour l'impression de cartes aéronautiques de petit format.	Attribution de contrats d'une valeur de 700 000 $ pour l'impression de cartes aéronautiques de petit format.	Contrats attribués à hauteur des montants prévus.

2.2: Soutien de l'industrie (suite)

Résultats attendus 1re année	Résultats attendus 2e et 3e années	Indicateurs de rendement
Transfert de la technologie d'imagerie sismique en sondage (DSI) à l'industrie, accompagné d'un rapport final à l'intention du consortium de DSI; revue scientifique.	Participer à des études nationales et internationales sur la croûte terrestre et la lithosphère, à l'étude des répliques sismiques, à des études DSI et électromagnétiques (EM) dans des camps miniers.	Ampleur du soutien des partenaires dans la mise au point de nouvelles technologies.
Élaborer, évaluer et mettre à l'essai de nouvelles techniques de télédétection, de géophysique en sondage et de radiométrie pour l'exploration minérale.	Activité continue.	Nombre de technologies transférées au secteur privé.
Terminer la modernisation numérique et la vérification du système de sondage électromagnétique en milieu marin (EMM).	Déterminer la région d'attribution d'un contrat de levés au moyen du système de sondage électromagnétique en milieu marin (EMM).	Nombre de sociétés utilisant les technologies du système EMM.
Publier une évaluation des données magnétiques satellitaires et autres servant à la modélisation de l'aimantation de la croûte et au nivellement géodésique.	Publier des cartes gravimétriques et magnétiques avec interprétation du socle précambrien du Bassin sédimentaire de l'Ouest du Canada.	Nombre et valeur des contrats éventuels déterminés.

Publier les stratégies d'application de la méthode magnétotellurique à des problèmes à l'échelle de propriétés minières.	Publier un rapport sur des déterminations du potentiel minéral fondées sur la modélisation statistique de données géophysiques aériennes. Publier des articles sur les levés magnétiques et électromagnétiques à haute résolution aux fins d'exploration et d'études géophysiques dans le camp minier de Bathurst.	Nombre de demandes de produits et de bases de données.
Compléter la base de données géoscientifiques sur les gîtes d'or mondiaux dans le cadre du projet de base de données géoscientifiques sur les ressources minérales du monde.	Rendre public la base de données sur les gîtes d'or mondiaux. Augmenter la carte géologique mondiale en y ajoutant les données sur d'autres gîtes minéraux.	Soutien du partenariat dans l'élaboration de nouvelles bases de données.
Mettre l'expertise du SST à la disposition des sociétés canadiennes selon une formule de recouvrement des coûts et aider à l'exécution des contrats d'une valeur totale de 20 millions de dollars. Procurer à l'industrie canadienne des occasions de soumissionner des contrats internationaux; à cette fin, diriger cinq missions à l'étranger et accueillir une vingtaine de missions commerciales de pays étrangers.	Activité continue.	Nombre et valeur des contrats internationaux obtenus par des sociétés canadiennes. Nombre des occasions d'affaires créées à la suite des missions et des visites.
Transférer la technologie mise au point par le SST à l'industrie canadienne en vue de son exploitation commerciale.	Activité continue.	Nombre de licences nouvelles et renouvelées. Valeur des redevances générées.
Élaborer et mettre en œuvre un projet de gestion de l'information pour les services géologiques de l'Iran.	Augmenter l'utilisation des technologies canadiennes de gestion de l'information au sein des organismes iraniens.	Nombre de sociétés canadiennes embauchant des Canadiens qui gagnent des revenus à l'étranger.
Élaborer des cours de formation et des activités de transfert de technologie en matière d'hydrographie à l'intention du centre national de cartographie de l'Iran.	Projet terminé.	Commentaires au sujet des cours élaborés à l'intention du centre national de cartographie.
Terminer le Projet andin multinational (PAM) et publier des normes pour les matériaux de référence géochimique, une carte métallogénique et 2 levés géophysiques aériens.	Élaborer un nouveau projet.	Demande d'élaboration d'un nouveau projet visant les pays d'Amérique du Sud.
Poursuivre la mise en œuvre du projet hydrogéologique de l'ACDI dans le nord du Brésil. Établir les spécifications des levés géophysiques aériens et d'autres levés.	Terminer le projet hydrogéologique au Brésil.	Recours aux techniques canadiennes de gestion hydrogéologique par des organismes brésiliens.

2.2: Soutien de l'industrie (suite)

Résultats attendus 1re année	Résultats attendus 2e et 3e années	Indicateurs de rendement
Appuyer l'ACDI dans la mise en œuvre d'une infrastructure géospatiale afin de faciliter le déminage au Mozambique.	Activité continue.	Base de données toponymiques et cartes topographiques matricielles du pays fournies dans les délais prévus. Récupération des coûts. Satisfaction de la clientèle. Respect des échéances.
Appuyer l'ACDI dans la préparation des DP en vue de la mise en œuvre de l'infrastructure de géomatique en Tunisie (2e année sur 5).	Appuyer l'ACDI dans la préparation des DP en vue de la mise en œuvre de l'infrastructure de géomatique en Tunisie (3e année sur 5).	Nouvelle infrastructure de géomatique en Tunisie fournie dans les délais prévus. Récupération des coûts. Satisfaction de la clientèle. Respect des échéances.
Commercialiser le logiciel d'analyse en hyperespace spectral.	Produire un didacticiel d'analyse polarimétrique. Commercialiser un didacticiel d'analyse polarimétrique.	Ventes de logiciel d'analyse d'images en hyperespace spectral. Ventes de logiciel d'analyse polarimétrique.
Terminer une mission commerciale en Iran et en Malaisie.	Projet terminé.	Nombre de débouchés créés pour les entreprises.
Améliorer l'accessibilité du Système canadien d'information géodésique à la clientèle. Transférer la technologie des systèmes de contrôle actif et de gravimétrie.	Projet terminé.	Disponibilité en ligne du positionnement par point unique.
Promouvoir l'expertise, l'information, les produits et les services du SST dans des foires commerciales et des conférences.	Activité continue.	Participation à des foires commerciales, des conférences et des rencontres nationales et internationales.

2.3 Collectivités rurales, éloignées et autochtones : Aider à renforcer la capacité des collectivités rurales, éloignées et autochtones; nous acquitter de nos responsabilités dans le cadre des ententes d'autonomie gouvernementale, de la politique des revendications territoriales globales, des droits issus de traités et des programmes de revendications territoriales particulières.

- Soutien de l'autonomie gouvernementale des Autochtones
- Adaptation du Système d'arpentage des terres du Canada aux collectivité nordiques
- Respect des engagements liés aux revendications territoriales et aux traités
- Développement des compétences géoscientifiques et géospatiales

Résultats attendus 1re année	Résultats attendus 2e et 3e années	Indicateurs de rendement
Permettre et faciliter le renforcement des capacités et la formation des Autochtones et des Premières nations.	Activité continue.	Nombre d'activités de renforcement des capacités et de formation organisées à l'intention de Autochtones et des Premières nations. Commentaires des participants aux ateliers, etc. Satisfaction de la clientèle.

2.3 Collectivités rurales, éloignées et autochtones (suite)

Résultats attendus 1re année	Résultats attendus 2e et 3e années	Indicateurs de rendement
Obtenir du financement pour l'élaboration d'un modèle de renforcement des capacités des Autochtones.	Élaboration d'un modèle de renforcement des capacités des Autochtones, si le financement est obtenu.	Montant des fonds obtenus.
Participer aux négociations visant à adapter le Système d'arpentage des terres du Canada aux besoins individuels. Procéder à une étude socio-économique sur les droits fonciers.	Activité continue.	Accords négociés avec succès. Satisfaction de la clientèle évaluée tous les deux ans. Étude socio-économique terminée.
Gérer des contrats de levés d'une valeur de plus de 7 millions de dollars.	Activité continue.	Progrès conformes au règlement des revendications territoriales.
Organiser des ateliers géoscientifiques et participer à de tels ateliers pour aider les groupes et les collectivités autochtones à comprendre et à exploiter leurs ressources naturelles.	Activité continue.	Nombre de demandes reçues concernant des ateliers. Niveau de participation aux ateliers.
Renforcer les capacités des collectivités rurales et éloignées ainsi que les collectivités autochtones en matière d'utilisation des connaissances géoscientifiques et géospatiales dans la prise de décisions concernant l'utilisation des terres, la gestion des ressources et le développement durable. Atteindre 20 collectivités de plus, pour un total de 40 collectivités participantes.	Activité continue. Atteindre 25 collectivités de plus pour un total de 65 collectivités participantes. Poursuivre le travail en vue d'un total de 100 collectivités en 2005.	Commentaires de la clientèle. Ampleur de la coordination des efforts des divers paliers de gouvernement pour mettre l'information à la disposition des collectivités. Nombre de partenariats entre les Premières nations et les gouvernements et organismes provinciaux, territoriaux et municipaux. Commentaires au sujet de l'utilisation du modèle des collectivités durables au Canada.
Élaborer le contenu concernant 20 écoles locales à l'intention de l'Atlas des communautés canadiennes. Présenter les questions dans un contexte géographique local au SM et au Ministre, sur demande. Produire 3 cartes thématiques autochtones.	Élaborer le contenu concernant 75 nouvelles écoles et 100 nouveaux projets.	Objectif atteint.

2.4 Recherche nordique : Offrir le soutien logistique et le développement des capacités nécessaires pour enrichir la base de connaissances en S-T, dans le but de favoriser la mise en valeur durable des ressources naturelles dans le Nord de même que la prise de décisions en matière de changement climatique, de protection de l'environnement et de planification de l'utilisation des terres.

- Soutien de la recherche dans l'Arctique
- Renforcement des capacités en géomatique et en géologie dans le Nord

Résultats attendus 1re année	Résultats attendus 2e et 3e années	Indicateurs de rendement
Terminer les plans de l'étude de délimitation de portée de l'initiative des bassins du Nord canadien.	Mettre en marche l'étude de délimitation de portée de l'initiative des bassins du Nord canadien.	Les plans de l'étude de délimitation de portée sont acceptés à titre de norme pour les prochaines études S-T en géologie sédimentaire dans le Nord.
Collaborer avec des partenaires à la distribution des corrections GPS en temps réel dans le Nord. Maintien et amélioration de la précision du Système canadien de référence spatiale (SCRS) dans le Nord.	Activité continue. Examiner d'autres modes de service et continuer à améliorer la précision.	Établissement d'une infrastructure GPS augmentée, partiellement intégrée, qui englobe la région nordique. Niveau de précision du SCRS.
Réorienter les services et les procédures de fonctionnement de l'Étude du plateau continental polaire (ÉPCP) afin de garantir la meilleure utilisation possible des ressources humaines et financières.	Activité continue.	Collaboration accrue avec d'autres organismes.
Élaborer une carte de l'utilisation des terres du Nord.	Terminer la carte de l'utilisation des terres du Nord.	Nombre de demandes pour la carte de l'utilisation des terres du Nord.
Compléter une base de données en hyperespace spectral des entités de l'environnement nordique, adaptée aux applications géologiques.	Élargir l'utilisation des produits d'information dérivés des données en hyperespace spectral dans l'industrie environnementale et dans l'industrie pétrolière et gazière.	Utilisation des données en hyperespace spectral dans les milieux de la géologie et de l'environnement.
Peaufiner le protocole d'entente conclu avec l'Institut de recherches du Nunavut et mise en œuvre des activités conjointes.	Activité continue.	Nombre de projets de collaboration mis sur pied.
Examen, et révision le cas échéant, du protocole d'entente conclu avec l'Institut de recherches Aurora au Nunavut.	Activité continue, si renouvelée.	Signature d'un nouveau protocole d'entente.
Mise sur pied de coentreprises dans le cadre du protocole d'entente conclu avec la Garde côtière canadienne (GCC).	Activité continue.	Projets en cours.
Analyser et communiquer les résultats du sondage 2000 auprès de la clientèle de la DLO et mettre en œuvre les changements requis. Présenter des commentaires écrits à la clientèle.	Répéter le sondage.	Satisfaction de la clientèle.
Amorcer des discussions, des consultations et un examen sur la meilleure méthode de fournir des services logistiques afin de répondre à des besoins actuels et futurs.	Activité continue. Déterminer les prochaines étapes.	Résultats des consultations auprès du conseil consultatif de l'ÉPCP, de la gestion du SST et de la clientèle.

But 3 de RNCan : Réduire au minimum les répercussions de l'exploitation et de l'utilisation des ressources naturelles sur l'environnement.

But 3 du SST : Fournir des connaissances géospatiales et géoscientifiques permettant de réduire les impacts de l'utilisation des terres, de l'exploitation des ressources naturelles et du changement climatique.

Secteur des sciences de la Terre
Crédits par objectif (en milliers de dollars)

But 3 du SST	2001-2002	2002-2003	2003-2004
3.1 Changement climatique	4 180	4 009	4 009
3.2 Intendance de l'environnement	5 627	5 079	5 079
Total	**9 807**	**9 088**	**9 088**

3.1 Changement climatique : Comprendre les aspects géoscientifiques des effets du changement climatique et des événements météorologiques extrêmes sur le Canada et, avec des partenaires, élaborer des stratégies pour réduire ces effets au minimum et s'y adapter.

- Aspects géoscientifiques
- Dynamique des systèmes climatiques
- Puits de carbone
- Information géoscientifique intégrée aux politiques et protocoles
- Connaissances en géodésie et en géodynamique

Résultats attendus 1re année	**Résultats attendus 2e et 3e années**	**Indicateurs de rendement**
Produire une mosaïque à partir d'images RADARSAT à haute résolution du Canada (résolution de 100 m).	Produire une trousse didactique incluant les données de la mosaïque RADARSAT.	Organismes publics utilisant la mosaïque RADARSAT. Nombre de demandes de trousses didactiques.
Rapports d'études sur les dépôts éoliens qui témoignent de sécheresses passées et sur les impacts du changement climatique dans les Prairies.	Rapport final des études sur les impacts du changement climatique et l'adaptation dans les Prairies.	Plans d'utilisation des terres des régions dunaires des Prairies, dans lesquels il est tenu compte du changement climatique.
Élaboration d'un réseau national de surveillance du pergélisol à titre de participation du Canada au Réseau mondial de surveillance terrestre du pergélisol (GTN-P).	Établissement des protocoles d'une base de données nationale pour la surveillance du pergélisol.	Niveau de participation au réseau. Demandes de données canadiennes sur le pergélisol par le biais du site Web.
Rapport sur l'instabilité des sols en terrain pergélisolé découlant du climat dans la vallée du Mackenzie.	Données spatiales haute résolution sur la vallée du Mackenzie.	Utilisation de l'information sur le pergélisol par le secteur privé dans le cadre des décisions liées au tracé des gazoducs et oléoducs.
Base de données sur les variations géodésiques et volumétriques des glaciers repères, et rapports à l'intention des programmes internationaux de mesure du bilan de masse des glaciers.	Rapports à l'intention des programmes internationaux de surveillance du bilan de masse des glaciers dans l'Arctique et dans les montagnes de la côte Ouest.	Nombre de demandes de données pour contribuer à la surveillance du changement climatique, de la couverture glaciaire et des ressources en eau. Intérêt international pour les méthodes appliquées au Canada.

3.1 Changement climatique (suite)

Résultats attendus 1re année	Résultats attendus 2e et 3e années	Indicateurs de rendement
Compilation des données hydrogéologiques, piézométriques et climatiques (Québec, N.-B., Î.-P.-É.). Rapport sur les impacts potentiels du changement climatique sur les ressources en eau souterraine.	Livrer une base de données structurée sur les glissements de terrain / la Ville de La Baie et la Fédération canadienne des municipalités.	Attestations de la pertinence de la base de données et de son utilisation. Élaboration de nouveaux partenariats et de nouveaux projets sur le changement climatique.
Terminer le prélèvement de carottes de glace et d'échantillons de neige sur le mont Logan afin d'évaluer les changements climatiques et environnementaux passés.	Base de données sur l'analyse des carottes de glace et des échantillons de neige; rapport sur les résultats initiaux.	Collecte d'échantillons réussie.
Publications sur l'histoire climatique des calottes glaciaires circumpolaires dérivée des données sur les isotopes de l'oxygène. Publication d'une évaluation de la période de refroidissement du Dryas récent dans l'ouest de l'Arctique.	Planification de la *Third International Conference on Mars Polar Science and Exploration* qui se tiendra au Canada. Rapport sur les seuils climatiques tardiglaciaires et holocènes dans l'ouest de l'Arctique.	Niveau de financement et de participation de la communauté internationale.
Rapport préliminaire sur la surveillance sismique visant à déterminer l'efficacité des réservoirs d'hydrocarbures pour le stockage à long terme du CO_2 dans le cadre du projet d'injection de CO_2 à Weyburn. Données, cartes et rapports sur le piégeage du CO_2 par le méthane dans les couches de charbon.	Le rapport final sur la surveillance sismique visant à déterminer l'efficacité des réservoirs d'hydrocarbures pour le stockage à long terme du CO_2 dans le cadre du projet d'injection de CO_2 à Weyburn. Activité continue.	Influence canadienne sur l'élaboration de stratégies internationales en matière d'environnement. Influence canadienne sur la recherche concernant les mesures d'atténuation.
Terminer l'élaboration d'une stratégie internationale d'observation terrestre du carbone au moyen de données de télédétection. Commencer l'élaboration d'une carte de la couverture terrestre du Canada au moyen de Landsat 7.	Produire une carte de la couverture terrestre du Canada au moyen des données MODIS (résolution de 250 m). 25 % de la carte de la couverture terrestre terminée.	Production de cartes à référence spatiale du piégeage de carbone servant à prévoir l'absorption et l'émission du carbone.
Élaboration de l'ébauche d'un cadre national pour l'adaptation au changement climatique. Établissement de tous les composants du Réseau canadien de recherche sur les impacts climatiques et l'adaptation (C-CIARN).	Rapport d'étape sur la mise en œuvre du plan stratégique et les activités du bureau du C-CIARN. Rapport annuel sur le C-CIARN.	Niveau de participation des chercheurs et des intervenants au C-CIARN.
Élaborer 10 nouvelles cartes tirées d'un projet des SRN, et comptant environ 50 couches sous-jacentes, la documentation à l'appui, etc., sur les impacts du changement climatique.	Projet terminé.	But atteint.
Collaborer avec le SCF à l'intégration d'une nouvelle version du SIGRID dans l'Atlas du Canada.	Projet terminé.	Nouveau quadrillage utilisé dans l'Atlas du Canada.
Élaborer un portail Web sophistiqué pour accéder à l'information de RNCan et à l'information internationale sur le changement climatique.	Projet terminé.	Nombre d'utilisateurs du portail.
Mieux faire connaître et rendre davantage accessibles les produits, services et activités de la DLG qui contribuent au développement durable et à la protection de l'environnement.	Continuer à faire connaître le rôle de la géodésie spatiale dans la lutte contre le changement climatique et la surveillance mondiale des fluides géophysiques.	Collaboration à l'amélioration de l'infrastructure géodésique en vue d'une application à la géodynamique et à l'environnement.
Contribuer aux services géodésiques internationaux (GPS, RILB et gravimétrie) qui ont un lien avec les études sur le changement climatique.	Activité continue.	Influence du Canada sur les organismes internationaux.

3.2 Intendance de l'environnement : Connaissances géoscientifiques et géospatiales requises pour adopter des politiques environnementales et gérer les risques liés à la mise en valeur.

- Impacts du développement de l'infrastructure
- Substances anthropiques
- Surveillance de l'environnement

Résultats attendus 1re année	Résultats attendus 2e et 3e années	Indicateurs de rendement
Création d'une base de données SIG sur les propriétés géotechniques et élaboration de la version bêta du logiciel PIRAMID pour l'évaluation des risques le long des couloirs des pipelines dans le Nord.	Rapports sur les modèles de l'interaction sol-pipeline pour les sols gelés et non gelés.	Demandes de publications.
Deux rapports sur la modélisation pour évaluer les effets de l'affouillement glaciel sur l'infrastructure de la zone côtière.	Rapport sur le modèle combiné de l'interaction glace-sol-pipeline.	Application des modèles pour déterminer l'emplacement et effectuer l'entretien des pipelines ainsi que pour définir le cadre réglementaire des nouveaux pipelines.
Rapport sur les essais de méthodes de prospection sismique par flûte tractée en profondeur pour la détermination des propriétés géotechniques des couches subocéaniques dans le champ pétrolifère Hibernia.	Évaluations des méthodes sismiques pour résoudre des problèmes géotechniques subocéaniques dans le champ pétrolifère Hibernia.	Application des résultats dans le choix de l'emplacement et la conception de l'infrastructure extracôtière. Rendement du nouveau système tracté en profondeur. Adoption des méthodes par le secteur privé.
Base de données sur les analyses des polluants et des métaux à l'état de traces tirées de l'observation des calottes glaciaires de l'Arctique. Bases de données, cartes et rapports sur les études des sources naturelles et des processus de météorisation dans le cadre du Programme des métaux dans l'environnement (MEDE).	Publications sur la pollution panarctique et les 100 ans de dépôt de métaux à l'état de traces sur la calotte glaciaire Devon.	Articles acceptés par des revues scientifiques internationales. Citation des résultats dans les médias d'actualité. Réduction de la pollution générée par les centrales électriques et les fonderies, mesurée d'après les statistiques de surveillance industrielle.
Publication sur l'impact environnemental des émissions de fonderie dans la baie des Chaleurs.	Publications concernant les études menées sur les émissions des centrales électriques et des fonderies de Sheerness et de Trail.	Influence des données de la recherche, mesurée d'après les citations, les ventes et la participation aux ateliers.
Examens techniques et conseils en matière d'évaluation des répercussions environnementales, en vertu de la LCEE.	Examens techniques et conseils en matière d'évaluation des répercussions environnementales, en vertu de la LCEE.	Confiance continue en la CGC pour l'examen des évaluations des répercussions environnementales.
Surveillance des changements environnementaux : étude des sédiments lacustres dans les T.N.-O. afin d'évaluer les variations de l'acidité des plans d'eau; étude du transport des sédiments sur le banc de l'île de Sable; étude des résidus marins, à Terre-Neuve.	Rapport sur l'origine du pergélisol profond, dans la mer de Beaufort.	Augmentation du contenu géoscientifique des évaluations. Niveau de sensibilisation du public quant aux questions de fragilité de l'environnement local.

3.2 Intendance de l'environnement (suite)

Résultats attendus 1re année	Résultats attendus 2e et 3e années	Indicateurs de rendement
Publications et cartes connexes qui établissent les effets de la météorisation sur les métaux et qui distinguent entre les sources naturelles et anthropiques de métaux dans l'environnement (MEDE).	Publications et cartes connexes qui établissent les effets de la météorisation sur les métaux et qui distinguent entre les sources naturelles et anthropiques de métaux dans l'environnement (MEDE).	Achèvement des projets MEDE et production des rapports dans les délais prévus. Demandes de publications et de données.
Étude de faisabilité d'une méthodologie permettant de distinguer la pollution de source diffuse (industrielle et urbaine) dans le nord du Québec.	Élaborer la méthodologie applicable à l'étude de la pollution de source diffuse.	Utilisation de la méthodologie à la problématique de la pollution de source diffuse.
Déterminer les concentrations naturelles de métaux pouvant être toxiques (mercure) et évaluer le processus naturel menant à leur toxicité.	Cartes des régions où les concentrations des métaux sont anomales.	Nombre de cartes vendues et de demandes de renseignements reçues.
Mettre au point une méthode de détection des changements en vue de l'évaluation des répercussions environnementales à partir des connaissances traditionnelles et des sciences modernes. Surveiller les régions du Labrador où sont prévus d'importants travaux d'aménagement.	Maintenir les liens avec les peuples autochtones et les partenaires. Produire un plan stratégique pour la surveillance de nouveaux projets d'aménagement qui soulèvent des questions relativement aux Autochtones et à l'environnement dans les régions nordiques.	Méthodologies utilisées pour la surveillance.
Élaborer un projet économique fondé sur les ressources naturelles en collaboration avec les Innus afin de transférer des technologies de télédétection à des fins d'écotourisme et de création d'emplois.	Déterminer les indicateurs écologiques du paysage qui quantifient les changements environnementaux, et élaborer une stratégie d'utilisation de la télédétection pour la surveillance de la qualité et de la quantité des eaux de surface.	Augmentation de revenus tirés de l'écotourisme.
Créer un projet de démonstration en collaboration avec l'industrie de la géomatique et les sociétés de gazoducs afin d'appliquer la télédétection aux régions nordiques.	Création de produits plus sophistiqués destinés à l'industrie pétrolière et gazière pour leurs activités liées à l'évaluation environnementale.	Technologie adoptée par les sociétés de gazoducs. Disponibilité de produits de la télédétection adaptés à l'évaluation environnementale.

But 4 de RNCan : Contribuer à la sûreté et à la sécurité des Canadiens.

But 4 du SST : Fournir des connaissances géospatiales et géoscientifiques contribuant à la sûreté et à la sécurité économique des Canadiens.

Secteur des sciences de la Terre
Crédits par objectif (en milliers de dollars)

But 4 du SST	2001 2002	2002 2003	2003 2004
4.1 Risques naturels et urgences	11 456	10 220	10 221
4.2 Traité d'interdiction complète des essais nucléaires	482	482	482
4.3 Frontières et limites	1 004	1 005	1 005
4.4 Droits fonciers et arpentage	3 473	3 473	3 473
4.5 Navigation	2 116	2 117	2 117
Total	**18 531**	**17 297**	**17 298**

4.1 Risques naturels et urgences : Fournir des données, des renseignements et des conseils qui font autorité de même que du soutien à tous ceux qui sont chargés d'éviter et d'atténuer les effets des urgences et des désastres liés à des risques naturels, ou d'intervenir dans ces cas.

- Préparation en cas d'urgence
- Nature des phénomènes terrestres
- Réseau mondial d'information sur les désastres

Résultats attendus 1re année	Résultats attendus 2e et 3e années	Indicateurs de rendement
Doter le Canada d'un service de cartographie d'urgence conformément au Manuel de cartographie d'urgence du Canada.	Activité continue.	Temps de réponse lors des urgences réelles et simulées.
Planifier la modernisation de la cartographie d'urgence et obtenir le soutien des partenaires.	Commencer à moderniser la cartographie d'urgence.	Décision quant aux niveaux de service et de financement. Niveaux de service approuvés atteints dans les limites des budgets. Temps d'arrêt minimal des stations et des fonctions de transmission des données.
Détermination des épicentres et de la magnitude des tremblements de terre qui sont ressentis au Canada.	Activité continue.	Temps requis pour le repérage, la caractérisation et la communication des tremblements de terre importants.
Publication de communiqués de presse sur les tremblements de terre qui sont ressentis au Canada; système automatique pour alerter les services publics et les clients du secteur des transports; fournir de l'information aux médias, au public et à l'industrie.	Activité continue.	Nombre d'alertes Autoloc réussies. Utilisation accrue du site Web sur les risques naturels par la clientèle professionnelle et le grand public.
Information sur la réaction sismique du sol pour le Code national du bâtiment (CNBC).	5e génération de la carte de risque sismique du Canada fondée sur le CNBC de 2003. Modèle amélioré et mis à jour des données sismiques jusqu'à la modification du CNBC en 2009.	Attestation des données sismiques du CNBC par le Comité national canadien de génie sismique.
Prévisions horaires de l'activité magnétique, nuit et jour, 7 jours sur 7. Données sur le champ magnétique disponibles en temps quasi réel nuit et jour, 7 jours sur 7.	Activité continue.	Utilisation du site Web pour les prévisions et les données téléchargeables.
Deuxième phase du prototype du système de prévision des CICG (courants induits sous l'action d'un champ géomagnétique).	Système de prévision des CICG en marche.	Appui de la part des sociétés de gazoducs et des services publics pour la recherche sur les CICG.
Directions magnétiques exactes et à jour.	Directions magnétiques exactes et à jour.	Nombre de demandes d'information sur les directions magnétiques.
Aider les industries canadiennes à renforcer leur capacité d'interpréter les images satellitaires obtenues en vertu de la charte internationale pour la gestion des catastrophes signée par les agences spatiales.	Projet terminé.	Capacité d'analyse accrue au Canada.
Ébauche de rapport sur l'évaluation nationale des risques géologiques (volcaniques, sismiques, géomagnétiques, glissements de terrains et inondations).	Rapport final sur l'évaluation nationale des risques géologiques (volcaniques, sismiques, géomagnétiques, glissements de terrains et inondations).	Demandes des organismes d'intervention d'urgence fédéraux et provinciaux relativement à la participation à l'élaboration d'un plan d'action public sur les risques.

4.1 Risques naturels et urgences (suite)

Résultats attendus 1re année	Résultats attendus 2e et 3e années	Indicateurs de rendement
Bases de données nationale sur les lieux des glissements de terrain et les cartes des risques de glissements de terrain.	Rapport sur l'évaluation nationale des risques de glissements de terrain; carte des glissements de terrain à l'échelle nationale. Cartes d'évaluation des risques à l'échelle régionale pour le sud de la Cordillère, les basses terres du Saint Laurent et la vallée du Mackenzie. Études de cas portant sur des régions à risque au Canada et à l'étranger.	Lancement du programme national de réduction des pertes dues aux glissements de terrain. Nombre de demandes de cartes et de bases de données publiées et en ligne.
Raffiner les modèles des processus de glissement de terrain pour atténuer les risques associés à ce phénomène au Canada.	Application de méthodes géophysiques à faible profondeur pour déterminer les propriétés du sol à d'autres endroits propices à des tremblements de terre.	Nombre de demandes d'avis d'expert sur les risques géologiques relativement à la mise en valeur des ressources.
Rapport préliminaire sur les glissements de terrain et autres risques naturels dans la région du Projet de l'avant pays central du CARTNAT, en Alberta. Rapport sur le rôle de la géométrie des bassins et des propriétés des sols lâches dans l'augmentation des risques de glissements de terrain causés par des tremblements de terre.	Rapport final sur les glissements de terrain et autres risques naturels dans la région du Projet de l'avant pays central du CARTNAT, en Alberta.	Nombre d'études appliquant ces techniques à l'évaluation des risques.
Intégration des données provenant de l'Ontario, et publication de 6 cartes sur les coulées argileuses dans l'Est du Canada.	Bulletin sur les risques de glissements de terrain dans l'Est du Canada.	Élaboration de nouveaux projets et partenariats sur les glissements de terrain.
Utiliser le réseau des stations GPS de la côte Ouest afin de surveiller les mouvements continus de la croûte terrestre et le risque sismique dans la zone de subduction de Cascadia.	Utilisation du réseau de stations GPS de la côte Ouest. Levés de nivellement à haute résolution dans le centre de l'île de Vancouver.	Utilisation des estimations GPS dans les modèles de déformation tectonique. Utilisation des positions par les sociétés d'arpentage.
Modèles de contraintes bidimensionnels pour le sud ouest de la C. B. afin de comprendre le champ de contraintes tectoniques responsable du mégachevauchement et des tremblements de terre sur la côte Ouest.	Catalogue des mécanismes au foyer des tremblements de terre de la côte Ouest.	Cartes améliorées du risque sismique dans la zone de subduction de Cascadia.
Publication des résultats de l'imagerie radar satellitaire.	Publier les résultats de l'intégration des données GPS, InSAR et de gravimétrie absolue.	Utilisation des estimations du relèvement postglaciaire pour la modélisation des calottes glaciaires et les applications GPS.
Publication des résultats des modèles du relèvement postglaciaire pour la zone de Cascadia, afin de déterminer quelle proportion de la déformation crustale est causée par la déglaciation.	Publication de données améliorées sur les variations du niveau de la mer dans le sud ouest de la C. B., afin de déterminer quelle proportion de la déformation de la croûte est attribuable aux variations du niveau de la mer.	Données améliorées fournies aux organismes d'intervention d'urgence.
Installation d'observatoires géophysiques (jusqu'à 30) du réseau POLARIS.	Installation d'observatoires géophysiques (jusqu'à 24) du réseau POLARIS.	Meilleures données fournies aux organismes d'intervention d'urgence.
Livrer les produits scientifiques prévus au projet GEOIDE risques.		

4.1 Risques naturels et urgences (suite)

Résultats attendus 1re année	Résultats attendus 2e et 3e années	Indicateurs de rendement
Déploiement des instruments d'observation CORK dans la zone de subduction de Nankai (NSZ), le rift du Costa Rica et l'avant arc des Mariannes. Produire un article synthèse sur le déploiement des instruments CORK sur la dorsale Juan de Fuca.	Rapport sur les données CORK pour la zone de subduction de Nankai (NSZ), le rift du Costa Rica et l'avant arc des Mariannes. Publication de la monographie de l'AGU, intitulée *Hydrogeology of Oceanic Crust*.	Utilisation des instruments par le milieu scientifique.
Publier une carte et une interprétation de la cartographie multifaisceaux du bassin Georgia. Publier des analyses sur les études des paléocrues de la rivière Rouge.	Rapports synthèses sur la géologie et la stabilité du fonds marin du bassin Georgia. Rapport final sur le programme de protection contre les inondations de la rivière Rouge.	Utilisation de l'information géoscientifique dans les décisions sur l'aménagement des zones côtières et littorales. Utilisation de l'information géologique pour la conception de mesures d'atténuation et de protection contre les inondations le long de la rivière Rouge.
Directions magnétiques précises pour les produits de navigation fournis par les centres mondiaux de données et INTERMAGNET.	Directions magnétiques précises pour les produits de navigation fournis par les centres mondiaux de données et INTERMAGNET.	Interruption minimale de la transmission des données.
Documenter le rôle de la Commission géologique du Canada (CGC) dans le Programme d'intervention fédéral en cas d'urgence nucléaire (PIFUN).	Participation aux simulations et autres activités du PIFUN, le cas échéant.	La CGC est appelée à participer aux activités du PIFUN.
Poursuivre l'élaboration d'un système mobile terrestre de gammamétrie en vue des interventions d'urgence.	Élaboration en cours des moyens d'intervention mobiles.	Système adopté et utilisé par les organismes d'intervention d'urgence.
Participation aux exercices d'urgence du groupe de travail interorganismes sur le risque associé aux cendres volcaniques.	Mise à jour annuelle des procédures d'urgence et participation aux simulations.	Temps requis pour prévenir les lignes aériennes et pour l'organisation des mesures d'urgence relativement au risque associé aux cendres volcaniques.
Analyser et appliquer des techniques géodésiques de précision (RILB, GPS, gravimétrie) dans les études de la dynamique globale et crustale (CGC/DLG).	Réseau amélioré de surveillance des risques naturels.	Information au sujet de l'utilisation des cadres de référence spatiale pour la surveillance des processus géodynamiques.
Présenter à la communauté internationale la première version de la partie canadienne de la Carte du monde. Proposer que la Couronne renonce aux droits d'auteur sur ce jeu de données. Recentrer le programme d'hydrologie sur l'intégration des données pour la prévision des inondations dans le bassin de la rivière Rouge. Participer au plan d'action de la rivière Rouge, en fournissant des bases de données géospatiales pertinentes.	Activité continue.	Pour la première fois, les données de base canadiennes cadreront avec le système international.

4.2 Traité d'interdiction complète des essais nucléaires : S'acquitter des responsabilités de surveillance du Canada aux termes du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires.

- Surveillance et communication des événements sismiques

Résultats attendus 1re année	Résultats attendus 2e et 3e années	Indicateurs de rendement
Exploiter les installations canadiennes de détection sismique et infrasonore du Canada dans le cadre du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires.	Exploiter les installations canadiennes de détection sismique, infrasonore et hydroacoustique du Canada dans le cadre du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires.	Interruption minimale du fonctionnement des observatoires.
Installation du réseau hydroacoustique dans les îles de la Reine Charlotte.	Données transmises et incorporées dans la base de données du réseau mondial de surveillance de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (CTBTO), à Vienne.	Stations de surveillance certifiées conformes aux normes internationales dans le cadre du CTBTO.
Données transmises et incorporées dans la base de données du réseau mondial de surveillance de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (CTBTO), à Vienne.	Activité continue.	Interruption minimale de la transmission des données.

4.3 Frontières et limites : En partenariat avec la section américaine de la Commission de la frontière internationale, maintenir une ligne de frontière effective entre le Canada et les États-Unis, conformément aux traités internationaux. Définir les limites provinciales, territoriales et fédérales du Canada ainsi que les frontières extracôtières internationales.

- Frontière canado-américaine
- Limites de circonscriptions électorales
- Limites provinciales et territoriales
- Frontières maritimes et levés géoscientifiques

Résultats attendus 1re année	Résultats attendus 2e et 3e années	Indicateurs de rendement
Assurer l'inspection et l'entretien de la frontière, ce qui signifie notamment dégager une percée sur 50 km, inspecter 300 bornes, réparer 50 bornes, inspecter 50 stations de contrôle, établir 10 nouvelles stations de contrôle et déterminer 75 points de contrôle au moyen du GPS.	Les objectifs annuels sont déterminés en partenariat avec la section américaine de la Commission de la frontière internationale.	Objectifs annuels atteints. Satisfaction des intervenants, telle que mesurée par les sondages biennaux de la DLO. Résolution de tous les problèmes liés à la frontière.
Services techniques offerts sur demande.	Services techniques offerts sur demande.	Services fournis à temps et sur demande. Satisfaction de la clientèle, telle que mesurée par les sondages biennaux de la DLO.
Réunion et résolution des problèmes, sur demande. Proposer une nouvelle législation pour résoudre le différend au sujet de la limite provinciale entre l'Alberta et la Colombie-Britannique.	Réunion et résolution des problèmes, sur demande.	Satisfaction de la clientèle et des intervenants (en particulier les autres organismes gouvernementaux), telle que mesurée par les sondages biennaux de la DLO.

4.4 Droits fonciers et arpentage : Maintenir un centre national facilitant la création d'infrastructures de droits fonciers fiables et souples qui utilisent le Système d'arpentage des terres du Canada. En sa qualité d'arpenteur du gouvernement fédéral, réglementer tous les levés et gérer les programmes d'arpentage des ministères responsables des terres du Canada.

- Adapter le Système d'arpentage des terres du Canada aux besoins particuliers
- Archives d'arpentage des terres du Canada
- Système d'arpentage des terres du Canada
- Administration et gestion des terres

Résultats attendus 1re année	Résultats attendus 2e et 3e années	Indicateurs de rendement
Mettre à jour les normes d'arpentage, la documentation des levés et le *Manuel d'instructions pour l'arpentage des terres du Canada*. Assurer la sûreté des Archives d'arpentage des terres du Canada (AATC).	Activité continue. Assurer la sûreté des Archives d'arpentage des terres du Canada (AATC).	Normes largement acceptées par la clientèle et les intervenants.
Assurer le contrôle de la qualité de l'arpentage des terres du Canada et des terres privées dans les territoires du Nord.	Assurer le contrôle de la qualité de l'arpentage des terres du Canada et des terres privées dans les territoires du Nord.	Résultats du contrôle de la qualité.
Accorder des contrats au secteur privé pour la réparation des canevas, selon les ressources disponibles.	Accorder des contrats au secteur privé pour la réparation des canevas, selon les ressources disponibles.	Archives conservées selon les normes d'archivage et pouvant être produits sur demande.
	Entreprendre un processus d'analyse comparative en vue de l'examen futur du Système d'arpentage des terres du Canada (SATC).	Occupation harmonieuse des terres. Arpentage mené de manière prompte, efficace et efficiente. Satisfaction de la clientèle et des intervenants (en particulier les entrepreneurs et les autres ministères), telle que mesurée les sondages biennaux de la DLO.
Accorder au secteur privé et gérer des contrats d'arpentage d'une valeur de 2 millions de dollars.	Accorder au secteur privé des contrats d'arpentage d'une valeur de 2 millions de dollars, à la demande d'autres ministères, le cas échéant.	Satisfaction de la clientèle et des intervenants, telle que mesurée par les sondages biennaux de la DLO.
Accorder au secteur privé et gérer des contrats d'arpentage d'une valeur de 7 millions de dollars.	Accorder au secteur privé et gérer des contrats d'arpentage d'une valeur de 7 millions de dollars, selon les besoins des programmes.	Réalisation des responsabilités du gouvernement, telles que définies dans les lois de mise en œuvre. Saine gestion des finances et des contrats. Échéanciers respectés. Satisfaction de la clientèle et des intervenants, telle que mesurée par les sondages biennaux de la DLO.

4.5 Navigation : Faciliter l'accès à des cadres de référence fiables et cohérents pour le positionnement et à des cartes et publications fiables pour l'aviation.

- Produits aéronautiques
- Système canadien de référence spatiale

Résultats attendus 1re année	Résultats attendus 2e et 3e années	Indicateurs de rendement
Aux fins de sécurité et d'efficacité de l'aviation au Canada, publier les révisions des cartes aéronautiques IFR tous les 56 jours, et de 25 cartes aéronautiques VFR tous les ans.	Activité continue.	Publication des cartes aéronautiques en temps opportun. Récupération de 100 % des coûts, et satisfaction de 75 % de la clientèle. Nombre de cartes. Coût unitaire par carte. Remarque : Dans le marché libre des cartes aéronautiques, ces indicateurs de rendement normalisés représentent la contribution à la sécurité de l'aviation.
Respecter les exigences des principales ententes conclues avec le MDN, NAV CANADA, TC et la NIMA américaine.	Activité continue.	Renouvellement des accords prévoyant le récupération des coûts à 100 %.
Mettre au point et vendre les produits aéronautiques numériques nécessaires à la clientèle, récupérer les frais courants et les sommes investies.	Activité continue.	Temps requis pour récupérer les 2 millions de dollars investis dans la mise au point de produits numériques.
D'ici septembre 2001, prendre une décision concernant le renouvellement de l'entente de cartographie aéronautique conclue avec NAV CANADA.	Mise en œuvre de la décision.	Renouvellement acceptable ou élaboration d'un plan de rechange. Progrès dans la mise en œuvre de la décision approuvée.
Exploiter le système de gestion de la qualité des SAT et le maintenir au niveau de la norme ISO 9001.	Exploiter le système de gestion de la qualité des SAT et le maintenir au niveau de la norme ISO 9001.	Renouvellement de l'enregistrement ISO 9001.
S'appuyer sur le prix d'excellence de l'Institut national de la qualité 2000, pour en faire un rapport de gestion régulier.	Activité continue. Utiliser des modèles de comptabilité par activités (CPA) régulièrement mis à jour pour gérer les coûts d'exploitation.	Portée de l'application du cadre de gestion de l'INQ. Rapport de l'INQ, mars 2002. Satisfaction du personnel.
Améliorer la visibilité et l'accessibilité du Système canadien de référence spatiale (SCRS) et de la Division des levés géodésiques (DLG) en lançant des activités de promotion, en accentuant sa présence sur le Web et en améliorant l'accès aux données en ligne. Coordonner les initiatives fédérales et provinciales pour répondre aux besoins et saisir les occasions en matière d'infrastructure du SCRS.	Disponibilité continue des produits du SCRS en vue de l'intégration du SCRS dans les applications de positionnement. Activité continue surtout concentrée sur les applications du positionnement spatial.	Disponibilité du SCRS à titre de norme de référence pour l'ensemble du positionnement au Canada. Rapport sur les commentaires exprimés lors des sondages de la clientèle. Rapport sur les mesures du Comité canadien du système de référence géodésique à l'intention du Conseil canadien de géomatique.

But 5 de RNCan : Gérer le Ministère avec efficience et efficacité.

But 5 du SST : Faire en sorte que le Secteur des sciences de la Terre soit un milieu de travail progressiste, stimulant, efficace, efficient et qu'il réponde aux besoins de ses clients et des intervenants.

5.1 Leadership : Offrir de l'encadrement et exercer un leadership pour les programmes et les activités du Secteur des sciences de la Terre, afin de contribuer aux activités et politiques ministérielles et nationales concernant les besoins et les préoccupations à l'échelle nationale.

- Plan stratégique et plan d'amélioration de la gestion
- Buts et objectifs du SST
- Culture organisationnelle

Résultats attendus 1re année	Résultats attendus 2e et 3e années	Indicateurs de rendement
Appuyer la mise en œuvre du Plan stratégique et du Plan d'affaires du SST.	Activité continue.	Les plans, les rapports et la gestion du rendement du SST sont de meilleure qualité, d'après les rapports de fin d'année.
Distribuer l'accord de responsabilisation. Préparer les objectifs de travail et les plans d'apprentissage individuels. Tenir des assemblées publiques afin de communiquer les réalisations deux fois par an.	Distribution annuelle de l'accord de responsabilisation. Préparation annuelle des objectifs de travail et les plans d'apprentissage individuels. Tenue d'assemblées publiques afin de communiquer les réalisations deux fois par an.	Réalisation de l'accord de responsabilisation. Achèvement des plans de travail et d'apprentissage. Toutes les assemblées prévues ont été tenues.
Appuyer le SMA, le SMAA et la gestion supérieure du SST dans la réalisation du mandat du Secteur.	Activité continue.	Renforcer la capacité du Secteur à réaliser son mandat.
Coordonner la participation du Secteur à la préparation des documents de planification de RNCan, notamment le Rapport annuel sur le rendement (sept. 2000), le Rapport du président (sept. 2001) ainsi que le Rapport sur les plans et les priorités (fév. 2002) à l'intention du Parlement.	Activité continue.	Les documents gouvernementaux reflètent fidèlement les activités et les priorités du SST.
Formuler des commentaires et des conseils stratégiques quant aux documents de planification sectoriels (p. ex. l'aperçu stratégique destiné au Plan d'affaires du SST), et les journées de retraite des gestionnaires du SST et de RNCan.	Activité continue.	Le programme et les priorités stratégiques du SST sont arrimés à la politique du gouvernement et appuient la saine gestion.
Représenter le SST au sein de comités ministériels chargés d'examiner et de recommander des modifications relativement aux politiques et questions qui ont trait aux services communs, à l'administration et aux RH.	Participation continue à tous les comités.	Influence du SST sur les recommandations et décisions formulées par ces comités.

5.1 Leadership (suite)

Résultats attendus 1re année	Résultats attendus 2e et 3e années	Indicateurs de rendement
Assister les gestionnaires supérieurs du Secteur dans la préparation de la réponse gouvernementale aux recommandations des rapports du CEST concernant les programmes suivants : Avis scientifiques pour l'efficacité gouvernementale (ASEG), Vers l'excellence en sciences et en technologie (VEST), L'Excellence en sciences et en technologie dans la fonction publique (ESTFP) et l'examen des organismes consultatifs sur les sciences.	Activité continue.	Consensus atteint quant aux stratégies de réalisation efficace du Secteur en matière de S.T.
Voir au bon fonctionnement des Services de soutien technique sur le terrain (SSTT), du Comité des ressources humaines du Secteur, du comité directeur du Programme de perfectionnement professionnel en géomatique et du Comité des prix et de la reconnaissance.	Activité continue.	Mécanismes efficaces de planification, de coordination et de réponse aux besoins de la clientèle.
Transmettre régulièrement des comptes rendus et des directives aux membres du personnel. Tenir une réunion annuelle avec le SMAA et le personnel de la DSGA.	Information transmise régulièrement au personnel. Réunion annuelle prévue avec le SMAA.	Organisation mieux informée et contribuant à la rapidité des décisions et à l'efficacité des résultats.
Coordonner l'apport du Secteur au volet RNCan du rapport annuel sur la S.T fédérale.	Activité continue.	Le rapport sur la S.T reflète fidèlement les activités et les priorités du SST.
Acheminer tous les compte rendus du CGM et de l'EGS au personnel sur réception. Planifier une réunion annuelle de chacune des divisions avec le SMAA.	Information transmise régulièrement au personnel. Réunions annuelles prévues avec le SMAA.	Personnel informé. Réunions tenues avec le SMAA.
Soutenir le dialogue sur les sciences et les politiques du SST avec les directions et les divisions du SST concernant les grands thèmes (p. ex. les eaux souterraines, les risques naturels, etc.).	Activité continue.	Amélioration de la contribution du groupe des politiques aux programmes scientifiques, et de celle du groupe des sciences à la formulation des politiques.
Coordonner la participation bisannuelle du SST à la détermination des engagements du SST aux fins de la Stratégie de développement durable (SDD) de RNCan.	Activité continue.	Les intérêts et préoccupations du SST sont pris en compte dans la mise en œuvre de la SDD de RNCan.
Initier/coordonner la préparation des mémoires au Cabinet et des présentations au CT, et fournir en temps opportun de l'information stratégique sur des questions relevant des affaires du Cabinet et des affaires parlementaires.	Activité continue.	Production en temps opportun des documents et présentations, le contenu concernant le SST est adéquat.
Préparer et coordonner la préparation des cahiers d'information et des présentations du Secteur des sciences de la Terre à l'intention des cadres du Ministère.	Activité continue.	Satisfaction de la clientèle et des intervenants.
Informer l'EGS, les directions ou divisions et d'autres groupes du SST (p. ex. le Comité des programmes de la CGC, le Comité de direction de GC), au sujet des priorités du gouvernement et des autres ministères.	Activité continue.	Meilleurs liens entre les programmes et politiques stratégiques du SST et les politiques gouvernementales à l'appui de la saine gestion publique.
Coordonner la contribution du SST à l'examen de politiques existantes ou nouvelles concernant les eaux souterraines, les collectivités rurales et autochtones, les risques naturels, les programmes en matière de sciences et d'innovation, etc.	Activité continue.	Qualité accrue de l'information à l'appui d'un processus décisionnel éclairé.
Appuyer les initiatives en matière d'équité d'emploi et de réaménagement des horaires de travail; à cette fin, explorer les possibilités de concilier les attentes de la clientèle avec les préférences des employés.	Soutien continu des initiatives en matière d'équité d'emploi et de réaménagement des horaires de travail.	Introduction de nouveaux modes de travail qui permettent encore d'offrir à la clientèle le niveau de services attendu.

5.1 Leadership (suite)

Résultats attendus 1re année	Résultats attendus 2e et 3e années	Indicateurs de rendement
Partager les meilleures pratiques avec d'autres groupes qui exercent des activités semblables au sein d'une même division ou à l'extérieur de celle-ci.	Communication et mise en œuvre des meilleures pratiques.	Mise en œuvre des meilleures pratiques.
Souligner les efforts du personnel au moyen du programme des primes et de la reconnaissance du Secteur.	Participation au programme des primes et de la reconnaissance.	Nombre de primes offertes.

5.2 Ressources humaines : Favoriser un milieu de travail qui incite les employés du SST à s'épanouir, à participer aux processus décisionnels et à atteindre les buts et objectifs du Secteur.

- La stratégie des 3R
- Programme d'échanges en sciences et en technologie (ProgrEST)
- Sondages auprès des employés

Résultats attendus 1re année	Résultats attendus 2e et 3e années	Indicateurs de rendement
Examiner l'ensemble des compétences du personnel de la Division de l'information du SST à la lumière des orientations stratégiques de cette division. Examiner la valeur relative des postes et poursuivre l'élaboration et la mise en œuvre des plans d'apprentissage.	Établir régulièrement des plans d'apprentissage.	Commentaires du personnel. Plans d'apprentissage efficaces mis en place.
Repérer les synergies en vue d'améliorer les services à la clientèle.	Activité continue.	Création d'une équipe efficace fortement axée sur la clientèle et offrant un excellent service.
Élaborer et mettre en oeuvre des systèmes et processus de formation et de perfectionnement afin de promouvoir l'émergence d'un milieu stimulant pour l'apprentissage, de répondre aux besoins opérationnels et de combler les lacunes.	Mise en oeuvre de systèmes de façon continue.	Mise en oeuvre de plans d'apprentissage pour chaque division, dont les résultats sont évalués et communiqués.
Coordonner, soutenir et évaluer la Stratégie de recrutement, de rétention et de renouvellement des ressources humaines du SST, qui comprend : un objectif de recrutement de 2 %; des programmes de perfectionnement des gestionnaires; un programme de mentorat et d'encadrement; un questionnaire de fin d'emploi; des profils de compétences en sciences et en technologie (S-T) et la Stratégie canadienne pour l'égalité des chances – Aide aux étudiants diplômés.	Évaluation continue des programmes.	Les gestionnaires ont recours à la stratégie à titre d'outil de gestion et de planification de leurs activités en matière de ressources humaines.
Coordonner et appuyer la mise en œuvre des plans de ressources humaines du Secteur. Évaluer et communiquer les résultats en ce qui a trait aux langues officielles, à l'équité en matière d'emploi, à la formation et à la démographie.	Examen annuel des réalisations en regard des objectifs.	Mise en œuvre des plans et préparation de rapports statistiques sur les progrès réalisés. Information utilisée dans le cadre du processus de planification annuel. La formation correspond aux besoins en matière d'activités et aux objectifs du Secteur.
Mettre en œuvre la Norme générale de classification (NGC).	Activité continue.	Postes convertis sans trop de griefs.
Préparer les rapports démographiques du Secteur afin d'aider les gestionnaires dans leurs activités de planification des RH.	Activité continue.	Information utilisée dans le cadre du processus de planification annuel.

5.2 Ressources humaines (suite)

Résultats attendus 1re année	Résultats attendus 2e et 3e années	Indicateurs de rendement
Poursuivre la promotion du ProgrEST, du PPPG, du Programme des bénévoles, et du Programme de stages en S-T au moyen du site Web Intercom, de la documentation envoyée aux partenaires, de présentations aux établissements d'enseignement et de la participation aux activités de l'Année du bénévolat.	Poursuite des résultats attendus de la 1re année.	Partenariat et collaboration accrus.
Mener un sondage auprès du personnel du SST et y donner suite en dressant un plan d'action axé sur les préoccupations exprimées. Mettre en œuvre les recommandations en temps opportun.	Mise en œuvre continue des résultats.	Meilleur dialogue avec le personnel.
Concevoir des plans d'équité en matière d'emploi à court et à long terme afin de s'adapter à la disponibilité locale de la main-d'œuvre appartenant aux groupes sous représentés pour combler les postes vacants appropriés.	Activité continue.	Atteinte des objectifs en matière de DMT à l'appui de la diversité de l'effectif et de la recherche du perfectionnement durable.

5.3 Clients et intervenants : Continuer d'harmoniser les produits et les services du Secteur des sciences de la Terre avec les besoins et les attentes des clients et des intervenants, s'il y a lieu et dans la mesure du possible.

- Systèmes de qualité
- Établissement de réseaux avec les intervenants
- Participation aux activités nationales et internationales
- Accès à l'infrastructure d'information du SST
- Communications stratégiques

Résultats attendus 1re année	Résultats attendus 2e et 3e années	Indicateurs de rendement
Examiner tous les protocoles d'entente du Secteur afin de vérifier l'objectif de chacun des niveaux d'activités et les avantages réels pour chacune des parties.	Réviser les lignes directrices du SST en matière de protocole d'entente.	Protocoles d'entente reflétant l'orientation stratégique du Secteur et procurant des avantages appréciables aux parties.
Mener des sondages auprès de la clientèle et mettre en œuvre un suivi statistique plus complet et plus efficace en ce qui a trait aux applications réseau, aux attentes des clients, etc. : CIST – clientèle interne du SST dans la RCN et les autres régions; Librairie de la CGC – clients du service en ligne; Géoinformatique – clientèle du service de dépannage.	Sondages auprès de la clientèle – Services cartographiques. Services de rédaction-révision.	Les commentaires ont été reçus et examinés et, s'il y a lieu, on y a donné suite. Meilleur service à la clientèle. Meilleure évaluation de l'information et des services Internet et intranet.
Le CIST doit mener un sondage sur la satisfaction de la clientèle afin d'évaluer l'impact des redevances sur les services de fourniture de documents.	Autres sondages sur des services précis.	Utilisation des recommandations issues du sondage.
Communiquer les normes du Secteur en ce qui concerne les sondages par le Web et les outils de mise à jour des sites Web.	Activité continue par le biais de divers moyens de communication.	Normes Web utilisées dans tout le Secteur.
Mettre en œuvre les nouvelles normes ISO 9001 au sein des services cartographiques d'Info SST.	Étendre les initiatives ISO.	Accréditation ISO obtenue.
Examiner et maintenir les normes régissant les niveaux de service.	Tous les ans.	Suite donnée au sondage de la clientèle et correctifs apportés au besoin.

5.3 Clients et intervenants (suite)

Résultats attendus 1re année	Résultats attendus 2e et 3e années	Indicateurs de rendement
Faciliter la création de formules de collaboration dans le cadre des activités fédérales, provinciales et territoriales en matière de géomatique et de géologie.	Activité continue.	Collaboration accrue avec les partenaires provinciaux.
Assurer la liaison avec les intervenants, les organismes et les conseils consultatifs, et coordonner les initiatives du SST et des partenaires, notamment la prestation des services de secrétariat aux conseils consultatifs et le soutien en vue des réunions et conférences des comités nationaux, tels que le CCNMST, le COCG et la CMM.	Activité continue.	Collaboration plus étroite avec les intervenants à la planification et à la fourniture coordonnée des produits et services en temps opportun.
Visiter les bureaux du SST situés à l'extérieur de la RCN afin de rencontrer le personnel des régions pour discuter des priorités et des problèmes actuels, et encourager les employés des régions à rendre visite à la DPPC.	Activité continue.	Collaboration plus étroite avec les intervenants à la planification et à la fourniture coordonnée des produits et services en temps opportun.
Obtenir l'accréditation ISO 9000 pour les services financiers et administratifs offerts par la DGSA au SST.	Préparer un manuel des services financiers et administratifs. Prendre les dispositions nécessaires à l'audit préliminaire et à l'accréditation finale de la DGSA.	Satisfaction de la clientèle. Conformité avec les normes. Utilisation de rapports de non conformité.
Poursuite des pratiques ISO au sein des SSTT.	Examen des indicateurs et des normes de rendement.	Réduction du temps nécessaire aux processus. Demandes traitées rapidement et efficacement.
Redéfinir les normes de services et d'évaluation du rendement et en informer la clientèle.	Amélioration des procédures.	Les normes d'évaluation du rendement sont améliorées. Les procédures sont présentées sous forme graphique.
Coordonner les activités du comité consultatif des Services de soutien technique sur le terrain (SSTT) en consultation avec les représentants des divisions, en vue de déterminer les exigences en matières de travaux sur le terrain de manière à respecter les plans et les attentes de la clientèle.	Rencontrer les représentants des divisions pour discuter avec eux des questions et préoccupations soulevées par les activités sur le terrain, et pour leur communiquer ce à quoi la clientèle peut s'attendre de la part des SSTT.	Les services doivent répondre ou dépasser les attentes de la clientèle.
Mener un sondage auprès de la clientèle de la DGSA, préparer un plan d'action pour la mise en œuvre des recommandations, et apporter les correctifs ou les améliorations nécessaires aux services.	Poursuivre l'évaluation des progrès dans la mise en œuvre des recommandations.	Meilleur service à la clientèle. Meilleur dialogue avec la clientèle ou les fournisseurs de services.

5.4 Fournisseurs et partenaires : Établir des relations avec les fournisseurs, les partenaires et renforcer l'effet de levier.

- Créer des partenariats
- Accès des utilisateurs à l'information et aux services
- Accès aux installations
- Relations avec les fournisseurs

Résultats attendus 1re année	Résultats attendus 2e et 3e années	Indicateurs de rendement
Élaboration continue de licences communes pour l'utilisation des services et des produits d'information.	Activité continue.	Grande disponibilité des documents à RNCan et prix avantageux des achats en volume.
Participation à des initiatives de collaboration au sein des milieux d'information, en vue de négocier des ententes avec les fournisseurs et, ainsi, de bénéficier d'une réduction des coûts et d'autres avantages.	Activité continue.	Meilleurs prix pour les fournitures et services.
Élaborer et maintenir des partenariats en vue d'améliorer les collections ou les services tout en diminuant le chevauchement. Par exemple : Modifier le PE entre Info SST et la Direction des services cartographiques du SST afin de fournir un accès d'urgence aux cartes topographiques nationales du Canada conservées dans la collection de cartes du CIST. PE avec le Programme des services de dépôt afin de rendre les publications de la CGC accessibles aux partenaires d'échange du CIST.	Mise à jour continuelle de la collection de cartes du SNRC conservée au CIST, afin d'assurer une intervention efficace en cas de situation d'urgence.	Le personnel de la DSC a accès à la collection jour et nuit, toute l'année, en cas d'urgence.
Contribuer aux efforts de collaboration nationaux et internationaux en vue de préserver la littérature géoscientifique et d'y accéder ; diriger l'élaboration du plan de conservation à long terme de la littérature géoscientifique en Amérique du Nord, dans le cadre du travail du comité de préservation géoscientifique de la *Geoscience Information Society*.	Les activités de conservation permettent d'assurer la disponibilité continue de la documentation géoscientifique.	Adoption d'un plan de conservation à long terme de la littérature géoscientifique en Amérique du Nord.
Le CIST doit mettre en place des mesures de recouvrement des redevances et conseiller d'autres bibliothèques fédérales quant à leur mise en œuvre.	Projet terminé.	Revenus tirés des redevances.
Assurer un rôle de liaison et de coordination dans le choix des principaux ministères et organismes centraux à réunir afin de discuter de préoccupations communes.	Activité continue.	Amélioration du partenariat et du processus décisionnel au sein de l'administration fédérale. Renforcement des relations du SST avec les autres ministères fédéraux.
Clarifier les rôles et les responsabilités du personnel de l'administration, des finances et des ressources humaines de la DSGA afin d'éviter les dédoublements et d'optimiser l'efficience. Dresser la liste des rôles et des responsabilités ainsi définies et la communiquer à la clientèle et aux fournisseurs de services. Examiner l'étude du Secteur des services intégrés (SSI) portant sur les services offerts.	Examen et suivi des responsabilités établies. Examen et suivi des recommandations.	Rôles et responsabilités clarifiées. Satisfaction de la clientèle. Économies et processus rationalisés.

5.4 Fournisseurs et partenaires (suite)

Résultats attendus 1re année	Résultats attendus 2e et 3e années	Indicateurs de rendement
Entretien du site Web de la DSGA, en particulier Intercom. Alignement des processus du Secteur avec les initiatives ministérielles pour atteindre les objectifs de Gouvernement en direct (GED) et de RNCan en direct.	Poursuite des mêmes activités.	Amélioration des moyens d'accès à l'information pour la clientèle. Amélioration de la communication.
Continuer à renforcer les partenariats dans le cadre du ProgrEST, du PPPG et du Programme de stages en S-T.	Continuer à renforcer les partenariats dans le cadre du ProgrEST, du PPPG et du Programme de stages en S-T.	Amélioration des partenariats et de la collaboration avec des sources de financement externes.
Élaborer et mettre en œuvre, en consultation, un plan de croissance du SST selon un échéancier établi pour l'ensemble de l'organisation.	Activité continue.	Configuration améliorée et modernisation de l'espace à bureaux.

5.5 Planification : Harmoniser les activités et pratiques de planification du Secteur des sciences de la Terre pour ses programmes et leur exécution avec ses buts et priorités stratégiques.

- Planification des activités
- Système de projets sectoriels (SPS) à base de propositions
- Normes de gestion de projets

Résultats attendus 1re année	Résultats attendus 2e et 3e années	Indicateurs de rendement
Préparation des plans d'affaires du Secteur et des divisions.	Préparation annuelle des plans d'affaires.	Plans d'affaires fournis en temps opportun.
Entreprendre une évaluation des progrès accomplis dans la mise en œuvre du Plan stratégique du SST. Mettre en œuvre le processus de planification des activités, notamment le nouveau modèle de planification des activités du Secteur.	Projet terminé.	Responsabilisation accrue de la direction. Plan d'affaires utilisé comme outil de gestion pour susciter le changement.
Promouvoir la mise en œuvre complète du Système de projets sectoriels (SPS) afin d'appuyer la gestion et la communication des projets.	Mises à niveau du SPS en fonction des exigences de la clientèle.	Acceptation du SPS par les utilisateurs.
Faciliter la mise en œuvre des critères de gestion de projets à l'échelle du Secteur.	Activité continue.	Meilleures pratiques de gestion de projets à l'échelle du SST.

5.6 Gestion des processus : Améliorer l'efficacité et l'efficience de l'administration et des processus pour l'exécution des programmes et la fourniture des produits et services.

- Modernisation de la fonction de contrôleur
- Uniformiser les pratiques commerciales dans tout le Secteur
- Gestion du Fonds renouvelable
- Tendances et possibilités

Résultats attendus 1re année	Résultats attendus 2e et 3e années	Indicateurs de rendement
Poursuivre les pratiques liées à la modernisation de la fonction de contrôleur et à la Stratégie d'information financière (SIF) en collaboration avec le SSI.	Pratiques identiques.	Mise en œuvre dans tous les secteurs.
Préparer les documents d'information destinés au public, notamment le Bulletin sur les occasions d'affaires et la liste des prix du SST.	Activité continue.	Documents préparés et mis à la disposition du public.
Obtenir l'accréditation ISO 9000 pour les services financiers et administratifs de la DSGA. Poursuite des pratiques ISO au sein des SSTT. Intégration des procédures ISO dans les pratiques d'affaires des clients. Redéfinir les normes de service et de mesure du rendement et en informer la clientèle.	Amélioration continue des procédures. Examen des indicateurs et des normes de rendement. Évaluation du projet pilote sur le système de gestion électronique de documents (SGED), dont l'objectif final est de créer un système de gestion de l'information sur les documents, dans les autres bureaux régionaux et dans ceux de la RCN.	Satisfaction de la clientèle. Échantillonnage statistique. Rapports de non conformité. Processus moins longs. Demandes traitées rapidement et efficacement. Pratiques commerciales uniformes.
Mettre en œuvre une nouvelle méthode d'achat en collaboration avec le SSI. Mettre à niveau le système d'inventaire des SSTT afin de le rendre compatible avec la technologie Internet.	Achèvement et installation d'un système intégré de gestion des documents au sein du SST.	La saisie de la documentation devient plus transparente et se fait d'une manière plus compréhensible et commode pour la reddition des comptes.
Appuyer la gestion financière du Fonds renouvelable (FR).	Activité continue.	Un FR bien géré. Reconnaissance de l'expertise interne.
Poursuivre l'entretien du Module de gestion des actifs à l'échelle nationale. Aider les utilisateurs à s'adapter aux processus et aux possibilités afin que le Module devienne un outil capable d'harmoniser les opérations des divisions avec le PILT, la SIF, le Plan stratégique et d'autres systèmes. Optimisation du processus d'élimination à l'échelle nationale afin d'assurer une meilleure gestion des actifs.	Activité continue.	Distribution des biens plus équitable.
Coordination de la mise en œuvre et de l'intégration progressive de la gestion électronique des dossiers au sein du SST. À cette fin, harmoniser le système de classification par sujets avec le Système de classification fondé sur la fonction (Archives nationales); installer le système, coordonner et animer la formation et les séances d'information. Essai pilote de mise en œuvre du Système de gestion électronique de documents (SGED) actuellement en cours à Sherbrooke.	Activité continue.	Capacité de gestion des dossiers modernisée et à la fine pointe de la technologie.
Mise en œuvre des politiques et lignes directrices de RNCan en matière d'aménagement de l'espace au sein du Secteur pour s'adapter à la croissance.	Activité continue.	Distribution équitable de l'espace à bureau.

5.7 Rapport sur le rendement : Rendre compte, dans des rapports destinés à tous les clients, du rendement dans l'exécution des programmes et la fourniture des produits et services, en vue de les améliorer constamment.

- Examens internes et externes
- Études sur les retombées

Résultats attendus 1re année	Résultats attendus 2e et 3e années	Indicateurs de rendement
Mener des évaluations de santé et sécurité au travail au sein des équipes sur le terrain, comprenant des visites sur place en compagnie de trois représentants du SST, et rédiger un rapport.	Examens de suivi. Vérifier la mise en œuvre des recommandations auprès des chefs des équipes sur le terrain. Remplir et distribuer des rapports de suivi.	Santé et sécurité au travail accrues, par suite de la mise en œuvre des recommandations.
Communiquer la directive ministérielle sur l'analyse des risques liées aux tâches et aider à sa mise en œuvre; à cette fin, coordonner la formation de tous les superviseurs et contribuer au processus d'évaluation pour veiller à ce que toutes les tâches délicates soient évaluées.	Activité continue.	Environnement de travail plus sûr et diminution des blessures.
Formation des gestionnaires, des superviseurs et des membres des comités sur les modifications apportées au Code canadien du travail, Partie II.	Activité continue.	Connaissance du Code canadien du travail, Partie II.
Procéder à l'évaluation des menaces à la sécurité dans les opérations du SST.	Poursuite des évaluations.	Pratiques de sécurité accrues.
Faire rapport annuellement sur les activités de formation de toutes les divisions du SST, afin de veiller à ce que le Secteur dispose en permanence des connaissances et des compétences nécessaires pour atteindre ses objectifs.	Activité annuelle.	Formation arrimée aux priorités de l'organisme.
Répondre à toutes les demandes d'accès à l'information et de protection des renseignements personnels du Secteur à l'échelle nationale. Rédiger et remettre à la haute direction un rapport sur l'AIPRP du Secteur.	Activité continue.	Pratiques de sécurité accrues. Réponses données en temps opportun aux demandes d'AIPRP. Résultats consignés dans le rapport.
Mettre en œuvre le nouveau processus de planification des activités, comprenant la préparation d'un rapport annuel du SST qui rend compte des résultats obtenus par rapport aux résultats annoncés dans le Plan d'affaires.	Rédaction d'un rapport annuel du SST qui rend compte des résultats obtenus par rapport aux résultats annoncés dans le Plan d'affaires.	Rapport annuel utilisé par les gestionnaires pour faire état des réalisations ou des changements.

4. Secteur des sciences de la Terre : Plan d'amélioration de la gestion

Le Secteur des sciences de la Terre a adopté une philosophie de gestion axée sur la qualité afin de demeurer un organisme efficace, qui cherche continuellement à fournir d'excellents services à ses clients et un meilleur milieu de travail à tous ses employés, de même qu'à optimiser l'utilisation des ressources que les contribuables canadiens mettent à sa disposition. Conformément à cette philosophie, le Secteur a adopté les principes de gestion suivants :

- la focalisation des efforts sur le client;
- le leadership par l'engagement et l'exemple;
- la collaboration, le travail d'équipe et le partenariat;
- le respect de la personne et l'encouragement au développement du plein potentiel de chacun;
- la reconnaissance de l'importance de la contribution de chacun;
- une stratégie axée sur les processus et fondée sur la prévention;
- l'amélioration continue des méthodes et des résultats;
- une approche de la prise de décisions basée sur les faits;
- une responsabilité envers les intervenants et la société;
- l'application des principes de modernisation de la fonction de contrôleur.

Cadre de gestion

Le Secteur a élaboré un cadre de gestion qui l'aide à maintenir et à élaborer les outils et les pratiques nécessaires pour se gérer conformément à ses principes. Établi à l'image du modèle que préconise le *Guide de la saine gestion à RNCan*, le cadre comporte les éléments principaux suivants :

- leadership et planification;
- clients et intervenants;
- amélioration des processus;
- ressources humaines;
- fournisseurs et partenaires;
- résultats et rendement du Secteur.

Plan d'amélioration de la gestion

Pour la période de planification 2001-2002, les initiatives lancées au titre du plan d'amélioration de la gestion du Secteur seront communiquées au moyen d'un site Web conçu et mis à jour par le Conseiller en gestion de la qualité.

5. Secteur des sciences de la Terre : Ressources humaines : principales initiatives

Après avoir étudié ses capacités en S-T en vue des dix prochaines années, le Secteur s'est doté d'une stratégie pour recruter, maintenir en poste et rajeunir son effectif. En voici les quatre grands axes :

- recruter de nouveaux employés, pour aider dans l'exécution des programmes actuels et futurs;
- instaurer un milieu de travail attrayant;
- offrir aux employés de l'encadrement et des outils de perfectionnement professionnel;
- tisser des partenariats avec d'autres organismes afin d'offrir de nouvelles perspectives aux employés.

Voici comment seront mis en œuvre les principaux éléments de la stratégie.

En vertu d'un plan stratégique de recrutement externe en sciences et en technologie, le SST recrutera environ 25 employés (ce qui équivaut à deux pour cent de son budget) en S-T au premier échelon, dans les douze domaines prioritaires suivants :
- expertise multidisciplinaire en géologie et en géophysique (milieu marin, substratum rocheux et matériaux superficiels);
- expertise en gîtes minéraux, surtout d'or;
- expertise en hydrogéologie;
- expertise en science et en surveillance du changement climatique;
- expertise en science des risques naturels;
- expertise en modélisation des données et en simulation;
- expertise en géochimie environnementale;
- expertise en géodésie spatiale;
- expertise permettant d'appliquer l'imagerie des données d'observation de la Terre à la cartographie;
- expertise en imagerie des données d'observation de la Terre en hyperespace spectral;
- expertise en levés officiels;
- expertise en gestion de l'information et en systèmes d'information géographique.

Le SST mettra au point un profil de compétences qui servira au processus de sélection, ce qui l'aidera à trouver des employés qui, outre leurs compétences professionnelles pertinentes, auront les qualités suivantes :
- souplesse;
- esprit d'équipe;
- esprit entrepreneurial;
- approche multidisciplinaire;
- habiletés en communication;
- compétences en technologie de l'information.

Trente pour cent des nouveaux employés seront nommés pour une période déterminée d'au moins deux ans, tandis que 70 p. 100 seront nommés pour une période indéterminée.

Diverses initiatives permettront au SST de recruter de nouveaux employés, de maintenir en poste son effectif actuel et de le renouveler :
- Le Programme de perfectionnement professionnel en géomatique (PPPG);
- Le Programme de perfectionnement professionnel (PPP);
- Le Plan de perfectionnement en gestion (PPG);
- Le Programme de partenariats de recherche du SST - Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie (CRSNG);
- Des bourses, notamment pour les Autochtones;
- Le Programme fédéral d'expérience de travail étudiant (PFETÉ).

Outre ces initiatives, le Secteur insistera davantage sur la formation permanente. Il analysera les données recueillies lors des entrevues de départ, et il adoptera un plan d'action pour donner suite aux préoccupations que les employés ont exprimées dans les sondages concernant le milieu de travail. Le SST misera davantage sur le recrutement externe et sur les programmes de stages, et il établira un plan de marketing qui comportera la conception de sites Web et de la publicité dans les journaux. Il ciblera particulièrement les campus universitaires et les associations professionnelles comme l'Association canadienne des entreprises de géomatique (ACEG).

Le PPPG comptera douze nouveaux participants par année, et il recevra du financement de Géomatique Canada, de la CGC et de dix partenaires du secteur privé et d'organismes publics. Les participants à ce programme recevront des affectations au SST, dans le secteur privé ou dans des organismes gouvernementaux.

Programme de perfectionnement professionnel

Le Programme de perfectionnement professionnel (PPP) est conçu pour donner au SST et à des organismes de l'extérieur la possibilité de réaliser des travaux de recherche conjointe, de mettre en commun leur savoir et de partager leurs coûts de fonctionnement dans le cadre de projets qui peuvent leur être mutuellement avantageux. Le principal objectif du PPP est de favoriser des alliances qui répondent aux objectifs de recherche stratégiques du SST et d'organismes de l'extérieur.

Le programme repose sur des affectations qui permettent d'élargir les compétences et l'expérience des employés qui participent à la recherche-développement dans les domaines de la géologie et de la géomatique.

Tout employé du SST nommé pour une période indéterminée peut participer au PPP. Il s'adresse également aux employés d'organisations de l'extérieur, telles que des entreprises, des associations professionnelles, des universités, des centres d'excellence, des ministères et des organismes gouvernementaux.

Le PPP met l'accent sur les priorités définies dans les plans stratégiques de la CGC, de GC et de l'ÉPCP. Les échanges d'employés entre le SST et un organisme de l'extérieur donneront aux projets une synergie à valeur ajoutée. Les buts du projet retenu et ses jalons seront définis par le SST et l'organisme extérieur qui y participe. Chaque projet du PPP doit être orienté vers la recherche et doit procurer des avantages tangibles au SST et à l'organisme extérieur.

Chaque projet sera régi par une entente négociée qui précisera les obligations et les attentes de chaque partie, de même que la manière dont les résultats seront partagés. Les coûts de fonctionnement des projets seront partagés entre le SST et l'organisme extérieur de la manière établie dans une entente financière. Les salaires des employés en affectation continueront d'être versés par l'organisme d'attache.

ANNEXE A :
Organigramme du Secteur des sciences de la Terre

http://essbb.gsc.nrcan.gc.ca/docs/orgchart_f.pdf

ANNEXE B : Annuaire du Secteur des sciences de la Terre

Géomatique Canada

Division des levés géodésiques
615, rue Booth, 4e étage
Ottawa (Ontario) K1A 0E9
Téléphone : (613) 992-2656
Télécopieur : (613) 947-3602

Division des levés officiels et Commission de la frontière internationale

Division des levés officiels
615, rue Booth, 5e étage
Ottawa (Ontario) K1A 0E9
Téléphone : (613) 995-4341
Télécopieur : (613) 992-1122

Commission de la frontière internationale
615, rue Booth, 5e étage
Ottawa (Ontario) K1A 0E9
Téléphone : (613) 992-1294
Télécopieur : (613) 947-1337

Centre des opérations régionales de l'Est (CORE)
615, rue Booth, 5e étage
Ottawa (Ontario) K1A 0E9
Téléphone : (613) 995-2604
Télécopieur : (613) 995-2612
Cellulaire : (613) 851-7115
Salle de conférence : (613) 995-7606

Service des relations avec la clientèle de l'Atlantique (SRC)
136 Victoria Street East
Amherst (Nouvelle-Écosse) B4H 1Y1
Téléphone : (902) 661-6766
Télécopieur : (902) 661-6769
Cellulaire : (902) 664-8482

Service des relations avec la clientèle du Québec (SRC)
320, rue Saint-Joseph est
B.P. 51127—G. Roy
Québec (Québec) G1K 8Z7
Téléphone : (418) 648-5725
Télécopieur : (418) 648-5728
Cellulaire : (418) 655-4656

Service des relations avec la clientèle de l'Ontario (SRC)
55 St. Clair Avenue East, pièce 606
Toronto (Ontario) M4T 1M2
Téléphone : (416) 973-1006
Télécopieur : (416) 973-1004
Cellulaire : (416) 574-9418

Bureau régional des Territoires du Nord-Ouest et du Nunavut

52nd Street, pièce 4920, 4e étage
C.P. 668
Yellowknife (Territoires du Nord-Ouest) X1A 2N5
Téléphone : (867) 669-3949
Télécopieur : (867) 920-6662
Modem : (867) 669-3915
Salle de conférence : (867) 669-3905

Bureau régional du Yukon
300 Main Street, pièce 225
Whitehorse (Yukon) Y1A 2B5
Téléphone : (867) 667-3957
Télécopieur : (867) 393-6709

Service des relations avec la clientèle du Nunavut (SRC)
5102—50th Avenue, pièce 202
Yellowknife (Territoires du Nord-Ouest)
X1A 3S8
Téléphone : (867) 669-2901
Télécopieur : (867) 669-2930

Centre des opérations régionales de l'Ouest (CORO)
9700 Jasper Avenue, pièce 605
Edmonton, Alberta T5J 4C3
Téléphone : (780) 495-2138
Télécopieur : (780) 495-4052

Service des relations avec la clientèle de l'Alberta (SRC)
9700 Jasper Avenue, pièce 605
Edmonton (Alberta) T5J 4C3
Téléphone : (780) 495-6174
Télécopieur : (780) 495-4052

Service des relations avec la clientèle du Manitoba (SRC)
275 Portage Avenue, pièce 501
Winnipeg (Manitoba) R3B 2B3
Téléphone : (204) 983-3793
Télécopieur : (204) 983-0157

Service des relations avec la clientèle de la Saskatchewan (SRC)
100 Central Park Place
2208 Scarth Street
Regina (Saskatchewan) S4P 2J6
Téléphone : (306) 780-5402
Télécopieur : (306) 780-5191
Comp./enregistrements : (306) 780-6992

Service des relations avec la clientèle - Revendications territoriales des Affaires indiennes et du Nord canadien du Manitoba (SRC)
275 Portage Avenue, pièce 501
Winnipeg (Manitoba) R3B 2B3
Téléphone : (204) 983-3623
Télécopieur : (204) 984-5828

Service des relations avec la clientèle de la Colombie-Britannique (SRC)
1550 Alberni Street, pièce 800
Vancouver (Colombie-Britannique) V6G 3C6
Téléphone : (604) 666-5326
Télécopieur : (604) 666-0522

Centre canadien de télédétection
588, rue Booth, 3e étage
Ottawa (Ontario) K1A 0Y7
Téléphone : (613) 947-1222
Télécopieur : (613) 947-1382

Division GéoAccès
615, rue Booth, 6e étage
Ottawa (Ontario) K1A 0E9
Téléphone : (613) 947-1245
Télécopieur : (613) 947-2410

Division des applications
588, rue Booth, 3e étage
Ottawa (Ontario) K1A 0Y7
Téléphone : (613) 947-1263
Télécopieur : (613) 947-1385

Division de l'évaluation de la technologie
588, rue Booth, 3e étage
Ottawa (Ontario) K1A 0Y7
Téléphone : (613) 947-1211
Télécopieur : (613) 947-3125

Division de l'acquisition des données
588, rue Booth, 2e étage
Ottawa (Ontario) K1A 0Y7
Téléphone : (613) 947-1356
Télécopieur : (613) 943-8201

Direction des services cartographiques
615, rue Booth, 7e étage
Ottawa (Ontario) K1A 0E9
Téléphone : (613) 947-0793
Télécopieur : (613) 995-2000

Centre d'information topographique (Sherbrooke)
2144, rue King ouest, pièce 010
Sherbrooke (Québec) J1J 2E8
Téléphone : (819) 564-5600
Télécopieur : (819) 564-5698
Téléphone sans frais : (800) 661-2638

Photothèque nationale de l'air
615, rue Booth, rez-de-chaussée
Ottawa (Ontario) K1A 0E9
Téléphone : (613) 995-4560
Télécopieur : (613) 995-4568
Téléphone sans frais : (800) 230-6275

Services aéronautiques et techniques
615, rue Booth, rez-de-chaussée
Ottawa (Ontario) K1A 0E9
Téléphone : (613) 992-4456
Télécopieur : (613) 943-8959

Centre d'information topographique (Ottawa)
615, rue Booth, 7e étage
Ottawa (Ontario) K1A 0E9
Téléphone : (613) 995-4921
Télécopieur : (613) 947-7948

Bureau des cartes du Canada
130, ch. Bentley
Nepean (Ontario) K2E 6T9
Téléphone : (613) 952-7000
Téléphone sans frais : (800) 465-6277
Télécopieur : (613) 957-8861
Télécopieur sans frais : (800) 661-6277

Commission géologique du Canada

601, rue Booth, 2e étage
Ottawa (Ontario) K1A 0E8
Téléphone : (613) 996-3919
Télécopieur : (613) 996-9990
Courriel info-ottawa@cgc.rncan.gc.ca

Direction de la géologie marine et sédimentaire
601, rue Booth, 2e étage
Ottawa (Ontario) K1A 0E8
Téléphone : (613) 995-2340
Télécopieur : (613) 996-6575
Courriel : info-ottawa@cgc.rncan.gc.ca

Division de la science des terrains
601, rue Booth, 3e étage
Ottawa (Ontario) K1A 0E8
Téléphone : (613) 995-4938
Télécopieur : (613) 992-0190
Courriel : info-ottawa@cgc.rncan.gc.ca

CGC-Atlantique
Commission géologique du Canada (Atlantique)
Institut océanographique Bedford
C.P. 1006, Challenger Drive
Dartmouth (Nouvelle-Écosse) B2Y 4A2
Téléphone : (902) 426-3225
Télécopieur : (902) 426-1466
Courriel : info-dartmouth@cgc.rncan.gc.ca

CGC-Calgary
Commission géologique du Canada (Calgary)
3303-33rd Street N.W.
Calgary (Alberta) T2L 2A7
Téléphone : (403) 292-7000
Télécopieur : (403) 292-5377
Courriel : info-calgary@cgc.rncan.gc.ca

CGC-Québec
Commission géologique du Canada (Québec)
880, chemin Ste-Foy, bureau 840
C.P. 7500
Sainte-Foy (Québec) G1V 4C7
Téléphone : (418) 654-2604
Télécopieur : (418) 654-2615
Courriel : info-stefoy@cgc.rncan.gc.ca

Direction des minéraux et de la géologie régionale
601, rue Booth, 2e étage
Ottawa (Ontario) K1A 0E8
Téléphone : (613) 995-4093
Télécopieur : (613) 996-6575
Courriel : info-ottawa@cgc.rncan.gc.ca

Division de la géologie du continent
601, rue Booth, 4e étage
Ottawa (Ontario) K1A 0E8
Téléphone : (613) 995-4314
Télécopieur : (613) 995-7322
Courriel : info-ottawa@cgc.rncan.gc.ca

Division des ressources minérales
601, rue Booth, 6e étage
Ottawa (Ontario) K1A 0E8
Téléphone : (613) 996-9223
Télécopieur : (613) 992-5694
Courriel : info-ottawa@cgc.rncan.gc.ca

CGC-Pacifique
Commission géologique du Canada (Pacifique)
9860 West Saanich Road
Sidney (Colombie-Britannique) V8L 4B2
Téléphone : (250) 363-6438
Télécopieur : (250) 363-6500
Courriel : info-sidney@cgc.rncan.gc.ca

Commission géologique du Canada (Pacifique)
101 - 605 Robson Street
Vancouver (Colombie-Britannique) V6B 5J3
Téléphone : (604) 666-0529
Télécopieur : (604) 666-1124
Courriel : info-vancouver@cgc.rncan.gc.ca

Centre géoscientifique du Pacifique - Ouest canadien

Séismologie des tremblements de terre
9860 West Saanich Road
Box 6000
Sidney (Colombie-Britannique) V8L 4B2
Téléphone : (250) 363-6500
Télécopieur : (250) 363-6739
Courriel : pgcinfo@cgc.rncan.gc.ca

Centre géoscientifique du Pacifique - Est du Canada

Séismologie des tremblements de terre
7, ch. de l'Observatoire
Ottawa (Ontario) K1A 0Y3
Téléphone : (613) 995-5593
Télécopieur : (613) 992-8836
Courriel : info@seismo.rncan.gc.ca

Géomagnétisme du Canada

2617, ch. Anderson
Gloucester (Ontario) K1G 3N5
Téléphone : (613) 837-4241
Télécopieur : (613) 824-9803
Courriel : coles@geolab.rncan.gc.ca

Géologie de la Cordillère canadienne

101 - 605 Robson Street
Vancouver (Colombie-Britannique) V6B 5J3
Téléphone : (604) 666-0529
Télécopieur : (604) 666-1124
Courriel : gscvan@cgc.rncan.gc.ca

Vente de cartes et publications

Téléphone : (604) 666 0271
Télécopieur : (604) 666-1337

Bibliothèque de recherche géoscientifique

Téléphone : (604) 666-3812
Télécopieur : (604) 666-7186

Étude du plateau continental polaire

615, rue Booth, 4e étage
Ottawa (Ontario) K1A 0E9
Téléphone : (613) 947-1601
Télécopieur : (613) 947-1611

Services intégrés du Secteur des sciences de la Terre

Bureau du sous-ministre adjoint
580, rue Booth, 14e étage
Ottawa (Ontario) K1A 0E4
Téléphone : (613) 992-9983
Télécopieur : (613) 992-8874

Bureau du géoscientifique principal
580, rue Booth, 14e étage
Ottawa (Ontario) K1A 0E8
Téléphone : (613) 995-5372
Télécopieur : (613) 996-8059

Direction de la politique, de la planification et de la coordination
601, rue Booth, 2e étage
Ottawa (Ontario) K1A 0E8
Téléphone : (613) 996-9551
Télécopieur : (613) 943-8296

Conseiller principal (Communications)
580, rue Booth, 14e étage
Ottawa (Ontario) K1A 0E4
Téléphone : (613) 947-2789
Télécopieur : (613) 992-8874

Conseiller principal (Ressources)
601, rue Booth, pièce 200
Ottawa (Ontario) K1A 0E8
Téléphone : (613) 995-4089
Télécopieur : (613) 996-8748

Gestionnaire principal, Communications
601, rue Booth, 2e étage
Ottawa (Ontario) K1A 0E8
Téléphone : (613) 943-8885
Télécopieur : (613) 995-3082

Bureau du sous-ministre adjoint associé
580, rue Booth, 14e étage
Ottawa (Ontario) K1A 0E4
Téléphone : (613) 995-3081
Télécopieur : (613) 992-8874

Conseiller en ressources humaines
601, rue Booth, 1er étage
Ottawa (Ontario) K1A 0E8
Téléphone : (613) 995-4215
Télécopieur : (613) 947-0146

Bureau du conseiller financier du Secteur
615, rue Booth, 4e étage
Ottawa (Ontario) K1A 0E9
Téléphone : (613) 995-0842
Télécopieur : (613) 992-3657

Conseiller en gestion de la qualité
601, rue Booth, 2e étage
Ottawa (Ontario) K1A 0E8
Téléphone : (613) 947-7353
Télécopieur : (613) 992-8874

Bureau d'expansion des affaires
615, rue Booth, 5e étage
Ottawa (Ontario) K1A 0E9
Téléphone : (613) 996-0441
Télécopieur : (613) 995-8737

Info SST
601, rue Booth, 2e étage
Ottawa (Ontario) K1A 0E8
Téléphone : (613) 995-4089
Télécopieur : (613) 996-8748

ANNEXE C : Liste des acronymes

4RN	Les quatre ministères fédéraux responsables des ressources naturelles : Ressources naturelles Canada, Agriculture et Agroalimentaire Canada, Pêches et Océans Canada et Environnement Canada
5RN	4RN + Santé Canada
A.F.	Arpenteur fédéral
AAC	Agriculture et Agroalimentaire Canada
AATC	Archives d'arpentage des terres du Canada
ACDI	Agence canadienne de développement international
ACEE	Agence canadienne d'évaluation environnementale
ACEG	Association canadienne des entreprises de géomatique
AGU	American Geophysical Union
AIPRP	Accès à l'information et protection des renseignements personnels
ARAP	Administration du rétablissement agricole des Prairies

BCFS	Bureau du conseiller financier du Secteur
BDG	Base de données géospatiales
BDTC	Base de données toponymiques du Canada
BGI	Bureau gravimétrique international
BNDT	Base nationale de données topographiques
CACS	Système canadien de contrôle actif
CARTNAT	Programme national de cartographie géoscientifique
C-CIARN	Réseau canadien de recherche sur les impacts climatiques et l'adaptation
CCNMST	Conseil consultatif national du ministre pour les sciences de la Terre
CCNUCC	Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques
CCT	Centre canadien de télédétection
CEOCat	Catalogue d'images d'observation de la terre
CEONet	Réseau canadien d'observation de la Terre
CEST	Conseil d'experts en sciences et en technologie
CFI	Commission de la frontière internationale
CGC	Commission géologique du Canada
CGM	Comité de gestion du Ministère
CGQS	Conseiller en gestion de la qualité du Secteur
CICG	Courants induits sous l'action d'un champ géomagnétique
CIST	Centre d'information sur les sciences de la Terre
CIT-O	Centre d'information topographique d'Ottawa
CIT-S	Centre d'information topographique de Sherbrooke
CMM	Conférence des ministres des Mines
CNBC	Code national du bâtiment du Canada
CNUDM	Convention des Nations Unies sur le droit de la mer
CNUED	Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement
COCG	Conseil canadien de géomatique
CORDLink	(bibliothèque virtuelle des géosciences)
CORK	Circulation Obviation Retrofit Kit
CPA	Comptabilité par activités
CPCNG	Comité permanent canadien des noms géographiques
CRM	Centre de recherche du Mexique
CRSNG	Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie
CTBTO	Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires
DLG	Division des levés géodésiques
DLO	Division des levés officiels
DP	Demande de propositions
DPPC	Division de la politique, de la planification et de la coordination
DSC	Direction des services cartographiques
DSGA	Division des services de gestion et d'administration
DSI	Imagerie sismique en sondage
EC	Environnement Canada
EGS	Équipe de gestion du Secteur
ÉMM	Système de sondage électromagnétique en milieu marin
ÉPCP	Étude du plateau continental polaire
ESTFP	Excellence en sciences et technologie dans la fonction publique
EXTECH	Sciences et technologie de l'exploration
FACC	Fonds d'action pour le changement climatique
GC	Géomatique Canada
GCC	Garde côtière canadienne
GC-GI	Gestion des connaissances et gestion de l'information
GED	Gouvernement en direct
GÉOIDE	Réseau de géomatique pour des interventions et des décisions éclairées
GEOSCAN	Base de données bibliographiques regroupant toutes les publications de la Commission géologique du Canada (CGC)
GI-TI	Gestion de l'information et technologie de l'information
GPS	Système de positionnement global
GPS•C	Système de correction des observations GPS
GTN-P	Réseau mondial de surveillance terrestre du pergélisol
HYDROLINK	Alliance de quatre organisations de classe mondiale créée dans le but de fournir des produits et des services hydrographiques et bathymétriques
ICDG	Infrastructure canadienne de données géospatiales
IERS	International Earth Rotation Service
IGC	Initiative géoscientifique ciblée
IgeS	Service international du géoïde
IGS	Service international de GPS pour la géodynamique
Info SST	Division de l'information du Secteur des sciences de la Terre
INRS	Institut national de la recherche scientifique
INSAR	Interférométrie SAR

INTERMAGNET	International Real-Time Magnetic Observatory Network (réseau d'observatoires magnétiques transmettant leurs données en temps quasi réel)
ISO	Organisation internationale de normalisation
IVS	Service international de RILB
Landsat-7	Satellite d'observation de la Terre
LCEE	Loi canadienne sur l'évaluation environnementale
MADONA	Base de données sur les anomalies magnétiques de l'Amérique du Nord
MAECI	Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international
MAN	Modèle altimétrique numérique
MDN	Ministère de la Défense nationale
MEDE	Métaux dans l'environnement
MPO	Ministère des Pêches et des Océans
MRN	Ministère des Ressources naturelles
NAS	National Academy of Sciences
NGC	Norme générale de classification
NIMA	National Imagery and Mapping Agency
PNRG	Programme national de reconnaissance géochimique
PFETE	Programme fédéral d'expérience de travail étudiant
PIFUN	Plan d'intervention fédéral en cas d'urgence nucléaire
PGG	Projet de géodynamique globale
PNA	Photothèque nationale de l'air
PNB	Produit national brut
PPG	Plan de perfectionnement de la gestion
PPP	Programme de perfectionnement professionnel
PPPG	Programme de perfectionnement professionnel en géomatique
ProgrEST	Programme d'échanges en sciences et en technologie
RADARSAT	Satellite d'observation de la Terre
RCCST	Réseau canadien de connaissances en sciences de la Terre
RCN	Région de la capitale nationale
R-D	Recherche-développement
RILB	Radiointerférométrie à très longue base
RNCan	Ressources naturelles Canada
SAT	Services aéronautiques et techniques
SATC	Système d'arpentage des terres du Canada
SCF	Service canadien des forêts
SCRS	Système canadien de référence spatiale
SCT	Secrétariat du Conseil du trésor
SDD	Stratégie de développement durable
SGED	Système de gestion électronique de documents
SHRIMP	Microsonde ionique à haute résolution et à haut niveau de sensibilité
SIF	Stratégie d'information financière
SIG	Système d'information géographique
SMA	Sous-ministre adjoint
SMAA	Sous-ministre adjoint associé
SMERAC	Comité supérieur de l'évaluation des ressources minérales et énergétiques
SMV	Sulfures massifs volcanogènes
SNORCLE	Slave-Northern Cordilleran Lithospheric Evolution
SNRC	Système national de référence cartographique
SPS	Système de projets sectoriels
SRH	Services de ressources humaines
SSI	Secteur des services intégrés
SST	Secteur des sciences de la Terre
SSTT	Services de soutien technique sur le terrain
S-T	Sciences et technologie
STRATCOM	Comité des communications stratégiques du Secteur
TC	Transports Canada
USGS	United States Geological Survey
VFR	Règles de vol à vue
VMap	Carte vectorielle